



# PLAN GLOBAL EN **PETITE ENFANCE**

Présenté à

Emploi et développement social Canada (EDSC)

Par

Réseau de développement économique  
et d'employabilité (RDÉE Canada)

Mai 2019

**RDÉE**  
Canada





# STRATÉGIE NATIONALE EN PETITE ENFANCE POUR LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES EN MILIEU MINORITAIRE

## L'équipe qui a collaboré à la réalisation de ce rapport :

Mélanie Chevrier, consultante principale et coordonnatrice du projet

Maurice Chiasson, consultant

Marie-Belle Pépin, consultante en petite enfance

Guillaume Deschênes-Thériault, chercheur associé, étudiant au doctorat, Université d'Ottawa

Geneviève Lemieux, graphiste

---

Jean-Pierre Alexandre, gestionnaire du projet, RDÉE Canada

## Partenaire financier :

Financé par le gouvernement du Canada par le biais du  
Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire

## Partenaires de l'Alliance stratégique en petite enfance :



[rdee.ca](http://rdee.ca)

1, rue Nicholas, bureau 606 Tél. : 613 244-7308  
Ottawa (Ontario) K1N 7B7 CANADA Téléc. : 613 244-3934



# ■ Table des matières

- 1. Mise en contexte ..... 4
- 2. Petite enfance et vitalité des communautés ..... 6
- 3. Diversité des services de garde ..... 12
- 4. Approche intermédiaire innovante ..... 13
- 5. Valeurs communes ..... 14
- 6. Plans et projets financés ..... 15
- 7. État des lieux par province et territoire ..... 16
  - 7.1 Terre-Neuve-et-Labrador ..... 18
  - 7.2 Île-du-Prince-Édouard ..... 22
  - 7.3 Nouvelle-Écosse ..... 25
  - 7.4 Nouveau-Brunswick ..... 28
  - 7.5 Ontario ..... 32
  - 7.6 Manitoba ..... 38
  - 7.7 Saskatchewan ..... 41
  - 7.8 Alberta ..... 44
  - 7.9 Colombie-Britannique ..... 48
  - 7.10 Yukon ..... 52
  - 7.11 Territoires du Nord-Ouest ..... 53
  - 7.12 Nunavut ..... 54
- 8. Orientations stratégiques ..... 57
  - 8.1 Notre environnement, nos installations physiques ..... 57
  - 8.2 Nos ressources humaines ..... 58
  - 8.3 Notre gestion financière et administrative ..... 59
  - 8.4 Notre appartenance à la francophonie : langue et culture ..... 60
  - 8.5 Notre technologie ..... 61
- 9. Vision d’avenir ..... 61
- Bibliographie ..... 63
- Annexe 1 - Évaluation des appels de propositions ..... 65
- Annexe 2 - Fonds - démarrage et accompagnement - phase 1 ..... 66
- Annexe 3 - Fonds - démarrage et accompagnement - phase 2 ..... 68
- Annexe 4 - Plan de développement en petite enfance par province et territoire ..... 70
- Annexe 5 - Nombre de places en service de garde francophone ..... 140
- Annexe 6 - Témoignages ..... 141



# 1. Mise en contexte

Depuis près d'une vingtaine d'années des partenaires nationaux collaborent au développement de la petite enfance dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada.

Au fil des ans, des mécanismes de partenariat intersectoriel, par le biais du leadership de la Commission nationale des parents francophones (CNPF), ont permis des avancées dans le domaine. On pense entre autres à la Table nationale en développement de la petite enfance francophone puis au Groupe intersectoriel en petite enfance francophone.

Au cours des deux dernières années, c'est par le biais de l'Alliance stratégique en petite enfance composée du Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada), de la CNPF et de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) que s'est poursuivie cette volonté de collaborer comme réseaux.

Les partenaires se rallient autour de constats et d'un objectif commun :

- **L'urgence d'agir** : La francophonie canadienne fait face à un enjeu important au niveau de l'accès à un éventail de services offerts à la petite enfance francophone en situation minoritaire pour la période du continuum avant la naissance jusqu'à l'entrée à l'école.
- **Le besoin** : Les parents ont besoin de services de garde en français pour leurs enfants. Le service de garde en français est un outil incontournable de transmission de la langue française et de construction de l'identité francophone.
- **L'objectif ultime** : ACCÈS à davantage de PLACES en service de garde en FRANÇAIS de QUALITÉ dans les communautés francophones en contexte minoritaire au pays en intégrant des stratégies entrepreneuriales aux interventions afin d'assurer la vitalité du français de génération en génération. Le service est viable et durable financièrement.

Des données recueillies démontrent que la demande pour des places en service de garde en milieu francophone minoritaire est plus élevée que l'offre. On peut même parler d'une pénurie généralisée à l'échelle du pays. Ces données et leur analyse se trouvent, pour chaque province et territoire, à la [section 7](#) du présent rapport.



Par ailleurs, le ministère Emploi et développement social Canada (EDSC) a accordé un financement au Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) pour l'initiative d'un **Plan global en petite enfance**. Les fonds découlent du Plan d'action du gouvernement fédéral **Investir dans notre avenir 2018-2023** pour les langues officielles.

Une somme de 20 millions de dollars a été consentie, dans le cadre de ce plan, au développement du secteur de la petite enfance et aux services de garde dans les communautés francophones en situation minoritaire au pays.

L'objectif ultime est d'accroître le nombre de places en français en service de garde et renforcer la capacité du secteur de la petite enfance en milieu minoritaire.

Cependant, l'accessibilité n'est pas uniquement une question de nombre de places pour les enfants. C'est également une question, entre autres, de coûts pour les parents et tuteurs, de proximité géographique, d'heures d'ouverture, d'activités en lien avec la construction identitaire et de services répondant aux besoins particuliers des enfants.

À l'automne 2018, la CNPF et l'ACUFC, sous le leadership du RDÉE Canada, ont lancé une initiative afin d'élaborer le Plan global, une **stratégie nationale en petite enfance pour les communautés francophones en milieu minoritaire**.

Le premier volet de cette initiative a été de recueillir de l'information relative au secteur de la petite enfance en milieu francophone minoritaire. Le second volet a été de favoriser l'élaboration d'un **plan de développement entrepreneurial** pour chaque province et territoire. Cette analyse de l'environnement a été réalisée parallèlement à l'élaboration des plans provinciaux et territoriaux.

C'est essentiellement en fonction de l'analyse environnementale et de la réflexion découlant de l'ensemble des plans provinciaux et territoriaux que reposent la conceptualisation et la rédaction de cette stratégie nationale en petite enfance pour le milieu francophone minoritaire.

Les décisions au cours du processus d'élaboration de la stratégie ont été prises en commun par les partenaires nationaux de l'Alliance, tandis que les tâches administratives afférentes ont été réalisées par le RDÉE Canada.



C'est non seulement grâce à l'engagement des partenaires nationaux, mais aussi de leurs organismes et établissements membres que le RDÉE Canada a réussi à réaliser, selon l'échéancier prévu, le mandat qui lui a été confié par EDSC.

En parallèle de cette démarche de conceptualisation d'une stratégie nationale en petite enfance, les fournisseurs actuels ou potentiels désirant implanter ou augmenter le nombre de places en français au sein de leur service de garde ont eu l'occasion de déposer une demande de financement dans le cadre du programme **démarrage et accompagnement**.

Dans la prochaine section, nous nous attardons à l'importance de la petite enfance pour la vitalité des communautés francophones en milieu minoritaire. Elle s'avère notamment essentielle sur le plan de la transmission linguistique.

## 2. Petite enfance et vitalité des communautés

### Transmission de la langue

Le renouvellement démolinguistique est l'un des indicateurs par lequel se manifeste la vitalité d'une communauté de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM)<sup>1</sup>. Comme le souligne Marc Johnson dans un rapport préparé pour la Direction générale des langues officielles du ministère du Patrimoine canadien, « sans effectif démographique, la minorité n'existe plus; et sans utilisation et transmission de la langue, la vitalité linguistique non plus. Il importe dès lors de porter une attention particulière à ce qui favorise ce renouvellement<sup>2</sup>. »

Dans la littérature sur le sujet, il est reconnu que le système d'éducation joue un rôle de premier plan dans la transmission de la langue française aux nouvelles générations et une attention de plus en plus grande est portée sur les services à la petite enfance<sup>3</sup>. Pour Rodrigue Landry<sup>4</sup>, l'éducation

<sup>1</sup> Il s'agit de l'un des facteurs clés afin d'assurer la vitalité des CLOSM selon le Cadre de référence sur la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire du ministère du Patrimoine canadien.

<sup>2</sup> Johnson, M. (2015). *Transmission de la langue française aux jeunes francophones en situation minoritaire. Théorie et stratégie*. [Rapport de recherche]. Socius recherche et conseils pour la Direction générale des langues officielles du Patrimoine canadien, à la page 2.

<sup>3</sup> À ce sujet, voir les travaux de Rodrigue Landry, le *Plan stratégique sur l'éducation de langue française 2012-2017* de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), et le *Plan stratégique communautaire* de 2008 du Forum des leaders.

<sup>4</sup> Landry, R. (2005). *Petite enfance et autonomie culturelle. Là où le nombre le justifie...V*. [Rapport de recherche]. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques pour la Commission nationale des parents francophones (CNPF).



est « la pierre angulaire » du développement des communautés francophones en milieu minoritaire au Canada. Pour ce professeur et chercheur de l'Université de Moncton, une stratégie qui cherche à lutter contre les transferts linguistiques du français vers l'anglais doit inclure des mesures sur l'ensemble du continuum en éducation, de la petite enfance au postsecondaire et ainsi, « aller au-delà de l'article 23.<sup>5</sup> » Une équipe de recherche au Manitoba<sup>6</sup> abonde dans le même sens en illustrant que pour faire face au défi de l'érosion de la langue, il est nécessaire d'intervenir dès le préscolaire, qui est une période propice à l'apprentissage d'une langue.

Dans ce contexte, l'accessibilité et la qualité des services de garde de langue française sont des enjeux de premier plan pour la vitalité des communautés. Ces services constituent un lieu d'apprentissage pour l'enfant à l'extérieur du foyer où il peut continuer à accroître ses aptitudes en français durant la journée. L'accessibilité aux services à la petite enfance est l'un des éléments qui a été identifié par un groupe de travail responsable d'étudier la question de la transmission de la langue française<sup>7</sup> dans les communautés.

Comme le rappelle le Commissaire aux langues officielles du Canada<sup>8</sup>, la question des services à la petite enfance est d'autant plus d'actualité aujourd'hui qu'une majorité des parents canadiens sont sur le marché du travail et que les familles présentent des besoins accrus en matière de services de garde. Il s'agit d'une tendance qui dépasse le Canada puisqu'une majorité des enfants des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) « passent une grande partie de leurs premières années non dans leur propre foyer avec leur propre famille, mais dans quelque structure de garde d'enfants<sup>9</sup> ». Toutefois, cette tendance revêt une importance singulière en contexte linguistique minoritaire où le renouvellement démilinguistique est une nécessité pour la vitalité des communautés à long terme.

## Construction identitaire

Selon Lucie Gauvin du ministère de l'Éducation de la Saskatchewan, la construction identitaire « permet de développer une représentation de soi, de l'autre et de sa communauté, ainsi qu'un

<sup>5</sup> Landry, R. (2005). *Petite enfance et autonomie culturelle. Là où le nombre le justifie...V.* [Rapport de recherche]. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques pour la Commission nationale des parents francophones (CNPF), p. 15

<sup>6</sup> Chartier, M., Dumaine, J. & Sabourin, E. (2011). Vivre en français pendant la petite enfance et apprendre à l'école française, y a-t-il un lien? *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 23, (1-2), 3-61. <https://doi.org/10.7202/1017258ar>

<sup>7</sup> Johnson, M. (2015), *Op. cit.*

<sup>8</sup> Commissariat aux langues officielles (2016). *La petite enfance. Vecteur de vitalité des communautés francophones en situation minoritaire.* Ottawa, Ontario.

<sup>9</sup> Adamson, P. (2008). *La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant : Tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés.* Bilan Innocenti 8 du Centre de recherche Innocenti, Florence (Italie) : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à la page 7.



sens d'appartenance à la communauté francophone.<sup>10</sup> » La fréquentation de services de garde francophone permet aux enfants de vivre une socialisation précoce dans un établissement de langue française<sup>11</sup>. Avec la famille, la garderie (ou service de garde) est un lieu important de socialisation. Ces contacts en français à un jeune âge influencent de manière particulière le processus de construction identitaire des enfants, car dans la perspective de Rodrigue Landry et de Serge Rousselle, le développement d'une identité francophone forte passe par des contacts interpersonnels en français. Pour ces chercheurs, « on ne naît pas francophone, on le devient.<sup>12</sup> »

L'équipe de recherche manitobaine<sup>13</sup> souligne la variété des expériences par rapport aux contacts qu'ont les enfants qui fréquentent une école de langue française avec la communauté francophone durant leurs années préscolaires. Cette variété influence à la fois les processus de construction identitaire et de développement du langage. Il y a les enfants unilingues francophones, les familles exogames dans lesquelles l'anglais et le français sont parlés, les enfants issus de l'immigration dont le français est la première langue officielle parlée, les foyers où le français est utilisé minimalement, voire aucunement, etc. Dans les cas où le français n'est pas parlé de manière dominante à la maison, la garderie peut constituer le principal lieu de socialisation en français dans les premières années d'un enfant<sup>14</sup> et joue alors un rôle de premier plan dans la construction d'une identité francophone chez l'enfant.

## Porte d'entrée pour les écoles françaises

Le Commissaire aux langues officielles du Canada soutient que même si les programmes préscolaires ne sont pas visés par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, ils remplissent un rôle de premier plan dans l'atteinte des objectifs par cet article<sup>15</sup>. La petite enfance est un moment critique par rapport à la décision des parents d'inscrire un enfant à l'école francophone, spécialement dans le cas de familles exogames et de parents ayants droit s'étant eux-mêmes anglicisés. L'infrastructure en place en matière de services à la petite enfance a une incidence directe sur le parcours des enfants ayants droit francophones et la possibilité qu'ils fréquentent une école de langue française. « Les garderies et les centres de la petite enfance et de la famille sont de véritables pépinières qui alimentent les écoles francophones en situation minoritaire<sup>16</sup>. »

<sup>10</sup> Gauvin, L. (2009). La construction langagière, identitaire et culturelle : un cadre conceptuel pour l'école francophone en milieu minoritaire. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 21, (1-2), 87–126. <https://doi.org/10.7202/045325ar>. P. 87.

<sup>11</sup> Landry, R. (2010). *L'éducation : pierre angulaire de la revitalisation des communautés francophones et acadiennes*. [Mémoire]. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, présenté au Comité sénatorial permanent des langues officielles.

<sup>12</sup> Landry, R. et Rousselle, S. (2003). *Éducation et droits collectifs : au-delà de l'article 23 de la Charte*. Moncton : Éditions de la Francophonie, à la page 93.

<sup>13</sup> Chartier, M., Dumaine, J. & Sabourin, E. (2011), *Op. cit.*

<sup>14</sup> Commissariat aux langues officielles (2016), *Op. cit.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes (2012). *Après la Feuille de route : cap vers une amélioration des programmes et de la prestation des services*. Ottawa : Parlement du Canada, à la page 93.



Rodrigue Landry<sup>17</sup> fait le constat qu'un nombre de services en français à la petite enfance inadapté à l'ampleur des besoins conduit à l'anglicisation d'enfants d'ayants droit francophones et à des inscriptions réduites aux écoles de langue française. Les parents inscrivent leurs enfants dans des services anglophones et c'est en anglais que les enfants vivent une part importante de leur socialisation. De plus, dans le cas de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, le Commissaire aux langues officielles souligne que des parents font le choix de se tourner vers des services bilingues. Toutefois, ceux-ci peuvent constituer un « vecteur d'assimilation<sup>18</sup> » pour les enfants et ne sont pas une solution adéquate à un manque de places en français. À l'inverse, des services à la petite enfance francophones accessibles et de qualité favorisent le maintien d'une « masse critique » d'enfants dans les écoles francophones.

### **Favoriser la réussite scolaire**

La petite enfance est une période cruciale dans le développement du langage chez un individu<sup>19</sup>. Plusieurs recherches établissent un lien entre la fréquentation d'un service de langue française et des résultats scolaires plus élevés à l'école francophone. Un rapport élaboré par la Société de recherche sociale appliquée<sup>20</sup> indique que plus les enfants d'âge préscolaire sont en contact avec la langue française, plus ils connaissent un développement accru de leurs compétences langagières et scolaires.

Les résultats d'une étude menée par une équipe de recherche au Manitoba vont dans le même sens. Leur étude « confirme un lien important entre « vivre en français à la petite enfance » et « apprendre à l'école française »<sup>21</sup> ». Les chercheurs notent de meilleurs résultats en maternelle chez les enfants qui ont connu une importante socialisation en français, notamment par la fréquentation de services de garde francophones. Ces conclusions placent l'accent sur l'importance de maximiser l'usage de la langue française dans les milieux de socialisation des enfants d'âge préscolaire et comme mentionné, les services de garde sont souvent au cœur de cette socialisation.

### **Immigration**

Depuis le début des années 2000, un autre enjeu de premier plan pour les communautés est celui de l'immigration francophone. Dans un contexte où les communautés sont de plus en plus diversifiées au niveau culturel, quelques études s'intéressent au potentiel des garderies en matière

<sup>17</sup> Landry, R. (2005), *Op. cit.*

<sup>18</sup> Commissariat aux langues officielles (2016), *Op. cit.*, à la page 1.

<sup>19</sup> McCain, M. N., Mustard, F. et Shanker, S. (2007). *Early Years Study 2: Putting Science into Action*. Toronto: Council for Early Child Development.

<sup>20</sup> Thompson, G., Legault, L., Lalonde, P. et Bérubé, A. (2014). *Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire*. [Rapport d'évaluation]. Ottawa : Société de recherche sociale appliquée.

<sup>21</sup> Chartier, M., Dumaine, J. & Sabourin, E. (2011), *Op. cit.* à la page 3.



d'intégration des familles immigrantes. Selon Aurélie Lacassagne<sup>22</sup>, la garderie est un lieu propice pour sensibiliser les enfants d'âge préscolaire à la diversité culturelle et établir un contact entre les parents immigrants et les communautés, et par le fait même, favoriser l'émergence d'un dialogue interculturel.

L'équipe de recherche manitobaine qui s'intéresse aux résultats scolaires des enfants francophones souligne aussi le potentiel des services de garde pour maximiser les chances de succès d'enfants de parents immigrants pour qui le français est la première, la seconde ou parfois la troisième langue parlée. Les immigrants allophones choisissent souvent le secteur anglophone, mais il est possible de miser sur le potentiel et les bénéfices de maîtriser plusieurs langues dès un jeune âge pour accroître le nombre de parents d'origine immigrante intéressés à inscrire leurs enfants dans une garderie de langue française, puis dans le système scolaire francophone<sup>23</sup>.

## Défis d'accessibilité

Toutefois, l'ensemble des retombées bénéfiques de la fréquentation de services de garde francophone en matière de transmission linguistique, de développement identitaire, de fréquentation des écoles francophones, de réussite scolaire, d'intégration et de manière générale, de vitalité des communautés, nécessitent une infrastructure institutionnelle en petite enfance à la hauteur des besoins. Cela ne semble pas être le cas à l'heure actuelle. Plusieurs défis persistent en ce qui concerne l'accès à des services de garde au sein des communautés.

### *Sensibiliser les parents à l'existence des services*

L'existence de services en français ne suffit pas, il faut aussi veiller à ce que les parents concernés soient mis au courant de l'existence de garderies francophones tôt dans la vie de leur enfant<sup>24</sup>. Des efforts particuliers de sensibilisation sont à faire auprès des familles immigrantes qui ne sont pas nécessairement au courant de l'existence de services en français au sein de leur communauté d'accueil. Selon Rodrigue Landry<sup>25</sup>, une campagne de promotion qui aurait du succès pour faire croître l'intérêt des ayants droit pour le secteur éducatif francophone augmenterait encore plus les besoins en matière de services de garde.

<sup>22</sup> Lacassagne, A. (2010). Le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) : francophones avant tout! Exemple d'un interculturelisme réussi. *Reflets*, 16, (2), 202–213. <https://doi.org/10.7202/1000319ar>

<sup>23</sup> À ce sujet voir : Landry, R. (2010), *Op. cit.*

<sup>24</sup> Chartier, M., Dumaine, J. & Sabourin, E. (2011), *Op. cit.*

<sup>25</sup> Landry, R. (2010), *Op. cit.*



### *Recrutement et rétention du personnel*

Dans leur portrait analytique sur les services en développement de la petite enfance, les chercheuses Mariève Forest et Joyce Portilla<sup>26</sup> font état du défi que représente le recrutement et la rétention d'un personnel francophone, en particulier en milieu rural. Il est à la fois difficile de recruter des éducatrices qualifiées parlant français et de les retenir une fois embauchées. Au sujet des difficultés de rétention, il ressort d'une consultation menée par le Commissariat aux langues officielles du Canada que le fort roulement de la main-d'œuvre dans le secteur francophone s'explique en partie par des postes disponibles et mieux rémunérés dans le secteur anglophone. Dans plusieurs régions du pays, le Commissaire constate que les établissements anglophones « offrent de meilleurs outils d'accompagnement et de meilleures conditions de travail<sup>27</sup>. » D'après les données recueillies dans le cadre du présent rapport, les difficultés en matière de recrutement et de rétention du personnel francophone sont encore une réalité pour les communautés.

### *Pénurie de places en garderie*

L'un des principaux enjeux évoqués par le Commissaire aux langues officielles du Canada dans son rapport sur la petite enfance est un financement inadéquat des services<sup>28</sup>. Cet enjeu n'est pas spécifique aux communautés, mais concerne l'ensemble du secteur de la petite enfance. En revanche, comme le note le Commissaire, les conséquences de ce sous-financement affectent les communautés de manière particulière et placent bien souvent les fournisseurs de service dans un état d'instabilité et mène à un accès limité à des places en garderie.

En lien avec cela, plusieurs études<sup>29</sup> font état d'un manque d'infrastructures pour les garderies francophones au sein des communautés afin de répondre à une demande qui est plus grande que le nombre de places disponibles. D'après les données recueillies dans le cadre du présent rapport, la problématique des longues listes d'attente est toujours d'actualité. La demande est considérablement plus forte que l'offre à l'échelle du pays.

Cette pénurie de places dans les garderies francophones conduit des parents à inscrire leurs enfants dans des établissements de langue anglaise. C'est l'un des constats de la consultation menée par le Commissariat aux langues officielles<sup>30</sup>. Il n'est pas toujours possible d'attendre qu'une place

<sup>26</sup> Forest, M. et Portilla, J. (2012). *3ème portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada*. [Rapport de recherche]. Préparé pour la Commission nationale des parents francophones.

<sup>27</sup> Commissariat aux langues officielles (2016), *Op. cit.*, à la page 9.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Forest, M. et Portilla, J. (2012), *Op. cit.*

<sup>30</sup> Commissariat aux langues officielles (2016), *Op. cit.*



se libère dans un service de garde francophone et dans certains cas, aucun service de langue française n'est disponible.

Dans la prochaine section, nous définissons les services de garde et nous traitons des divers modèles.

### 3. Diversité des services de garde

Un **service de garde en installation** se trouve dans un espace physique dans lequel le fournisseur de service est propriétaire ou locataire. En général, le service de garde en installation se trouve dans un espace commercial, un centre communautaire, un édifice municipal ou une école.

Parfois, l'espace physique est proposé gratuitement au fournisseur de service. Quant à un **service de garde en milieu familial**, il est offert dans une résidence privée.

Des enfants fréquentent également **des services de garde avant et après les heures scolaires ainsi que sur l'heure du midi**. Souvent, ce service de garde se trouve à l'école.

Les services de garde accueillent les enfants âgés de 0 à 12 ans. La plupart des enfants, regroupés par catégorie d'âge respectant un ratio personnel-enfants prévu par la loi provinciale ou territoriale, les fréquentent à temps plein. Certains enfants les fréquentent à temps partiel.

Il existe divers modèles d'affaires de services de garde. Certains sont constitués en organismes sans but lucratif (OSBL) dirigés par un conseil d'administration. Ce conseil se compose généralement de parents ou tuteurs d'enfants fréquentant le service de garde. Des services de garde fonctionnent sous le modèle coopératif. D'autres sont des entreprises privées constituées en corporation. Des travailleurs autonomes sont également propriétaires de services de garde, particulièrement en milieu familial. Des services de garde sont également implantés, à tout le moins encouragés, par des municipalités voulant offrir un service de garde aux enfants de leurs concitoyens ou par de grandes entreprises pour les enfants de leurs employés.



Un service de garde, qu'il soit implanté par un groupe communautaire ou un propriétaire privé, demande des connaissances en affaires et une certaine fibre entrepreneuriale. En principe, le service de garde doit être rentable, tout en répondant aux besoins et accessible financièrement pour les parents et tuteurs.

Avant de traiter des orientations de la stratégie nationale et de la vision d'avenir, nous nous attardons à l'approche intermédiaire et aux valeurs qui ont caractérisé la démarche, au financement des plans provinciaux/territoriaux et des projets ainsi qu'à l'état des lieux en petite enfance.

## 4. Approche intermédiaire innovante

L'Alliance stratégique, constituée de trois partenaires nationaux, mise sur leurs forces respectives et leur complémentarité afin d'assurer un continuum dans le développement et le renforcement du secteur de la petite enfance.

Ensemble, ces partenaires ont adopté une approche intermédiaire pour faciliter la collaboration de leurs membres respectifs et implanter des stratégies communes à l'échelle des provinces et territoires.

L'approche intermédiaire est basée sur une pensée stratégique facilitant les échanges et les pratiques gagnantes sur le plan local, régional, provincial et national. Elle repose sur une structure innovante basée sur une plateforme de concertation et de dialogue avec toutes les parties prenantes du secteur de la petite enfance.

C'est **une approche « par et pour » les communautés** reposant sur la concertation et le partenariat. Elle brise les silos et atténue les défis qui caractérisent ce secteur essentiel au développement de la francophonie en milieu minoritaire. Elle est différente de l'approche traditionnelle axée sur la compétition.

Pour appuyer cette approche intermédiaire, les organismes et établissements membres des trois partenaires nationaux de l'Alliance se concertent depuis l'automne 2018. Ils collaborent, par exemple, à la cueillette de données qui facilite la réalisation des actions à l'égard du développement de la petite enfance.



Les actions menées par l'Alliance et ses partenaires gouvernementaux ont créé un mouvement de collaboration et de partage au sein de la francophonie canadienne concernant le dossier de la petite enfance.

## 5. Valeurs communes

Une approche axée sur la collaboration, la communication, l'ouverture et la confiance entre les parties prenantes a agi comme toile de fond dans la réalisation de l'initiative. En somme, un dialogue entre les partenaires, œuvrant de près ou de loin en petite enfance, a été favorisé. Cette façon de faire a facilité les échanges et a surtout permis de comprendre la réalité que vivent les services de garde en milieu minoritaire.

Au niveau de la collaboration, le point d'ancrage entre les partenaires est le fait qu'un objectif commun rallie les forces pour le bien collectif des communautés francophones. Tous s'entendent sur l'accès à davantage de places en service de garde francophone. Cette collaboration est soutenue par une approche intersectorielle où différents secteurs sont interpellés à contribuer à l'objectif ultime et par la motivation d'innover et de faire différemment pour résoudre les enjeux.

La dynamique instaurée a favorisé la mise en commun des idées et des concepts en petite enfance entre les organismes et les intervenants dans chacune des régions du pays. Les échanges constructifs ont non seulement permis d'adopter des plans innovateurs, mais ont aussi contribué à initier des projets répondant aux besoins spécifiques du milieu minoritaire en matière de services de garde.

Par ailleurs, l'approche intermédiaire et les valeurs véhiculées ont suscité l'intérêt d'acteurs nationaux clés au développement des communautés francophones et acadiennes. La Société Santé en français (SSF) et la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) mènent des initiatives en petite enfance et souhaitent faire partie de l'Alliance. Des discussions ont eu lieu au printemps 2019 entre le RDÉE Canada, la CNPF, l'ACUFC et ces deux autres organismes nationaux afin de discuter de leur éventuelle adhésion à l'Alliance.



## 6. Plans et projets financés

En plus du financement obtenu pour la réalisation d'un plan entrepreneurial en petite enfance à l'échelle de chaque province et territoire, du financement a été octroyé, comme nous l'avons mentionné, pour appuyer directement le développement et l'implantation de places en français en service de garde. C'est un fonds en démarrage et accompagnement qui, en deux temps, a permis de financer plus d'une vingtaine de projets de services de garde.

En somme, trois phases de financement ont été lancées dans le cadre de l'initiative débutée à l'automne 2018 par l'Alliance. Le Tableau 1 les résume.

### Tableau 1 - Petite enfance : financement

FONDS	PÉRIODE DU FINANCEMENT	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS
Plan de développement entrepreneurial	Lancée le 13 novembre 2018 et terminée le 31 décembre 2018.	12
Accompagnement et démarrage	Lancée le 13 novembre 2018 et terminée le 31 décembre 2018.	7
Accompagnement et démarrage	Lancée le 11 février 2019 et terminée le 31 mars 2019.	14
<b>Total :</b>		<b>33</b>

Le financement pour l'élaboration des plans provinciaux et territoriaux de développement entrepreneurial en petite enfance a été versé aux organismes membres du RDÉE Canada. En somme, ceux-ci ont été mandatés pour exercer, dans leur province et territoire, un leadership afin de faciliter la réalisation d'un plan de développement entrepreneurial en collaboration avec les organismes et établissements membres des deux autres partenaires nationaux. Certes, cette démarche à l'échelle de chaque province et territoire engageait d'autres partenaires du milieu.

Quant aux deux phases relatives au fonds d'accompagnement et démarrage, elles ont été lancées sous forme d'appels de proposition auprès des fournisseurs actuels et potentiels de services de garde. L'information a été communiquée par l'entremise des réseaux des partenaires nationaux de l'Alliance et sur le site Internet du RDÉE Canada. Les demandes de projets ont été évaluées selon des critères préétablis par les partenaires de l'Alliance. Vous pouvez consulter, aux [Annexes 1, 2 et 3](#), les critères d'évaluation ainsi que de l'information relative à chacun des projets financés par province et territoire.



## 7. État des lieux par province et territoire

Les fiches situationnelles retrouvées dans cet état des lieux ont été rédigées à partir du plan entrepreneurial élaboré pour chaque province et territoire. Vous retrouverez les détails des plans à l'annexe 4.

De plus, vous retrouvez, suivant chaque fiche, les résultats d'une analyse de données en petite enfance en milieu francophone minoritaire. Quelques précisions d'ordre méthodologique relatives à la cueillette et à l'analyse des résultats obtenus s'avèrent néanmoins nécessaires.

### Démarche méthodologique

Des données ont d'abord été obtenues de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques de l'Université de Moncton (ICRML) concernant le nombre d'enfants par province et territoire susceptibles d'avoir besoin d'un service de garde en français.

En ce qui concerne les données sur les capacités des services de garde (places actuelles, places utilisées et liste d'attente), les fournisseurs de services francophones en milieu minoritaire ont été invités à répondre à un questionnaire standardisé concernant leur capacité et les enjeux auxquels ils font face. Pour chaque province et territoire, une équipe distincte était responsable d'identifier les services de garde et de veiller à la passation du questionnaire standardisé.

Cette technique de récolte des données présente plusieurs limites. Le questionnaire était rempli sur une base volontaire. Certains fournisseurs identifiés ont décidé de ne pas partager leurs données. Le nombre d'enfants sur les listes d'attente et en service de garde change constamment. Il s'agit ainsi d'un portrait à un moment précis qui peut avoir évolué depuis la passation des questionnaires. De plus, les enfants francophones inscrits dans une garderie anglophone n'apparaissent pas dans ces chiffres. Certaines régions ne disposent pas de services de garde francophones, ce qui fait en sorte qu'il n'existe pas de liste d'attente pour des places en français. En raison de ces limites, il est probable que les besoins pour des places de garde soient sous-estimés dans le présent portrait.

### Constats

Les données permettent tout de même de brosser un portrait révélateur de la situation actuelle. La pertinence des données présentées n'est pas dans les chiffres pris individuellement, qui comme mentionné sont en constante évolution, mais bien dans les tendances qu'il est possible de distinguer à partir de ceux-ci. À l'échelle du pays, deux principales tendances ressortent, soit que le nombre de places existantes est insuffisant pour répondre aux besoins et qu'il existe d'importants défis en matière de recrutement et de rétention de ressources humaines qualifiées.



D'abord, dans l'ensemble des provinces et territoires, la demande pour des places en garderie en milieu francophone est plus élevée que l'offre<sup>31</sup>. Il est possible de parler d'une pénurie généralisée à l'échelle du pays des places en français dans les services de garde. Dans les cas du Manitoba, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nunavut, les besoins sont plus que deux fois supérieurs au nombre de places actuelles. Ces conclusions concordent avec celles de Mariève Forest et de Joyce Portilla<sup>32</sup> et les résultats de la consultation menée par le Commissariat aux langues officielles en 2016<sup>33</sup>.

Toutefois, l'ajout de nouvelles places ne suffirait pas à régler l'ensemble des problèmes d'accès. Dans plusieurs régions au pays, malgré l'existence de listes d'attente, le taux d'utilisation des places actuelles est bien au-dessous de 100 %. Selon les réponses obtenues dans les questionnaires, cela s'explique en grande partie par des difficultés d'accès à un personnel qualifié et des défis en matière de rétention. Encore une fois, ces constats concordent avec ceux de Mariève Forest et de Joyce Portilla. Même si des infrastructures existent, des places disponibles ne peuvent être remplies si des postes d'éducateurs restent vacants. Voir le nombre de places à [l'annexe 5](#).

## Fiches situationnelles

Vous retrouvez une fiche situationnelle par province/ territoire suivie, comme nous l'avons mentionné, par des résultats d'une analyse de données obtenues en petite enfance.

---

<sup>31</sup> Pour quantifier la demande, nous avons additionné le nombre de places utilisées et le nombre d'enfants sur une liste d'attente. Nous avons par la suite comparé ce chiffre à l'offre de places actuelles.

<sup>32</sup> Forest, M. et Portilla, J. (2012), *Op. cit.*

<sup>33</sup> Commissariat aux langues officielles (2016), *Op. cit.*

## 7.1 Terre-Neuve-et-Labrador

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Réseau de développement économique et d'employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador Réseau de développement économique et d'employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador		
<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>	
	<b>Ratios</b> 0 à 24 mois (1:3) 25 à 36 mois (1:5) 37 à 69 mois (1:8) 5 à 7 ans (1:12)	Learning from the start	
<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Offre de service</b>	<b>Nature et endroit du besoin</b>
	Une garderie à St. John's. Longue liste d'attente - frais élevés en garderie privée	Centres : 6 Places actuelles : 293* Places utilisées : 219 Liste d'attente : 40** Places visées : 75*** *255 ne sont pas certifiées	Locaux Exigences gouvernementales Ressources humaines qualifiées Salaires et avantages sociaux Rétention et manque de bénévoles (C.A.) Assimilation de la jeunesse francophone Isolement des communautés et des familles Conscience du rôle de passeur culturel Arrimage aux dernières technologies
	Rareté du personnel qualifié en petite enfance - difficulté de rétention de personnel Salaire des éducatrices peu élevé - absence d'avantages sociaux	**places certifiées ***places certifiées	
<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation du milieu interne</li> <li>• Formation annuelle</li> <li>• Formation en ligne pour la compréhension et l'application du cadre pédagogique</li> <li>• Cadre pédagogique en petite enfance en situation minoritaire</li> <li>• Accès à des suivis professionnels avec des intervenantes en petite enfance</li> <li>• Formation continue</li> <li>• Formation d'un groupe de bénévoles</li> <li>• Ajout de centres francophones</li> <li>• Accompagnement dès la période prénatale</li> <li>• Augmentation de services de la petite enfance au postsecondaire</li> </ul>		
<b>VISION 2023 :</b>	Sensibiliser d'avantage les comités de parents au modèle coopératif pour le développement de garderie dans les petites communautés francophones en dehors de la capitale. Vulgariser les ressources disponibles tant provinciales que fédérales auprès des comités de parents. Donner des formations en gouvernance pour les futurs administrateurs de garderies.		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	Création de trois garderies en dehors de St. John's durant la période 2019-2023. Offrir les formations nécessaires au personnel gestionnaire de garderies.		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT

<b>ORGANISME :</b>	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Appui aux parents - première garderie coopérative francophone	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	20 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontre avec le comité de la garderie et RDÉE TNL</li> <li>• Une visite des lieux</li> <li>• Un état de la situation</li> <li>• Un plan de travail</li> <li>• Un plan de démarrage</li> <li>• Élaboration d'un sondage</li> <li>• Révision de l'étude de faisabilité d'un projet à long terme pour prioriser le projet de garderie</li> <li>• Rencontre avec une firme d'architectes</li> <li>• Rencontre avec le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP)</li> <li>• Accord du CSFP et résolution pour adoption de la réalisation du projet à l'intérieur de l'école</li> <li>• Communication de l'information au gouvernement provincial</li> </ul> <p>Prochaine étape à réaliser pour le 31 mars en collaboration avec RDÉE TNL - demande de fonds provinciaux réservés pour démarrer le projet</p>		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	Le projet est en cours mais, selon la suggestion faite au CSFP sur la réalisation des espaces en petite enfance, nous pensons que le nombre sera en croissance dans l'école.	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	0
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de services de garde</li> <li>• Augmentation de places en service de garde</li> <li>• Enfants plus francisés</li> <li>• Création d'emplois</li> <li>• Développement économique</li> <li>• Rétention des familles dans la communauté</li> <li>• Parents plus investis</li> </ul>		

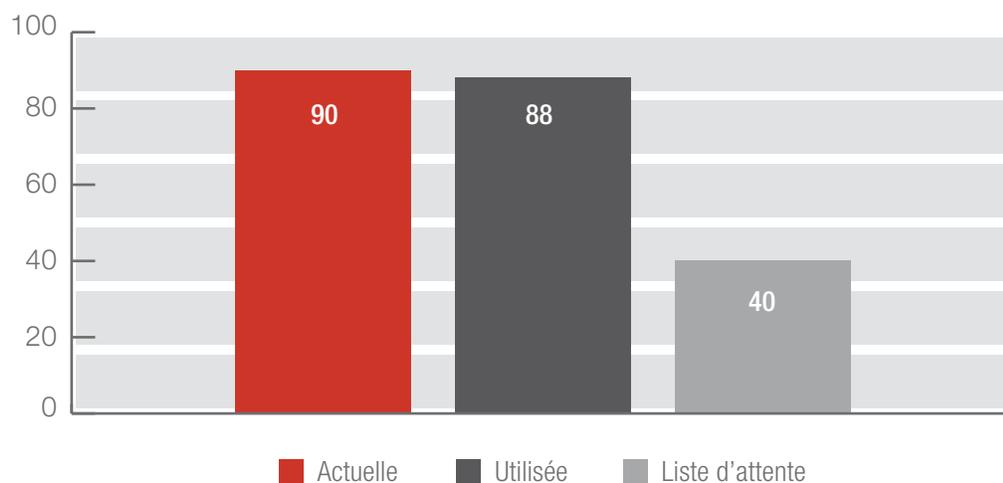


## Terre-Neuve-et-Labrador : données et analyse

Il n'a pas été possible de produire des portraits régionaux dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador. La Fédération des parents francophones de la province opère des services de garde dans les localités de Labrador City, HV Goose Bay et St. John's. Les données recueillies n'ont pas été ventilées par région, ce qui rend impossible la production de portraits régionaux. L'ensemble des données collectées ont été regroupées pour présenter un portrait provincial.

À l'échelle de la province, la demande est 42 % supérieure à l'offre. Cette pénurie de places en garderie est particulièrement visible dans la région de St. John's où le nombre d'enfants sur une liste d'attente est plus élevé que ceux qui ont une place. Pour répondre à la demande dans la capitale provinciale, il faudrait presque tripler le nombre de places disponibles. Le taux d'utilisation provinciale des places est de 98 % et dans certaines régions, les services de garde fonctionnent au-delà de leur capacité. Ces données illustrent un important manque de ressources à l'échelle de la province dans un contexte de croissance de 24,9 % du nombre de francophones habitant la province entre les recensements de 2006 et de 2016<sup>34</sup>.

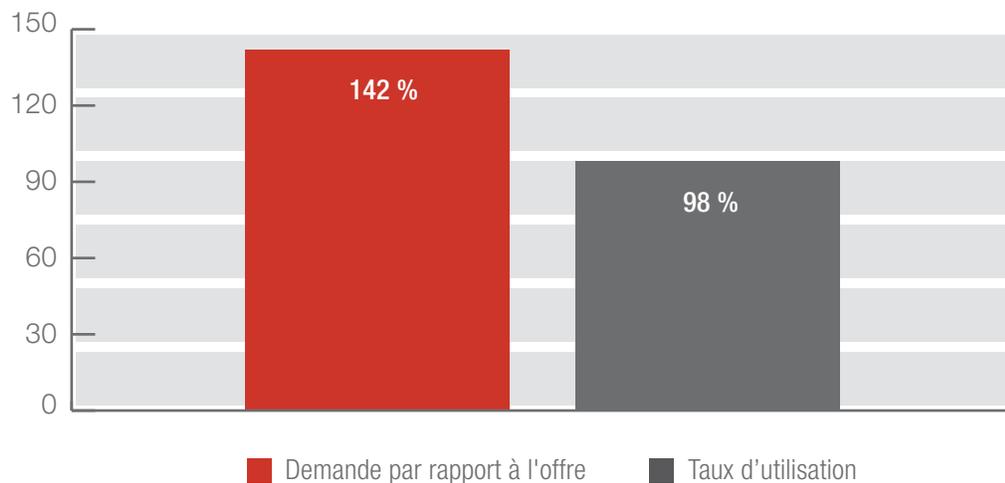
### Capacité des services de garde francophones – Terre-Neuve-et-Labrador



<sup>34</sup> Statistique Canada (2016), *Op. cit.*



***Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation –  
Terre-Neuve-et-Labrador***



## 7.2 Île-du-Prince-Édouard

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ)

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Association des centres de la petite enfance francophones de l'Île-du-Prince-Édouard Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Île-du-Prince-Édouard Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard Société Saint-Thomas d'Aquin
-----------------------------	---

<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>
	<b>Ratios</b> 0 à 2 ans (1:3) 2-3 ans (1:5) 3-5 ans (1:10) 5-6 ans (1:12)	Cadre pédagogique pour l'apprentissage des jeunes enfants : relations, environnements et expériences

<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	Enjeux	Offre de service	Nature et endroit du besoin
	Recrutement et rétention des éducateurs et éducatrices  Salaires très insatisfaisants et non valorisants  Francisation de nos enfants de 0 à 5 ans (préparation à l'école et épanouissement de la communauté.)	Centres : 6 Places actuelles : 267 Places utilisées : 156 Liste d'attente : 406 Places visées : 393	Locaux Ressources humaines qualifiées Francisation des centres Cadre pédagogique qui ne reconnaît pas la construction identitaire francophone Manque de visibilité et de promotion Arrimage aux dernières technologies Grille salariale trop basse

<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité de financement par l'ÎPÉ</li> <li>• Travail continu de l'ACPEFIPE</li> <li>• Recrutement à l'international</li> <li>• Développement d'un plan de francisation</li> <li>• Cadre pédagogique qui reconnaît la construction identitaire souhaitée</li> <li>• Recherche de financement</li> <li>• Site Web commun, un site Intranet</li> </ul>
---------------------	---

<b>VISION 2023 :</b>	Nos enfants sont compétents et font preuve d'assurance sur le plan de la langue française, l'identité culturelle et le sens d'appartenance contribuant à la pérennité de la communauté francophone acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard.
----------------------	--

<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La gouvernance en petite enfance par et pour les francophones</li> <li>• L'accès aux services</li> <li>• La qualité des services</li> </ul>
-------------------------	--

### FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE I

<b>ORGANISME :</b>	Association des centres de la petite enfance francophones de l'Î.-P.-É.
--------------------	---

<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Plan réseau service de garde à domicile	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	22 000 \$
-------------------------	---	------------------------------	-----------

<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'action 2019 - 2023 pour la petite enfance à l'Î.-P.-É.</li> <li>• Mise en œuvre du plan de transition</li> <li>• Transfert des permis de cinq des six CPE francophones</li> <li>• Démarches administratives du transfert des permis assurées</li> <li>• Élaboration de l'organigramme et conclusion d'une entente avec Services Finances ÎPÉ</li> <li>• Travailler avec la CSLF pour déterminer l'état des lieux</li> </ul>
---------------------------	---



<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	L'impact sera visible et mesurable grâce au progrès et à la réalisation du plan d'action 2019-2023, la sensibilisation communautaire aux ayants droit et la valorisation de la profession.	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	0
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter le nombre d'enfants dans les CPE francophones</li> <li>• Créer une relève d'éducateurs et d'éducatrices</li> <li>• Freiner l'assimilation et inclure la francisation dans le cadre pédagogique</li> <li>• Maintenir une haute qualité de services tout en rentabilisant l'ensemble des CPE</li> <li>• Il est primordial d'augmenter les effectifs dans les écoles et les CPE de langue française afin d'assurer la pérennité et l'épanouissement de la communauté Acadienne et francophone de l'île.</li> </ul>		
<b>FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)</b>			
<b>ORGANISME :</b>	Association des centres de la petite enfance francophones de l'Î. -P.-É.		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Développer un modèle intergénérationnel à l'intérieur de CPE	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	15 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

## Île-du-Prince-Édouard : données et analyse

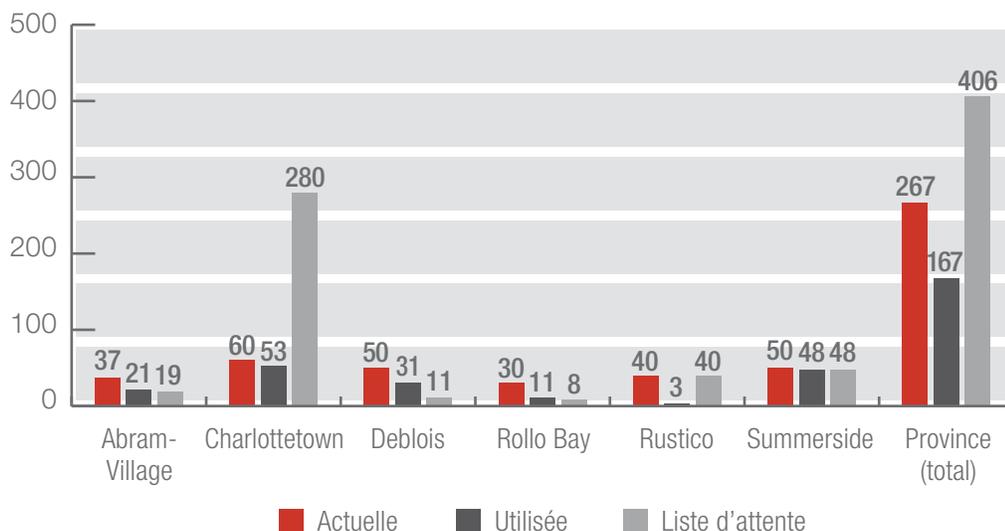
Le recrutement et la rétention de personnel francophone dans les services de garde sont une problématique majeure à l'Île-du-Prince-Édouard. Le taux d'utilisation à l'échelle provinciale est de 63 % malgré une forte demande, des listes d'attente dans toutes les régions et des places disponibles non utilisées. Un peu plus du tiers des places disponibles ne sont pas remplies. Dans un contexte de ressources humaines limitées, même si les infrastructures existent, il n'est pas possible d'occuper les centres à leur plein potentiel. Occuper l'ensemble de l'espace disponible permettrait de réduire les listes d'attente d'une centaine d'enfants à travers l'île.

Toutefois, même si l'ensemble des places actuelles étaient remplies, la demande est approximativement deux fois plus élevée que l'offre. Il existe une pénurie de places dans certaines localités de la province, mais la situation varie considérablement selon les régions. À Deblois et à Rollo Bay, si les centres avaient un nombre adéquat d'employés, les infrastructures actuelles permettraient de répondre aux besoins. À Rustico et à Abram-Village, la demande est légèrement plus élevée que l'offre, soit d'environ 8 %. Dans les deux plus grandes villes de la province, la situation est plus problématique. À Summerside, les besoins sont deux fois plus grands que la capacité actuelle du centre de la petite

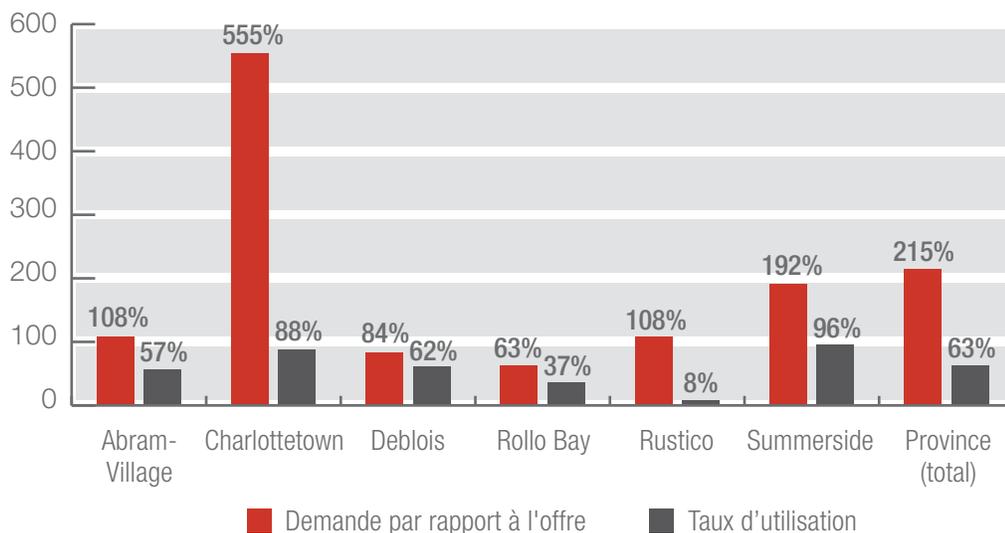


enfance. À Charlottetown, la demande est quatre fois et demie plus élevée que l'offre. Il s'agit de la plus grande disproportion identifiée dans la cueillette de données à l'échelle du Canada. Il y a 60 places disponibles actuellement dans la ville et une liste d'attente de 280 enfants. Ces données illustrent un besoin urgent d'agrandissement des infrastructures actuelles de la capitale provinciale.

### Capacité des services de garde francophones – Île-du-Prince-Édouard



### Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation – Île-du-Prince-Édouard



## 7.3 Nouvelle-Écosse

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse Centre provincial de ressources préscolaires Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse Conseil scolaire acadien provincial Université Sainte-Anne		
<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>		<b>Programme pédagogique :</b>
	<b>Ratios</b> Poupon : 0 à 17 mois (1:4) Bambin : 18 mois à 35 mois (1:6) Préscolaire : 36 mois à 5 ans (1:8)		
<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Offre de service</b>	<b>Nature et endroit du besoin</b>
	Ressources humaines : pénurie d'éducatrices, manque d'experts, reconnaissance de la profession.	Centres : 18 Places actuelles : 970 Places utilisées : 829 Liste d'attente : 890 Places visées : 1 300	Locaux Manque d'institutions en milieu familial Rentabilité Ressources humaines qualifiées / recrutement Reconnaissance de la profession Gouvernance Manque d'expertise en gestion Survie de la langue Arrimage aux dernières technologies
	Espaces et infrastructures : manque d'espace, rentabilité des centres, services de garde en milieu familial		
	Gouvernance/gestion : expertise en gestion financière, gestion entrepreneuriale, résolution de problèmes.		
<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser Patrimoine canadien à l'importance de financer la partie communautaire des écoles françaises lors de construction ou d'agrandissement</li> <li>• Mettre en place une campagne de promotion et de recrutement pour attirer des futures éducatrices qualifiées</li> <li>• Recruter des bénévoles</li> <li>• Consolider les centres</li> <li>• Obtenir du financement pour offrir de la formation en gouvernance</li> <li>• Créer un service centralisé de gestion des CPE</li> <li>• Recruter des éducatrices en devenir dans les régions qui éprouvent des besoins</li> <li>• Adopter une politique linguistique pour les centres francophones et acadiens</li> <li>• Sensibiliser les parents sur l'importance de parler français à la maison</li> <li>• Explorer l'implantation d'un service centralisé de gestion de ressources humaines et financières</li> </ul>		
<b>VISION 2023 :</b>	Le secteur de la petite enfance collabore avec des partenaires forts et engagés de la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse pour que chaque enfant, dès sa naissance, puisse atteindre son plein potentiel, et ce accompagné par des éducatrices professionnelles valorisées et reconnues pour l'excellence de leurs services.		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	Doter les régions acadiennes et francophones d'espaces et d'infrastructures en mesure de répondre aux besoins actuels et futurs en petite enfance; Mettre en place les mécanismes et outils nécessaires pour accroître les connaissances, le réseautage et les compétences des bénévoles et les membres du personnel des CPE en gouvernance et en gestion; Promouvoir les possibilités de carrière et de formation dans le secteur de la petite enfance par la reconnaissance de la profession.		



## Nouvelle-Écosse : données et analyse

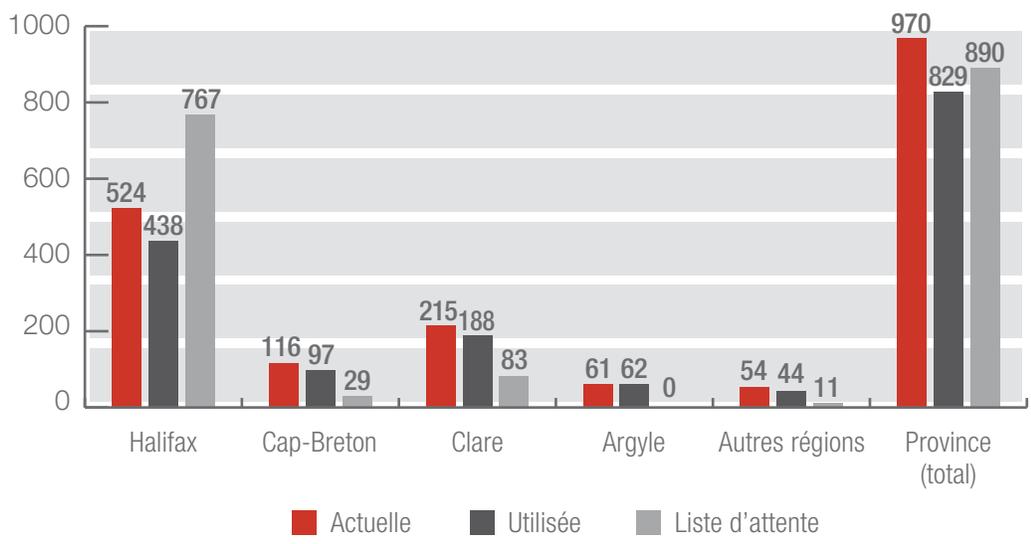
À l'échelle de la province, le taux d'utilisation des places en garderie francophone est de 85 %. Il n'y a que la région d'Argyle qui s'éloigne de la moyenne provinciale avec un taux d'utilisation de 102 %, soit au-delà des capacités actuelles. Dans l'ensemble des autres régions, même s'il y a des places non remplies, les services de garde ont des listes d'attente. Cela s'explique par une importante pénurie en ressources humaines francophones. À titre d'illustration, à Sydney au Cap-Breton, il y a 20 places utilisées et 8 enfants sur une liste d'attente malgré une capacité actuelle de 30 places. Les localités de Cookville et d'Arichat font face à une situation similaire. À Halifax, plus de 80 places n'étaient pas remplies au moment de la collecte des données malgré l'existence de longues listes d'attente dans les services de garde de cette ville. Remédier à cette pénurie en ressources humaines permettrait à environ une centaine d'enfants de plus d'avoir une place en milieu francophone.

Toutefois, même si l'ensemble des places utilisées étaient remplies, cela ne comblerait pas tous les besoins, car la demande est plus forte que l'offre dans l'ensemble des régions de la province. Cela reflète une pénurie de places en garderie, particulièrement dans la région d'Halifax où la demande est plus que deux fois supérieure à l'offre. Au moment de la collecte des données, pour 438 enfants qui avaient une place en garderie dans la région de la capitale provinciale, 767 étaient sur une liste d'attente. La demande est également particulièrement disproportionnée par rapport à l'offre dans les localités de Chéticamp, de Pointe-de-l'Église et de Meteghan.

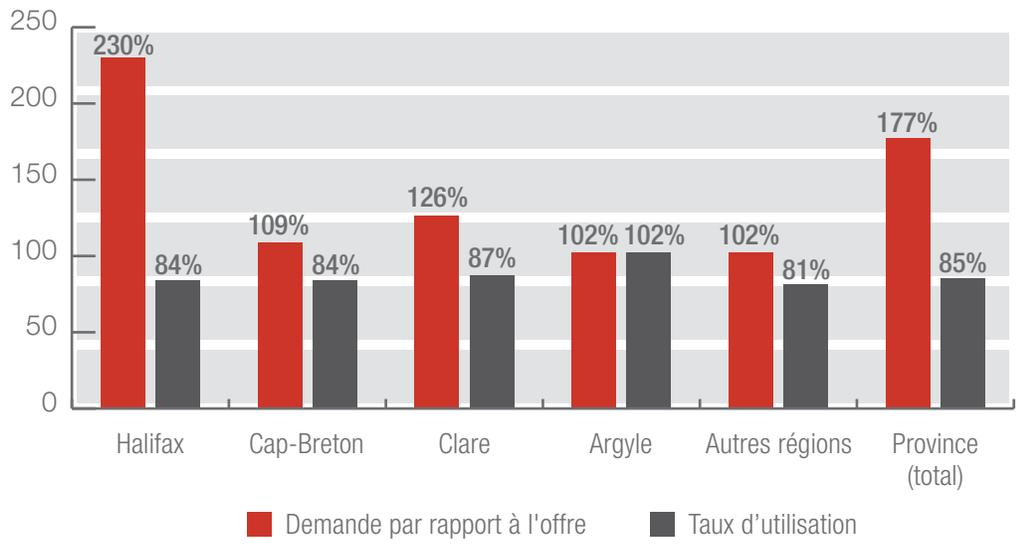
Il est à noter que les localités de Pomquet et de Greenwood ne disposent pas d'un service de garde francophone. Les besoins dans ces localités ne sont pas quantifiés dans le présent portrait en raison de l'inexistence de listes d'attente dans ces régions. De plus, le seul service de Wedgeport dispose de seulement 6 places.



### Capacité des services de garde francophones – Nouvelle-Écosse



### Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation – Nouvelle-Écosse



## 7.4 Nouveau-Brunswick

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Réseau de développement économique et d'employabilité du Nouveau-Brunswick

**ACTEURS PRINCIPAUX :**  
 Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick  
 Collège communautaire du Nouveau-Brunswick  
 Réseau de développement économique et d'employabilité du Nouveau-Brunswick

<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>
	<b>Ratios</b> Moins de 2 ans (1:3) 2-3 ans (1:5) 3-4 ans (1:7) 4-5 ans (1:10) 5-6 ans (1:12)	Le curriculum éducatif pour la petite enfance francophone du Nouveau-Brunswick

<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	Enjeux	Offre de service	Nature et endroit du besoin
	Préoccupations des parents : coût élevé des garderies, ainsi que l'accessibilité et la disponibilité. Préoccupations des opérateurs : viabilité de leur service.	Centres : 337 Places actuelles : 11 147 Places utilisées : 11 147 Liste d'attente : 0* Places visées : 11 927 *données non disponibles	Locaux Exigences gouvernementales Ressources humaines qualifiées Salaire et avantages sociaux Rétention et manque de bénévoles Assimilation des jeunes francophones Isolement des communautés et des familles Arrimage des dernières technologies

**STRATÉGIES :**

- Mettre à jour la liste d'installations du Ministère et la faire connaître
- Évaluer les besoins en ce qui concerne les places, explorer la possibilité d'occuper des locaux et de transporter des enfants
- Explorer la possibilité d'offrir des horaires flexibles
- Identifier les besoins en matière de dépistage et obtenir des ressources
- Sensibiliser la communauté, les décideurs politiques à la profession
- Bonifier les conditions de travail des éducatrices (salaire, reconnaissance de l'expérience, etc.)
- Développer un code d'éthique
- Créer une association francophone d'éducatrices en petite enfance
- Organiser des forums, un sommet provincial
- Identifier les besoins de formation et en offrir pour les propriétaires sur la cadre réglementaire (désignation, réglementation, etc.), en gouvernance, en gestion (financière, RH, etc.), en construction identitaire
- Promouvoir la diversité de modèles de gestion (OBNL, coop, privé, garderie en milieu de travail)
- Organiser des sorties éducatives pour développer le sentiment d'appartenance des enfants
- Mettre des outils traitant de la diversité culturelle à la disposition des éducatrices
- Identifier des stratégies de communication avec les partenaires
- Offrir une séance d'information et de formation pour les partenaires
- Déterminer la nature de la contribution du partenaire et faire connaître aux garderies le nom des partenaires désirant s'engager et comment
- Mettre sur pied une table de concertation provinciale des partenaires communautaires et institutionnels
- Identifier les besoins des parents et offrir l'accueil et l'accompagnement répondant à leurs besoins
- Démontrer aux parents l'importance de s'engager dans la garderie (CA, conseil consultatif, collecte de fonds, sorties, etc.)

**VISION 2023 :**  
 L'intérêt et les besoins de l'enfant sont au cœur de cette stratégie. L'objectif est d'augmenter l'accessibilité dans les garderies éducatives francophones au Nouveau-Brunswick. Cependant, l'accessibilité n'est pas uniquement une question de nombre de places pour les enfants. C'est également une question, entre autres, de coûts pour les parents et tuteurs, de proximité géographique, d'heures d'ouverture, d'activités en lien avec la construction identitaire et de services répondant aux besoins particuliers des enfants.

**OBJECTIFS 2023 :**

- Les enfants ont accès à des garderies francophones en nombre suffisant qui répondent à leurs besoins.
- Les enfants ont accès à des activités planifiées et spontanées en français au sein des garderies qui répondent à leurs besoins et contribuent à la construction identitaire.
- Les enfants ont accès à des services spécialisés au sein des garderies qui répondent à leurs besoins.
- Les éducatrices et éducateurs de garderie sont valorisés et considérés à leur juste valeur.
- Les garderies obtiennent l'appui nécessaire leur permettant d'assurer leur viabilité.
- Les parents et tuteurs obtiennent l'appui nécessaire répondant à leurs besoins, tout en favorisant leur engagement envers les garderies qui accueillent leurs enfants.
- Un plus grand nombre de partenaires communautaires et institutionnels s'engagent et contribuent au développement des garderies francophones dans la province.

**FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE I****ORGANISME :**

Le Phare familial Inc. - Centre de petite enfance

**PROJET FINANCÉ :**

Le Phare familial - Phase 2

**FINANCEMENT ACCORDÉ :**

28 750 \$

**ÉTAPES DU PROJET :**

Toutes les étapes identifiées dans la demande ont été réalisées : le projet comprenait la réalisation d'une étude de faisabilité et le développement d'un plan pour une campagne de financement. Il s'agissait de :

- 1 - déterminer le potentiel d'une campagne de financement de 1 000 000 \$ et d'une collecte de fonds de 850 000 \$ provenant du secteur privé pour la création d'un centre de petite enfance et de famille, FrancoPhare;
- 2 - obtenir et analyser les données appropriées dans le développement de la stratégie pour une campagne éventuelle.

**IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :**

Les objectifs du projet étaient de faire une étude de faisabilité et un plan pour une campagne de financement. Nos objectifs ont été atteints. L'étude indique à quel point il est indispensable de démontrer en quoi FrancoPhare est un modèle inclusif et communautaire. De plus, nous avons eu la confirmation et l'appui de la coordonnatrice du Centre de pédiatrie sociale sud-est, Dre Elaine DesChênes.

Nous devons maintenant entreprendre la prochaine étape, soit de retravailler notre document d'appui pour qu'il comprenne une évaluation des besoins et de l'impact économique et social, en plus de développer le « branding » de la campagne et les outils de sensibilisation et de communication. Avec le document d'appui bien étoffé, le Phare sera aussi en mesure de soumettre des demandes de financement auprès de différents bailleurs de fonds avec des documents bien soutenus par la recherche.

**NOMBRE DE PLACES VISÉES :**

0

**RETOMBÉES DU PROJET :**

Toutes les étapes identifiées dans la demande ont été réalisées : le projet comprenait la réalisation d'une étude de faisabilité et le développement d'un plan pour une campagne de financement. Il s'agissait de :

- 1 - déterminer le potentiel d'une campagne de financement de 1 000 000 \$ et d'une collecte de fonds de 850 000 \$ provenant du secteur privé pour la création d'un Centre de petite enfance et de famille, FrancoPhare;
- 2 - obtenir et analyser les données appropriées dans le développement de la stratégie pour une campagne éventuelle.



## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT – PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Le Phare Familial		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Développement d'outils pour la campagne de financement FrancoPhare	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	15 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT – PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Centre de jour l'Éveil		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Plan d'expansion : création de 60 places	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	18 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

### Nouveau-Brunswick : données et analyse

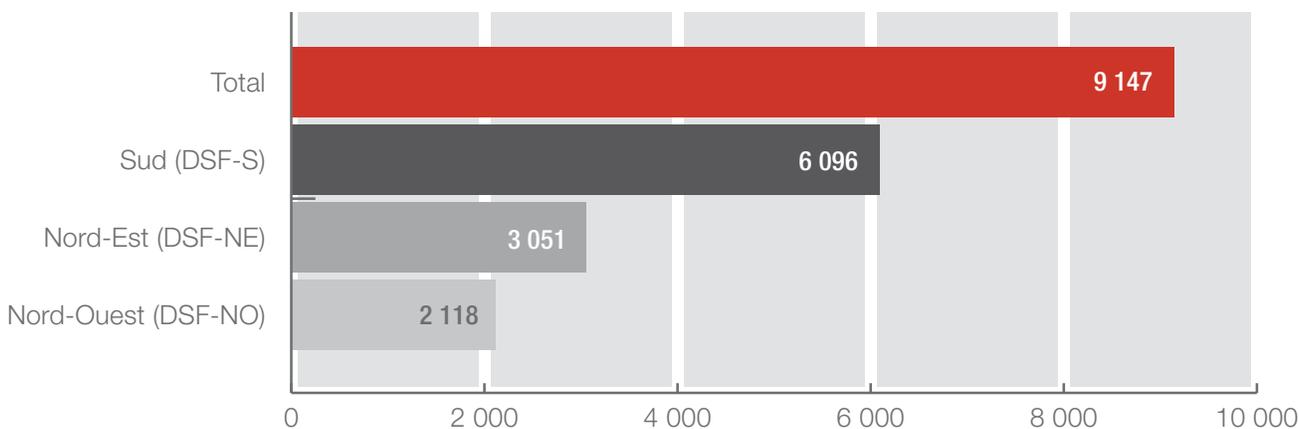
Au Nouveau-Brunswick, l'équipe responsable de la collecte des données n'a pas procédé de la même façon que dans les autres provinces et territoires. Il n'y a pas de données disponibles par service de garde. Il n'est donc pas possible d'évaluer les besoins de la même manière que pour les autres régions du pays. En revanche, le rapport annuel de la province sur les statistiques des services de garderie<sup>35</sup> permet de dresser un portrait de la situation actuelle.

À l'échelle de la province, il y a 852 établissements de garderie agréés (28 851 places), dont 340 dans le secteur francophone pour un total de 11 265 places. Des listes d'attente existent, en particulier en milieu urbain. Les places proposées semblent être très majoritairement utilisées. En 2018, le gouvernement provincial s'est d'ailleurs doté d'un plan d'action pour augmenter le nombre de places disponibles à l'échelle de la province.

<sup>35</sup> L'ensemble des données sur le Nouveau-Brunswick provienne du rapport suivant : Province du Nouveau-Brunswick, *Rapport annuel de statistique des Services de garderie éducatives 2017-2018*. En ligne : <https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/ed/pdf/ELCC/ECHDPE/RapportAnnuelDeStatistiquesDesServicesDeGarderieEducatives2017-2018.pdf>

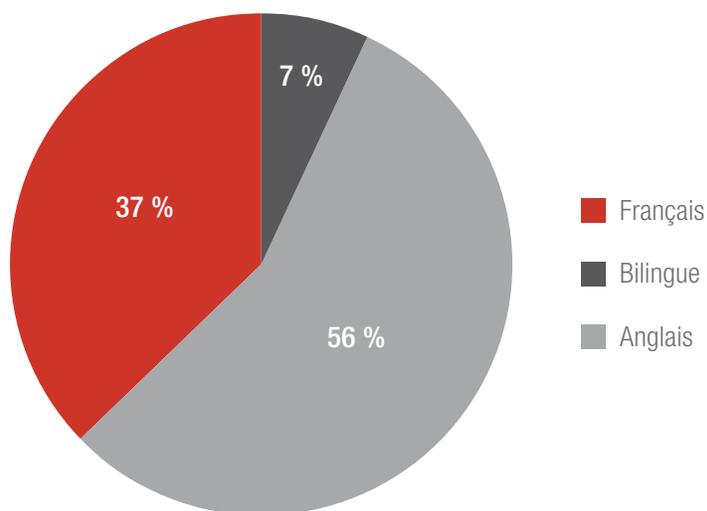


### Répartition des places en garderie selon les districts scolaires – Nouveau-Brunswick



Dans le secteur francophone, 91,76 % des établissements ont le français comme langue de service et 8,24 % sont bilingues, du moins se disent bilingues. Dans le secteur anglophone, 93,16 % ont l'anglais et 6,84 % sont bilingues. Environ un tiers de la population de la province a le français comme langue maternelle.

### Langue de service des services de garderie – Nouveau-Brunswick



## 7.5 Ontario

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Société économique de l'Ontario

**ACTEURS PRINCIPAUX :** Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario  
Société économique de l'Ontario

<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>
	<b>Ratios</b> Poupon : moins de 18 mois (3:10) Bambin : 18 mois à 30 mois (1:5) Préscolaire : 30 mois à moins de 6 ans (1:8)	Comment apprend-on?

<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	Enjeux	Offre de service	Nature et endroit du besoin
	<p>Pénurie d'éducateurs et d'éducatrices de la petite enfance qualifiés</p> <p>Besoins importants en formation, accompagnement, outils, ressources et informations en français, dont les outils électroniques/IT, pour bien desservir les enfants et les parents</p> <p>Besoins de soutien pour des tâches administratives afin que les gestionnaires aient plus de temps pour répondre aux besoins des enfants</p>	<p>Centres : 309*</p> <p>Places actuelles : 5 118*</p> <p>Places utilisées : 0*</p> <p>Liste d'attente : 6 182*</p> <p>Places visées : 6 718*</p> <p>*données incomplètes</p>	<p>Locaux</p> <p>Ressources humaines qualifiées</p> <p>Manque d'expertise en gestion : administrative, ressources humaines, information, du changement</p> <p>Survie de la langue</p> <p>Conscience du rôle de passeur culturel</p> <p>Arrimage aux dernières technologies</p> <p>Manque d'outils technologiques</p> <p>Manque de formation en technologie</p> <p>Aménagement extérieur</p> <p>Engagement des parents</p> <p>Aménagement linguistique des services à l'enfance</p>

<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les conseils de langue française s'assurent que la construction d'une nouvelle école inclut un espace pour les services de garde et pour le programme parascolaire.</li> <li>• Le ministère de l'Éducation ne prend pas en compte dans son ratio d'élèves : espace, des services de garde ou des centres « On y va » destinés aux familles.</li> <li>• Certains services de petite enfance travaillent présentement avec les collègues pour tenter d'offrir une scolarisation de qualité à distance.</li> <li>• Le Centre d'excellence francophone travaille présentement à mettre en place une structure permettant le perfectionnement professionnel par voie de mentorat ainsi que des formations et de l'accompagnement ponctuel de conseillers pédagogiques spécialisés en développement de l'enfant.</li> <li>• Ouvrir des centres de gestion centralisés, abordables et sur mesure, pour prendre en main les tâches de gestion (ex. inscriptions, aménagement linguistique) et d'administration (comptabilité, frais de garde, etc.)</li> <li>• Bâtir la capacité de l'AFÉSEO d'offrir une formation et un accompagnement sur la mise en application des fondements du « Comment apprend-on? » et de leurs mises en application</li> <li>• Bâtir la capacité du Centre d'excellence francophone de former des leaders naturels travaillant au sein de services de garde afin qu'ils puissent conscientiser leurs collègues à leur rôle de passeur culturel et de modèle francophone</li> <li>• Explorer les possibilités de financer le développement d'applications du type « Hi Mama »</li> <li>• Développer et piloter une formation ciblant le personnel en service de garde et les parents pour utiliser les outils numériques aux fins pédagogiques avec les jeunes enfants</li> <li>• Rallier la communauté autour de la petite enfance afin de maximiser les occasions d'apprentissage ludique à l'extérieur</li> <li>• Continuer à travailler avec les directions des conseils scolaires et des services de garde et les pourvoyeurs d'assurance afin de changer les attitudes face aux risques associés avec le jeu actif à l'extérieur</li> </ul>
---------------------	--



<b>VISION 2023 :</b>	La création de places francophones supplémentaires en service de garde d'enfants sous-entend que le réseau soit capable d'accueillir de nouvelles places. Plusieurs questions doivent être posées en lien avec la qualité des services qui seraient offerts dans l'éventualité d'ajout de places disponibles. Avoir un système provincial de cueillette de données francophones afin de créer des places qui répondent aux réels besoins des parents, qui est viable financièrement et dans lequel des éducatrices de la petite enfance francophones assurent le développement optimal des enfants.		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	<p>Pour arriver à créer des places supplémentaires en service de garde en français de qualité, les grands objectifs stratégiques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un système de cueillette de données provinciales permettant de bien terminer les réels besoins et d'appuyer les initiatives qui visent la création de telles places ainsi que la formation d'éducatrices en petite enfance;</li> <li>• Appuyer la formation de professionnelles en petite enfance pour enrayer la pénurie d'éducatrices et augmenter la compétence;</li> <li>• Au niveau provincial, coordonner des tables régionales de partenaires stratégiques en petite enfance pour appuyer la création de places en service de garde afin de répondre aux besoins exprimés par les données probantes.</li> </ul>		
<b>FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE I</b>			
<b>ORGANISME :</b>	AFÉSÉO		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Innover par la communauté	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	15 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	Nous avons tenu une rencontre avec un groupe de discussion formé de parents dans les deux régions visées par le projet, c'est-à-dire le nord de la province (Kapuskasing) et dans l'est de la province (Hawkesbury). Ces groupes de discussion nous ont fait comprendre ce que les parents recherchent, les raisons qui les poussent à inscrire leurs enfants et, également, leur perception quant au service offert. Des trouvailles ont été faites. Nous avons également tenu une rencontre des partenaires dans chacune des deux régions concernées afin de faire émerger de la part des partenaires les motivations qu'ils avaient à s'engager envers la petite enfance dans leur communauté.		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	Nous avons comblé 8 places dans l'est et 12 places dans le nord suite à ce projet.	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	20
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La rencontre des partenaires a fait réaliser à tous que chacun pouvait contribuer à sa façon pour appuyer les services à l'enfance, entre autres, par des ressources en nature.</li> <li>• Les partenaires ont réalisé qu'il y avait des sources de financement possibles à travers différents réseaux pour améliorer la qualité des services et les rendre plus attrayants pour les parents.</li> <li>• Les parents ont pu réseauter dans un contexte où ils pouvaient verbaliser leurs besoins; ces rencontres, encore à ce jour, se poursuivent et nous permettent de toujours mieux cibler le contenu de la publicité pour convaincre les parents d'inscrire leur enfant.</li> </ul>		
<b>FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE I</b>			
<b>ORGANISME :</b>	Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario (AFNOO)		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Création de garderies dans le nord-ouest de l'Ontario : impact économique, social et démographique	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	15 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	<p>Projet réalisé en deux étapes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Étape 1 - décembre 2018, réalisation du sondage pour identifier les besoins en matière de service à la petite enfance dans la région nord-ouest (CCO), coordination et mobilisation des acteurs (AFNOO et CCO), analyse des résultats des sondages et entrevues téléphoniques (CCO)</li> <li>• Étape 2 - janvier et février 2019, relecture et soutien (AFNOO), recherche de modèles à succès en Ontario et entrevues (CCO), recommandation de 2 modèles de plan d'affaires basé sur ces succès (CCO)</li> </ul>		



<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	Le projet est une première étape vers la création de services à la petite enfance dans le nord-ouest de l'Ontario. Mais les résultats des sondages prévoient un besoin de 46 places pour des poupons, 35 pour des bambins et 70 pour des enfants d'âge préscolaire. L'AFNOO prévoit pouvoir combler ces besoins avec le soutien de ses partenaires et groupes membres et l'appui du fond de démarrage et accompagnement.	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	0
---	--	----------------------------------	---

<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	<p>Le projet est une première étape vers la création de services à la petite enfance dans le nord-ouest de l'Ontario. Les retombées envisagées à moyen terme sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du nombre d'emplois locaux par la création d'emplois</li> <li>• Continuité de la scolarité en français</li> <li>• Augmentation du nombre d'inscriptions des enfants dans les écoles élémentaires de langue française</li> <li>• Augmentation de l'attrait, pour les nouvelles familles, envers les emplois ou l'investissement dans un commerce dans le nord-ouest</li> <li>• Augmentation du poids démographique des jeunes dans le nord-ouest (diminution du vieillissement de la population)</li> <li>• Augmentation du dynamisme économique de la ville</li> <li>• Augmentation de la participation des activités organisées par la communauté francophone avec les nouveaux parents</li> </ul>
------------------------------	---

### FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	London French Day Care Centre		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Étude de faisabilité et de planification de la mise en œuvre d'une agence francophone en milieu familial	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	20 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

### FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO)		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Accompagnement en gestion organisationnelle : secteur petite enfance	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	10 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		



## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Agence francophone de garde d'enfants en milieu familial		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Étude de faisabilité à trois volets	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	13 200 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Association des francophones de York		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Fonds de démarrage	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	35 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario (AFNOO)		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Création de garderies dans le nord-ouest de l'Ontario : impact économique, social et démographique, Phase II	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	10 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	La Clé d'la Baie en Huronie		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Fonds de démarrage	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	35 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		



## Ontario : données et analyse

Après le Québec, c'est en Ontario où les francophones sont les plus nombreux en chiffres absolus au Canada. Entre les recensements de 2006 et 2016, le nombre de francophones de langue maternelle a connu une légère croissance de 0,4 %<sup>36</sup>. En ce qui concerne les enfants âgés de 0 à 4 ans parlant le français à la maison, ils sont au nombre de 32 520, soit 4,7 % de la population de cette tranche d'âge à l'échelle de la province<sup>37</sup>. De plus, près de 70 % des immigrants francophones au pays s'établissent en Ontario, et plus particulièrement dans les villes de Toronto et d'Ottawa<sup>38</sup>. Le rôle des garderies dans l'intégration des familles immigrantes tel que décrit par Aurélie Lacassagne<sup>39</sup> est d'autant plus important dans cette province.

L'Ontario compte plus de 300 services de garde francophones. Le taux de réponse au sondage standardisé n'a été que de 46 %. De plus, plusieurs des questionnaires remplis étaient incomplets. Cela s'explique par le fait qu'un plus grand nombre d'acteurs sont impliqués dans le processus de l'assignation des places de garde en Ontario comparativement à d'autres provinces. Dans plusieurs cas, ce sont les municipalités qui sont responsables de gérer les listes d'attente sur leur territoire. Nous n'avons pas reçu de données de l'ensemble des municipalités et, dans certains cas, les données reçues constituaient des doublons avec les informations fournies par les services de garde. En raison de ces difficultés dans la collecte des données, il n'est pas possible de présenter un portrait similaire à celui des autres provinces et territoires par rapport à la demande de places en garderie. L'un des défis dont nous ont fait part les intervenants en Ontario est la nécessité de mettre en place un système de cueillette de données provinciales permettant de bien identifier les besoins réels.

D'après les réponses aux questionnaires, le principal défi en Ontario est au niveau des ressources humaines. Il y a une pénurie importante d'éducateurs qualifiés de langue française. L'augmentation rapide du nombre d'écoles francophones et d'immersion française dans la province entraîne une demande accrue pour des services à l'enfance et exacerbe la pénurie de professionnels en petite enfance. Ce manque de personnel fait en sorte que plusieurs places demeurent vacantes, même si les infrastructures nécessaires sont en place pour accueillir plus d'enfants. À titre d'exemple, plus de 1 500 enfants sont sur une liste d'attente dans la région d'Ottawa. Même si de nouvelles places étaient créées, il n'est pas certain qu'elles pourraient être comblées avant que la pénurie de personnel soit atténuée.

<sup>36</sup> Statistique Canada (2016), *Op. cit.*

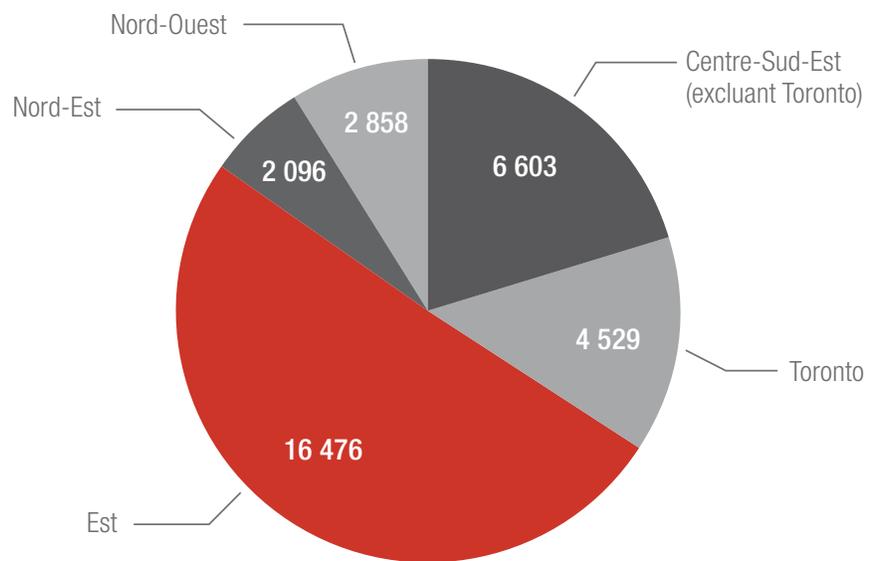
<sup>37</sup> Statistique Canada (2016), commande spéciale, *Op. cit.*

<sup>38</sup> Commissariat aux services en français de l'Ontario (2018). *Se projet, se préparer. Rapport annuel 2017-2018*. Toronto : CSFO.

<sup>39</sup> Lacassagne, A. (2010). Le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) : francophones avant tout! Exemple d'un interculturelisme réussi. *Reflets*, 16, (2), 202-213. <https://doi.org/10.7202/1000319ar>



### Répartition des places en garderie francophone – Ontario



## 7.6 Manitoba

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba

#### ACTEURS PRINCIPAUX :

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba  
Fédération des parents du Manitoba  
Université de Saint-Boniface

#### PETITE ENFANCE :

##### Définition :

##### Ratios

Child care centre  
12 semaines à 1 an (1:3)  
1-2 ans (1:4)  
2-3 ans (1:6)  
3-4 ans (1:8)  
4-5 ans (1:9)  
5-6 ans (1:10)  
Centre based  
12 semaines à 2 ans  
2-6 ans  
Nursery  
12 semaines à 2 ans  
2-6 ans

##### Programme pédagogique :

Des résultats précoces : Cadre d'élaboration d'un curriculum des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants du Manitoba pour les services de garde préscolaire et de la prématernelle.

#### SITUATION ACTUELLE :

Enjeux	Offre de service	Nature et endroit du besoin
Manque d'espaces	Centres : 20 Places actuelles : 1 439 Places utilisées : 1 434 Liste d'attente : 1 610 Places visées : 1 575	Locaux Ressources humaines qualifiées Formation pour la direction Formation en ressources humaines Francisation Arrimage aux dernières technologies
Financement inadéquat et long processus pour accéder à des nouveaux octrois de la province		
Recrutement de professionnels francophones / valorisation de la profession		

#### STRATÉGIES :

- Inciter les employeurs francophones/francophiles à investir dans des espaces pour offrir un service de garde pour leurs employés
- Inciter des employeurs (publics ou privés) à envisager de transformer leurs locaux non utilisés en garderie
- Inciter les développeurs à penser leurs projets de construction en considérant la création de garderies à bas coûts
- Recruter au niveau national et/ou international (équivalence des diplômes)
- Offrir une formation EJE III au Manitoba (en français) ou développer une formation à travers le Canada, soit à distance ou autres
- Offrir plus de formations sur la gestion
- Centraliser plusieurs de ces services pour économiser des fonds et/ou gagner du temps
- Investir dans un programme informatique, particulièrement lorsqu'il s'agit de la gestion des paiements des parents et les inscriptions
- Avoir un poste d'agent en francisation pour accompagner les éducateurs et les parents
- Centraliser et informatiser certains services
- Explorer les modèles existants pour adopter celui qui conviendra le mieux

#### VISION 2023 :

Par l'entremise de partenariats, de stratégies entrepreneuriales et communautaires ainsi que du soutien des différents niveaux de gouvernement et des collectivités, le comité régional atteint son but ultime : les francophones du Manitoba ont accès, en temps opportun, à des services de garde de qualité en petite enfance; services qui sont viables et durables du point de vue économique et social.



## OBJECTIFS 2023 :

- Créer un environnement favorable au développement de structures de garde d'enfants par l'entremise d'alliances et de partenariats
- Accompagner les initiatives entrepreneuriales et les projets d'expansion. Développement stratégique d'un réseau pour la création de nouveaux espaces et développement d'outils pour les garderies francophones en milieu familial.
- Établir une structure collaborative à participation volontaire afin de renforcer le secteur de la jeune enfance francophone et d'augmenter le nombre de places de qualité.
- Valoriser le secteur de la petite enfance et bâtir des environnements de travail sains, un réseau de personnel qualifié et un accès abordable pour tous les parents.

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT – PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Fédération des parents du Manitoba		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Étude de relocalisation et d'agrandissement de Saint-Boniface Garderie de Bambins Inc.	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	15 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

### Manitoba : données et analyse

Le Manitoba<sup>40</sup> est l'une des provinces où la disparité entre la demande et l'offre de places en garderie francophone est la plus grande. À l'échelle de la province, le taux d'utilisation des places actuelles est de 97 % et la demande est deux fois et demie supérieure à l'offre. La pénurie est telle qu'à l'échelle de la province, il y a plus d'enfants sur une liste d'attente qu'il y en a qui ont une place dans un service de garde francophone. Dans la région de Winnipeg, le ratio d'enfants sur une liste d'attente par rapport à ceux qui ont une place est d'approximativement 3 pour 1.

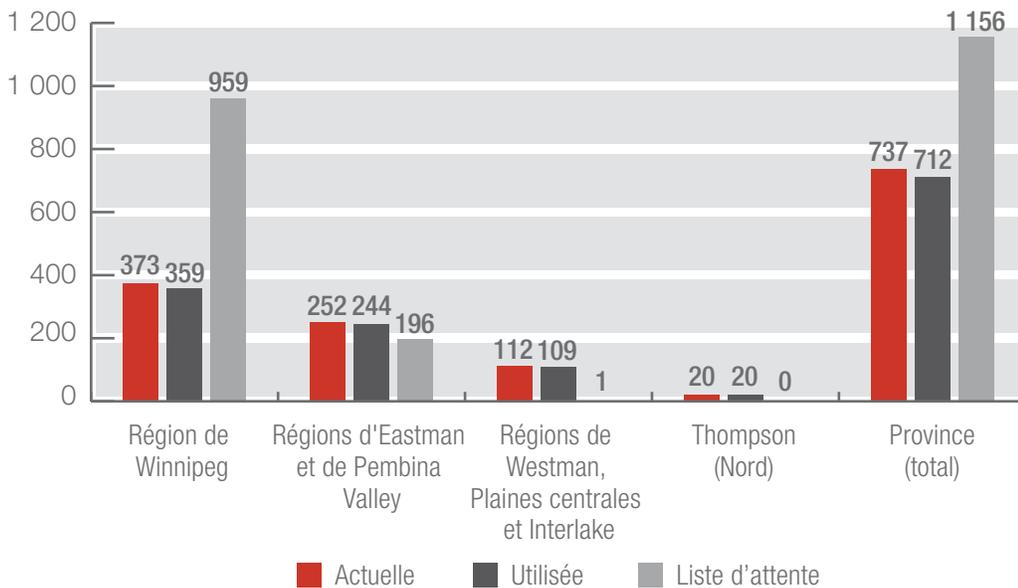
En régions rurales, les besoins sont aussi très importants. Dans la région d'Eastman, qui regroupe plusieurs petites localités avec une population francophone importante, le nombre de places en garderie devrait presque doubler pour répondre à la demande. Les services de garde francophones des localités de Sainte-Agathe, de Lorette, de Sainte-Anne et de La Broquerie affichent des taux d'utilisation de 100 % et ont d'importantes listes d'attente par rapport à leur capacité. À titre illustratif, dans le cas de Sainte-Anne, au moment de la passation du questionnaire, il y avait 28 places utilisées et une liste d'attente de 42 enfants.

<sup>40</sup> Pour les graphiques, les régions du Manitoba ont été utilisées pour regrouper les localités. Dans certains cas, une seule localité est située dans une région donnée (exemple : Saint-Jean-Baptiste dans la région de Pembina Valley). Nous les avons donc recoupées avec d'autres localités de régions à proximité.

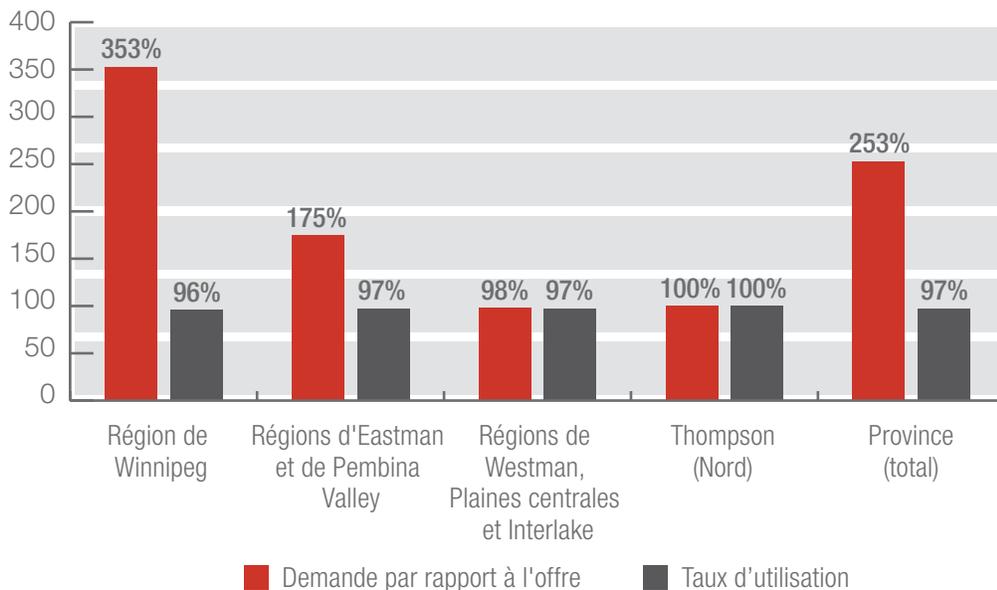


En plus d'une pénurie marquée, les données récoltées illustrent également un problème de recrutement de professionnels francophones dans certaines localités. À titre d'exemple, à Île-des-Chênes (en périphérie de Winnipeg), seulement 8 des 16 places disponibles sont occupées, mais la liste d'attente est de 30 enfants.

### Capacité des services de garde francophones – Manitoba



### Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation – Manitoba



## 7.7 Saskatchewan

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Association des parents francophones Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan		
<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>	
	<b>Ratios</b> Poupon : 6 semaines à 17 mois (1:3) Bambin : 18 mois à 29 mois (1:5) Préscolaire : 30 mois à 6 ans (1:10)	Jouer et explorer : Nourrissons et tout petits. Guide du programme d'apprentissage pour la petite enfance	
<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Offre de service</b>	<b>Nature et endroit du besoin</b>
	Pénurie accrue du nombre de places en français disponibles	Centres : 6 Places actuelles : 347 Places utilisées : 297 Liste d'attente : 115 Places visées : 500	Locaux Ressources humaines qualifiées Formation continue Manque de formation en gestion Manque d'expertise en gestion administrative et financière Communauté Assimilation de la jeunesse francophone
	Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée et des formations de mise à niveau pertinentes		
	Infrastructures vieillissantes, insuffisantes ou non existantes		
<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer, avec le financement du gouvernement fédéral, le développement de nouvelles places dans les garderies des communautés francophones de la Saskatchewan</li> <li>Appuyer les initiatives en infrastructure pour favoriser un développement et permettre aux francophones d'atteindre ainsi un ratio de 29,2 % sur le plan des services de garde et se rapprocher davantage de la moyenne canadienne</li> <li>Appuyer les initiatives des services de garde francophones de la Saskatchewan dans la mise en œuvre d'une vaste campagne de recrutement de ressources humaines formées et qualifiées pour offrir des services de garde en situation minoritaire</li> <li>Développer des outils et des trousseaux de formation adaptés à l'environnement et facilement livrables</li> <li>Mettre en place un service de gestion administrative</li> <li>Établir une consultation par sondage</li> <li>Mettre en place un programme de consultation annuelle auprès de l'ensemble des parents francophones et des ayants droit afin d'évaluer leurs besoins en matière de garderie</li> <li>Développer l'expertise technique locale et engager tous les partenaires à saisir le virage technologique</li> </ul>		
<b>VISION 2023 :</b>	Accompagner et outiller les intervenants du secteur de la petite enfance de la Saskatchewan afin qu'ils saisissent les opportunités entrepreneuriales pour améliorer les services et augmenter le nombre de places en français disponibles dans la province.		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	Un plan d'affaires bien structuré financé par la CNPF et l'APF existe à cet effet et les objectifs stratégiques sont bien identifiés et chiffrés.		
<b>FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)</b>			
<b>ORGANISME :</b>	Association des parents de l'École canadienne-française de Saskatoon Inc.		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Évaluation et optimisation de la structure légale du Centre Éducatif Félix le Chat en considération d'une expansion future	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	15 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		



## Saskatchewan : données et analyse

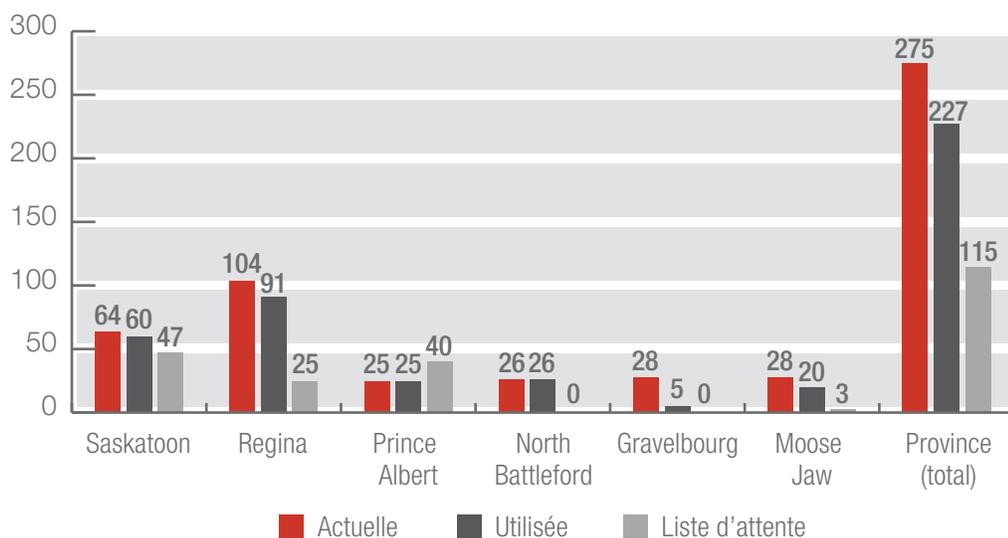
À l'échelle de la province, la demande pour des places en garderie francophone dépasse l'offre. Approximativement le tiers des enfants qui présentent un besoin pour une place en garderie sont sur une liste d'attente. Les données récoltées illustrent ainsi une pénurie importante du nombre de places en français disponibles en Saskatchewan.

C'est dans les villes de Saskatoon, Regina et Prince Albert où les listes d'attente sont les plus longues. À titre illustratif, à Prince Albert, la demande est deux fois et demie plus élevée que l'offre. De plus, à North Battle, même s'il n'y avait pas d'enfants sur une liste d'attente au moment de la récolte des données, le taux d'utilisation des places existantes est de 100 %.

L'ajout de nouvelles places ne suffirait toutefois pas à régler l'ensemble des problèmes d'accès. Dans les deux plus grandes villes de la province, Saskatoon et Regina, malgré la présence de listes d'attente, le taux d'utilisation des places existantes n'est pas de 100 % (respectivement de 94 % et 88 %). Selon les réponses aux questionnaires, cela s'explique en partie par un manque de disponibilité d'une main-d'œuvre francophone qualifiée.

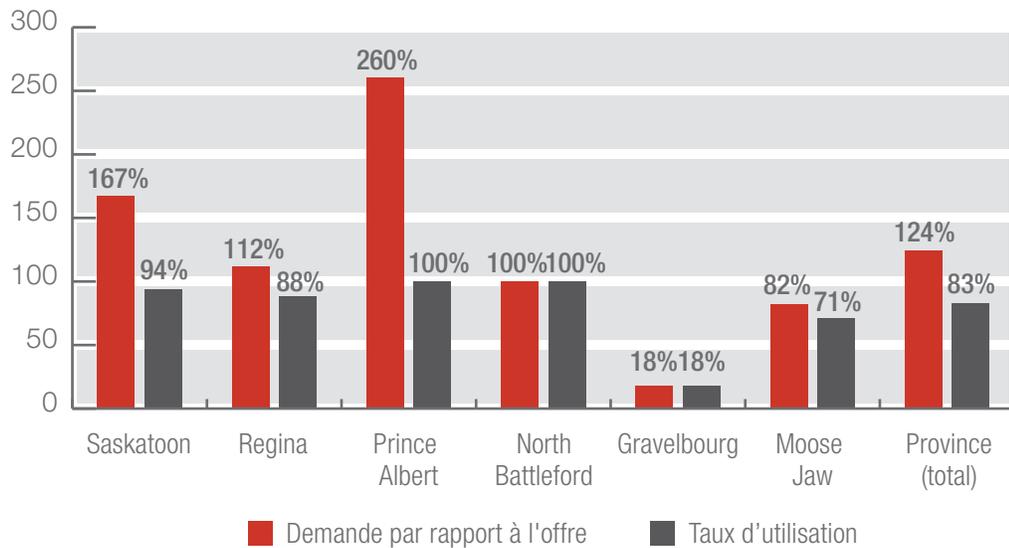
Dans le cas de Gravelbourg, les données semblent illustrer une sous-utilisation des places actuelles. Toutefois, cela s'explique par le fait que le service de garde francophone de la ville accueille un bon nombre d'enfants à temps partiel et occasionnel.

### Capacité des services de garde francophones – Saskatchewan





### *Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation – Saskatchewan*



## FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Conseil de développement économique de l'Alberta

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Fédération des parents francophones de l'Alberta Centre Collégial de l'Alberta Conseil de développement économique de l'Alberta		
<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>		<b>Programme pédagogique :</b>
	<u><b>Ratios</b></u> Moins de 12 mois (1:3) 12 mois à 19 mois (1:4) 20 mois à 3 ans (1:6) 3 ans à 4 ½ ans (1:8) 4 ½ ans à moins de 6 ans (1:10)		Play, participation and possibilities: an early learning and child care curriculum framework for Alberta
<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Offre de service</b>	<b>Nature et endroit du besoin</b>
	Recrutement de personnel qualifié	Centres : 19 Places actuelles : 637 Places utilisées : 343* Liste d'attente : 178* Places visées 2023 : 900 *non disponible pour certains centres	Locaux Ressources humaines qualifiées Engagement Service de qualité égale aux centres francophones Nombre de garderies en milieu familial inconnu
	Nombre de garderies francophones limités		
Découverte de nouvelles pratiques			
<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établissement de baux à long terme avec les conseils scolaires</li> <li>• Partenariat dans la recherche de fonds pour la création d'espaces scolaires</li> <li>• Développement de stratégies de rétention auprès du personnel</li> <li>• Spécialisation des tâches administratives auprès de personnel qualifié</li> <li>• Développement d'un argumentaire présentant les avantages des garderies francophones</li> <li>• Création d'événements rassembleurs pour les parents utilisateurs de services de garde francophones</li> <li>• Spécialisation dans la connaissance des règles de licence et d'accréditation des services de garde</li> <li>• Tenue d'une campagne pour recenser le nombre de garderies francophones en milieu familial en Alberta</li> </ul>		
<b>VISION 2023 :</b>	Répondre au manque d'accessibilité à une garderie francophone par un nombre croissant de parents en : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyant les entrepreneurs dans les différentes étapes du processus d'ouverture de nouvelles garderies (CDÉA)</li> <li>• Favorisant l'ouverture de sites accrédités et en assurant la gestion efficace de ces sites (FPFA)</li> <li>• Augmentant le nombre d'éducateurs et d'éducatrices formés en province (CCA)</li> </ul>		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	<u>REPRÉSENTATION</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Explorer la possibilité de mettre en place une table des présidences provinciales des comités de parents de services de garde.</li> <li>• Entamer une réflexion sur le concept de « centres d'apprentissage » à la petite enfance inspirée du développement actuel de services combinés « garderies-prématernelles ».</li> <li>• Continuer à sensibiliser le gouvernement provincial concernant l'importance d'avoir plus de services en français de la part du ministère Children's Services en appui aux garderies dans le cadre de la Politique en matière de francophonie.</li> <li>• Faire reconnaître la FPFA comme agence pour les garderies en français en milieu familial.</li> <li>• Explorer des pistes de solution pour répondre aux besoins des espaces de projets de garderies en lien avec les infrastructures scolaires qui font l'objet de discussions entre la FPFA et les conseils scolaires francophones.</li> <li>• Poursuivre le démarchage auprès du gouvernement provincial afin que plus de garderies francophones aient accès aux fonds à 25 \$/jour</li> <li>• Explorer de nouvelles sources de financement pour assurer le développement professionnel des intervenants à la petite enfance francophone.</li> </ul>		



<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	<b>SERVICES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Explorer de nouveaux partenariats pour générer la création de nouvelles places en garderies francophones.</li> <li>• Développer un plan de démarrage, de croissance et d'accessibilité (abordabilité et proximité géographique) des garderies institutionnelles et familiales.</li> <li>• Mettre sur pied des garderies institutionnelles et familiales sont ouvertes aux endroits qui rassemblent les conditions essentielles à la viabilité et assurer la stabilité financière à long terme du service.</li> <li>• Créer un répertoire exhaustif permettant de faire la promotion de tous les services de garde en français en Alberta.</li> <li>• Assurer une présence régionale pour maximiser le plein rayonnement des services de garde en français en Alberta.</li> <li>• Poursuivre le travail visant à développer une politique d'admissibilité en garderie francophone.</li> <li>• Procéder à l'évaluation des services administratifs pour s'assurer de répondre efficacement aux besoins et à la satisfaction des parents en regard des services évalués.</li> <li>• Développer un plan de formation pour les éducatrices et pour les directions (leadership pédagogique et culturel) pour assurer la compréhension et l'intégration pratique du cadre pédagogique des prématernelles tout en abordant la notion d'identité francophone.</li> <li>• Assurer une formation annuelle du personnel des garderies à l'occasion du Colloque annuel de la FPFA.</li> <li>• Intégrer aux ententes des membres du réseau des garderies un volet d'ateliers de conversation avec les parents.</li> <li>• Accroître la valorisation des parents bénévoles et des intervenants de la petite enfance francophone par la promotion des prix d'excellence annuels.</li> <li>• Renouveler le financement du réseau CAP (Centre d'appui parental), bonifier le réseau par l'ajout de nouveaux membres et s'assurer que les associations membres de la FPFA soient accompagnées au niveau du volet parental par le biais d'une collaboration avec les membres du réseau CAP.</li> <li>• Bonifier les trousseaux de la FPFA et créer des outils novateurs pour accompagner les nouveaux parents par l'entremise du projet RONPE.</li> <li>• Augmenter le nombre de personnes formées en éducation à la petite enfance.</li> <li>• Valoriser la profession d'éducateur en petite enfance.</li> </ul>

### FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE I

<b>ORGANISME :</b>	Fédérations des parents francophones de l'Alberta		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Ouverture de services de garde – Edmonton	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	70 000 \$

<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	Région nord-ouest (St. Albert)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous avons recherché et retenu les services d'un agent d'immeuble spécialisé en espaces commerciaux (Cushman &amp; Wakefield).</li> <li>• Nous avons négocié à la hausse le nombre de places subventionnées ainsi qu'une somme pour la création d'espaces de l'octroi CAGJE avec le ministère Children's Services. Cette somme s'ajoute aux trois subventions de 50 000 \$ chacune promises par le ministère pour l'ouverture de services de garde à Edmonton.</li> <li>• Nous avons tenu trois rencontres avec les parents de la société CEPP.</li> <li>• Une invitation à participer à une des rencontres a été lancée aux parents de la liste d'attente à St. Albert.</li> <li>• Nous avons préparé et présenté aux parents une ébauche de mandat d'un sous-comité exploratoire qui épaulera la FPFA dans les démarches d'ouverture de ce site. Les parents ont validé le mandat du comité exploratoire d'une nouvelle garderie à St. Albert.</li> <li>• Le mandat a été adopté par le conseil d'administration du CEPP. La première rencontre de ce comité aura lieu le mardi 12 mars.</li> <li>• Un local adéquat a été identifié et nous avons effectué deux visites de site.</li> <li>• Nous avons fait visiter les locaux à deux contacteurs potentiels pour obtenir un devis à l'aménagement des locaux.</li> <li>• Une ébauche d'offre de location a été élaborée et été entérinée par le conseil d'administration du CEPP (le 5 mars).</li> </ul>
	Région sud-ouest (Edmonton)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'agent d'immeuble a fait des recherches d'emplacements, mais nous n'avons pas réussi à trouver un local. Les recherches continuent.</li> <li>• Une rencontre avec le Ministère aura lieu le 6 mars. Nous cherchons à sécuriser les octrois promis en 2018-2019 pour l'année 2019-2020 (trois octrois de 50 000 \$ pour l'opération de services de garde à Edmonton).</li> </ul>



<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	Nouvelles places créées	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	48
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La ville de St. Albert aura dorénavant accès à deux garderies francophones et 64 places, ce qui représente une augmentation de 300 %.</li> <li>• Les 48 places représentent presque 5 % de l'objectif de création de 1 000 places du plan de développement en petite enfance de l'Alberta.</li> <li>• La contribution du Ministère passe de 188 000 \$ à 458 000 \$, ce qui représente une augmentation de 270 000 \$ en nouveaux revenus pour la société CEPP.</li> <li>• En plus, le Ministère s'est engagé à accorder une contribution de 16 000 \$ pour la création de nouveaux espaces.</li> </ul>		
<b>FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)</b>			
<b>ORGANISME :</b>	Fédération des parents francophones de l'Alberta		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Expansion Lloydminster, Red Deer et création Wainwright	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	35 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)</b>			
<b>ORGANISME :</b>	Conseil de développement économique de l'Alberta		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Concierter ou outiller le secteur de la petite enfance albertaine	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	12 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		

### Alberta : données et analyse

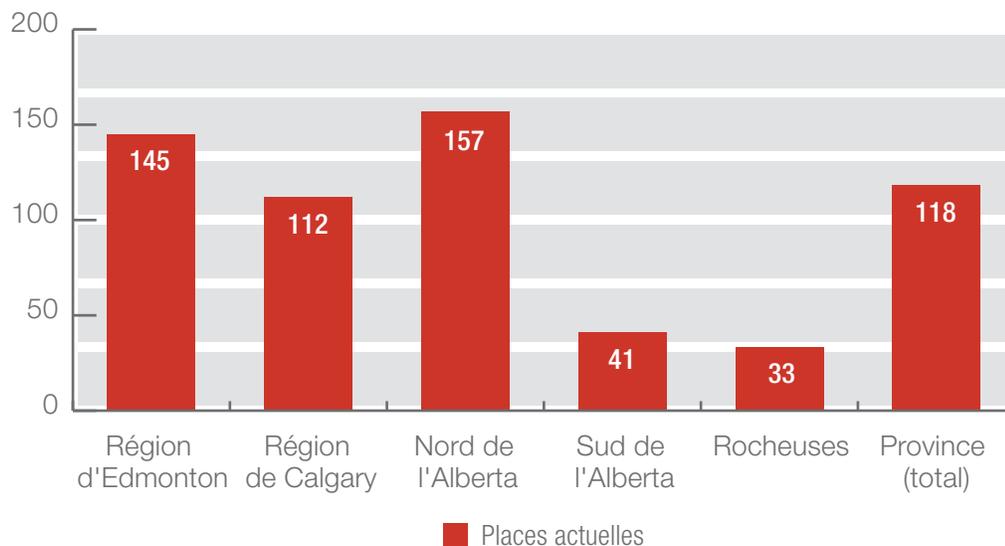
Dans le cas de l'Alberta, la moitié des centres (8 sur 16) ayant répondu au questionnaire n'ont pas offert de réponses complètes en ce qui concerne les places utilisées et les listes d'attente. Dans ce contexte, il n'est pas possible d'estimer correctement la demande de manière quantitative comme dans les autres provinces. En revanche, les répondants aux questionnaires ont identifié deux défis qui sont présents dans la majorité des provinces, soit des difficultés en matière de recrutement de ressources humaines qualifiées et un nombre de garderies francophones limitées.



À l'échelle de la province, seulement 637 places en garderies francophones enregistrées sont disponibles alors qu'il y a 4 835 enfants de 0 à 4 ans qui parlent le français à la maison selon le recensement de 2016<sup>41</sup>. À titre comparatif, en Nouvelle-Écosse, où le nombre d'enfants est plus petit (1 310) et les places disponibles plus nombreuses (970), la demande est 77 % plus importante que l'offre. De plus, la population francophone albertaine de langue maternelle a augmenté de 17,9 % entre les recensements de 2006 et 2016<sup>42</sup>, soit l'un des taux de croissance parmi les plus importants au pays. Cela laisse présager une demande grandissante dans les années à venir.

À Calgary, le taux d'utilisation des places disponibles est de 100 %. Il n'y a toutefois pas de données disponibles sur les enfants en attente d'une place dans cette ville. Dans la région d'Edmonton, les données partielles dénotent plus d'enfants sur une liste d'attente que le nombre de places présentement disponibles. La demande est approximativement deux fois plus élevée que l'offre dans la région de la capitale provinciale. De plus, les services de garde du Sud de l'Alberta fonctionnent au-delà de leur capacité avec un taux d'utilisation de 107 % des places disponibles.

### Répartition des places actuelles dans les services de garde francophones – Alberta



<sup>41</sup> Statistique Canada, Recensement de la population de 2016, commande spéciale.

<sup>42</sup> Statistique Canada (2016), *Op. Cit.*

## 7.9 Colombie-Britannique

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Société de développement économique de la Colombie-Britannique

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique Société de développement économique de la Colombie-Britannique		
<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>	
	<p><b>Définition</b> La petite enfance - de la naissance à 8 ans - donne les fondations de l'apprentissage tout au long de la vie. Offrir aux enfants une grande variété d'expériences durant la petite enfance peut les aider à se développer au meilleur de leur potentiel : physiquement, socialement, intellectuellement et émotionnellement.</p> <p><b>Ratios</b> 0 à 3 ans (1:4) 30 mois à l'âge scolaire (1:8) Prémamanche (1:10)</p>	De la théorie à la pratique	
<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Offre de service</b>	<b>Nature et endroit du besoin</b>
	Le nombre limité de places et le coût élevé des services de garde	Centres : 18 Places actuelles : 455 Places utilisées : 361 Liste d'attente : 187 Places visées : 615	Locaux Ressources humaines Manque de formation Assimilation des jeunes francophones Arrimage aux dernières technologies Financement Promotion et visibilité
	La pénurie, le recrutement et la rétention du personnel des centres de garde		
	L'accès limité en formation professionnelle pour les intervenants de ce secteur		
<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités en tant que communauté francophone</li> <li>• Mettre en place des stratégies de recrutement</li> <li>• Améliorer les conditions de travail, les salaires et les avantages sociaux</li> <li>• Mettre en place des formations et des outils adaptés aux besoins</li> <li>• Mettre en place des programmes et des activités francophones</li> <li>• Insérer dans certaines activités des mécanismes et mesures de récompense afin d'augmenter l'intérêt et la contribution à l'utilisation de la langue française dans la province</li> <li>• Développer et mettre à la disposition des responsables des centres de garde un calculateur qui les aidera à fixer le tarif des places et à déterminer les salaires du personnel des services de garde</li> <li>• Développer la capacité communautaire dans la mise en œuvre de la stratégie de diversification de fonds</li> <li>• Développer et mettre en œuvre une campagne de communication/marketing</li> </ul>		
<b>VISION 2023 :</b>	D'ici 2023, les capacités entrepreneuriales et en gestion du personnel des centres de garde seront renforcées, contribuant ainsi à une meilleure gestion et à une plus grande rentabilité de ces centres, lesquels accueilleront un nombre maximal d'enfants francophones contribuant ainsi à la vitalité économique de notre communauté.		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résoudre les enjeux stratégiques liés aux infrastructures, aux ressources humaines, au financement, à la promotion et à la visibilité des services de garde francophones.</li> <li>• Créer un calculateur servant à fixer le tarif des places et le salaire du personnel.</li> <li>• Offrir des outils et des formations adaptées aux besoins du personnel.</li> <li>• Offrir des activités et des services de qualité dans les centres de garde.</li> </ul>		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE I

<b>ORGANISME :</b>	Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Financement d'un fonds de démarrage pour l'ouverture d'un centre de garde à Nanaimo. Évaluation du potentiel des régions.	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	35 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à niveau du local de la garderie de l'école Océane, à Nanaimo.</li> <li>• Rencontre avec la direction de l'école pour planifier le partage de l'espace et du matériel.</li> <li>• Tenue d'une rencontre d'information et d'orientation avec les parents souhaitant inscrire leurs enfants à la nouvelle garderie.</li> <li>• Réalisation des démarches en vue de l'obtention du permis d'opération, du « business permit », du certificat de zonage, etc.</li> <li>• Diffusion des offres d'emploi.</li> <li>• Création d'outils et de stratégies de modélisation pour de futurs projets de démarrage.</li> <li>• Élaboration d'un sondage en ligne pour la consultation auprès des entités gestionnaires de services de garde à l'enfance en C.-B.</li> </ul>		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	Nouvelles places créées	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	40
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration accrue entre l'école et la garderie.</li> <li>• Partenariat accru entre le CSF, la SDE et la FPFGB pour un projet concret de développement.</li> <li>• Participation accrue des parents à un projet communautaire.</li> </ul>		

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

<b>ORGANISME :</b>	Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique		
<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Démarrage de deux garderies francophones, à Campbell River et à Victoria	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	35 000 \$
<b>ÉTAPES DU PROJET :</b>	En cours		
<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
<b>RETOMBÉES DU PROJET :</b>	En cours		



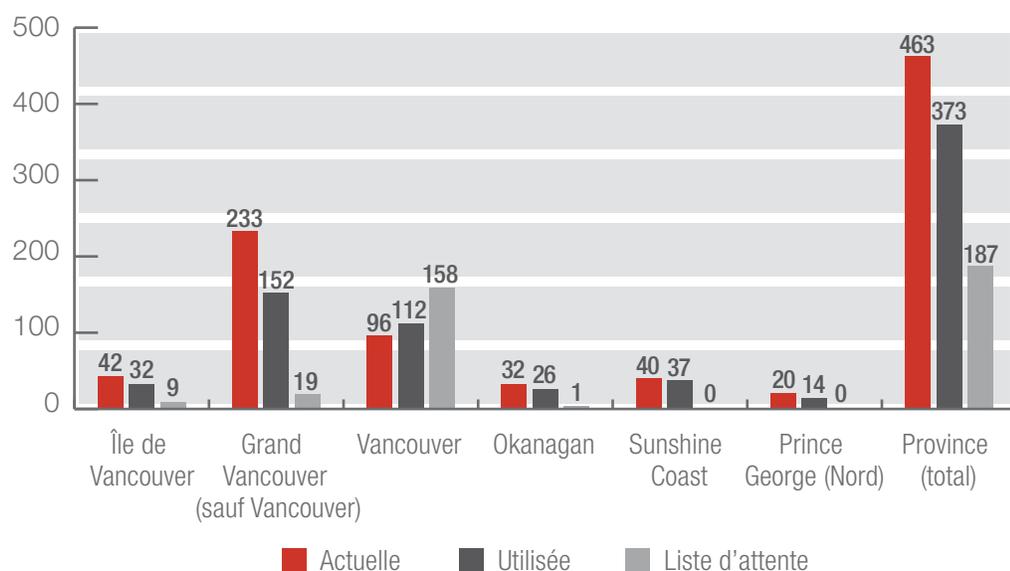
## Colombie-Britannique : données et analyse

À l'échelle de la province, la demande pour des places en garderie francophone dépasse l'offre. Ce manque de places s'inscrit tout comme dans les territoires dans un contexte de croissance de la population francophone en chiffres absolus. Le nombre de francophones habitant la province entre les recensements de 2006 et de 2016 a connu une croissance de 4,9 %<sup>43</sup>.

Pour chaque deux enfants en garderie, un est sur une liste d'attente. Dans la ville de Vancouver, le taux d'utilisation des services de garde au moment de la collecte des données était de 121 % et la demande, près de trois fois plus élevées que l'offre. Ces chiffres illustrent une pénurie de place en garderie dans la ville. La situation est similaire dans la ville de Comox avec un taux d'occupation de 128 % et une demande près de deux fois plus grande à l'offre.

Dans d'autres régions, bien que techniquement il y ait suffisamment de places disponibles pour combler la demande, des centres affichent des listes d'attente. C'est notamment le cas de la ville de North Vancouver, située dans la région métropolitaine de Vancouver. Selon les réponses recueillies dans les questionnaires, cela est principalement lié à la problématique de recrutement et de rétention du personnel dans les centres de garde.

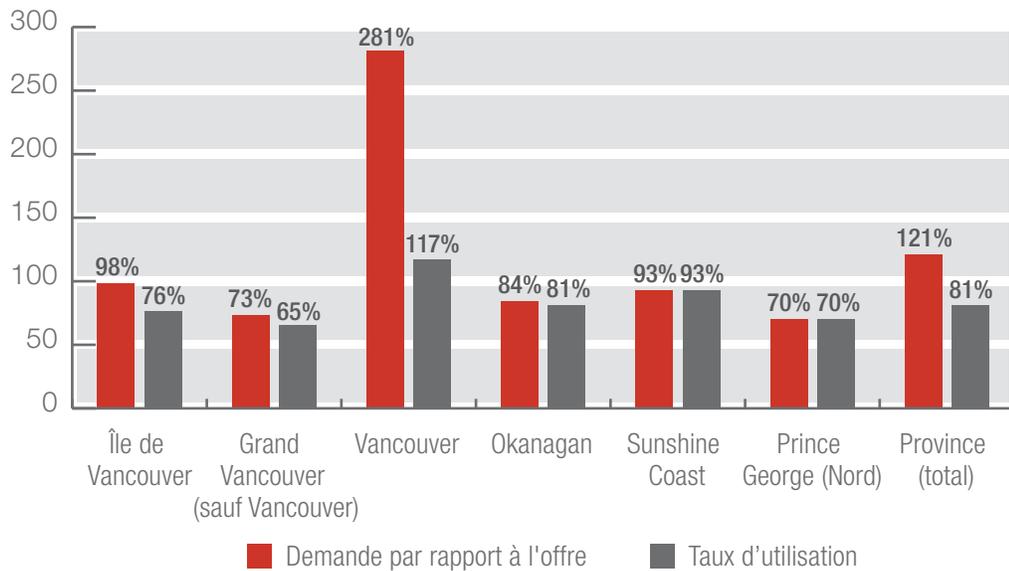
### Capacité des services de garde francophones – Colombie-Britannique



<sup>43</sup> Statistique Canada (2016), *Op. cit.*



### ***Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation – Colombie-Britannique***



## FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Association franco-yukonnaise

**ACTEURS PRINCIPAUX :**  
Garderie du petit cheval blanc  
Commission scolaire francophone du Yukon  
Association franco-yukonnaise

<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>
	<b>Ratios</b> 0 à 18 mois (1:4) 18 mois à 2 ans (1:6) 3 à 6 ans (1:8)	Utilise le curriculum de la Colombie-Britannique : De la théorie à la pratique

<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	Enjeux	Offre de service	Nature et endroit du besoin
	Manque de places dans les garderies francophones	Centres : 2 Places utilisées : 85 Liste d'attente : 67 Places visées : 134	Locaux Ressources humaines qualifiées Recrutement Formation en français non disponible sur le territoire Francisation Logement
	Recrutement de personnel qualifié francophone		
	Manque de services de spécialistes francophones		

**STRATÉGIES :**

- Examiner la possibilité d'agrandir la garderie actuelle
- Voir les locaux disponibles
- Élaborer un plan de recrutement au Canada et à l'international
- Offrir et maintenir un service de francisation adapté aux besoins et aux défis
- Mettre en place un colloque ou des formations en français tous les deux ans
- Avoir la possibilité d'offrir un logement temporaire aux nouveaux employés

**VISION 2023 :** Toutes les familles francophones\* du Yukon ont accès à des services de garde inclusifs et de qualité qui répondent à leurs besoins et favorisent le développement optimal de l'enfant dans un environnement d'apprentissage adapté et enrichissant.  
\*Toutes les personnes faisant le choix de vivre en français au Yukon sont francophones.

**OBJECTIFS 2023 :**

- Phase 1 - Ouverture d'une deuxième garderie de 12 places au centre-ville au 1<sup>er</sup> septembre 2019, en exploitation jusqu'au 30 juin 2021 (projet-pilote)
- Phase 2 - Ouverture de 30 nouvelles places en garderie d'ici mars 2023 (agrandissement de la garderie actuelle et ouverture d'une garderie autonome au centre-ville)
- Ouverture de 10 nouvelles places en garderie parascolaire d'ici mars 2023

## FONDS DE DÉMARRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE II (En cours)

**ORGANISME :** Garderie du petit cheval blanc

<b>PROJET FINANCÉ :</b>	Développement de places supplémentaires	<b>FINANCEMENT ACCORDÉ :</b>	30 000 \$
-------------------------	---	------------------------------	-----------

**ÉTAPES DU PROJET :** En cours

<b>IMPACT SUR LE NOMBRE DE PLACES :</b>	En cours	<b>NOMBRE DE PLACES VISÉES :</b>	En cours
---	----------	----------------------------------	----------

**RETOMBÉES DU PROJET :** En cours

## 7.11 Territoires du Nord-Ouest

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest

<b>ACTEURS PRINCIPAUX :</b>	Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest Garderie Plein Soleil Association des parents ayants droit de Yellowknife Association des parents d'élèves de Hay River Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest		
<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>	
	<b>Ratios</b> 0-12 mois (1:3) 13-24 mois (1:4) 25-35 mois (1:6) 3 ans (1:8) 4 ans (1:9) 5 ans (1:10)	Partir du bon pied	
<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Offre de service</b>	<b>Nature et endroit du besoin</b>
	Pénurie accrue du nombre de places en français disponibles	Centres : 4 Places utilisées : 56 Liste d'attente : 31* Places visées : 80 *places en milieu privé non disponibles	Locaux Ressources humaines qualifiées Disponibilité de la formation continue Manque de formation continue en gestion administrative et financière Engagement du personnel Assimilation de la jeunesse francophone Arrimage aux dernières technologies
	Infrastructures vieillissantes, insuffisantes ou non existantes  Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée et des formations de mise à niveau pertinentes		
<b>STRATÉGIES :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécuriser des fonds pour améliorer et construire des infrastructures</li> <li>• Développer des outils et des trousseaux de formation adaptés</li> <li>• Appuyer le recrutement de la main-d'œuvre qualifiée</li> <li>• Conscientisation des autorités à la problématique</li> <li>• Mobiliser les Communautés de langues officielles en situation minoritaire</li> <li>• Développer l'expertise technique locale</li> <li>• Engager les partenaires à saisir le virage technologique</li> </ul>		
<b>VISION 2023 :</b>	Accompagner et outiller les intervenants des TNO afin qu'ils saisissent les opportunités entrepreneuriales et que la qualité du service et le nombre de places en français disponibles dans les territoires augmentent de façon significative, et ce dans toutes les Communautés de langues officielles en situation minoritaire		
<b>OBJECTIFS 2023 :</b>	Développer une étude stratégique spécifique mais aussi globale pertinente à tous les TNO. Développer les outils de formation continue pertinents répondant aux besoins spécifiques des communautés. Développer à terme l'expertise locale afin de s'assurer de la pérennité des actions entreprises en petite enfance.		

## 7.12 Nunavut

### FONDS : PLAN DE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Source principale : Carrefour Nunavut

**ACTEURS PRINCIPAUX :**  
 Centre de la petite enfance Les Petits Nanooks  
 Ministère de l'Éducation du Nunavut  
 Carrefour Nunavut

<b>PETITE ENFANCE :</b>	<b>Définition :</b>	<b>Programme pédagogique :</b>
	<b>Ratios</b> 0-12 mois (1:3) 13-24 mois (1:4) 25-35 mois (1:6) 3 ans (1:8) 4 ans (1:9) 5 ans (1:10)	

<b>SITUATION ACTUELLE :</b>	Enjeux	Offre de service	Nature et endroit du besoin
	Manque de services en français	Centres : 1 Places actuelles : 16 Places utilisées : 16 Liste d'attente : 30 Places visées : 46	Locaux Ressources humaines qualifiées Manque de formation dans le territoire Isolement des communautés
	Manque de personnel formé (difficulté de recrutement)		
	Manque d'espace		

**STRATÉGIES :**

- Accroître les services en milieu familial
- Aider l'exploitant pour l'obtention de certificats et de subventions
- S'assurer que le personnel ait accès à des formations sur place ou à distance
- Promotion des services en milieu familial francophone sur le territoire

**VISION 2023 :**  
 Carrefour Nunavut croit qu'il peut encourager et donner un support administratif dans la création de services de garderie en milieu familial francophone. Il veut mettre en place et assurer la gestion de programmes de formation exigés par le ministère de l'Éducation du Nunavut et encourager le développement professionnel du personnel travaillant au sein de services de garde en milieu familial.

**OBJECTIFS 2023 :**

Deux objectifs pour répondre à ce besoin ont été identifiés :

- Promouvoir la création de ce type de service : promouvoir afin d'accroître le nombre de services de garderie familiale francophones sur le territoire du Nunavut.
- Assurer la continuité du français dans ces services : s'assurer que les exploitants et employés des garderies familiales ont accès aux formations, localement ou à distance.



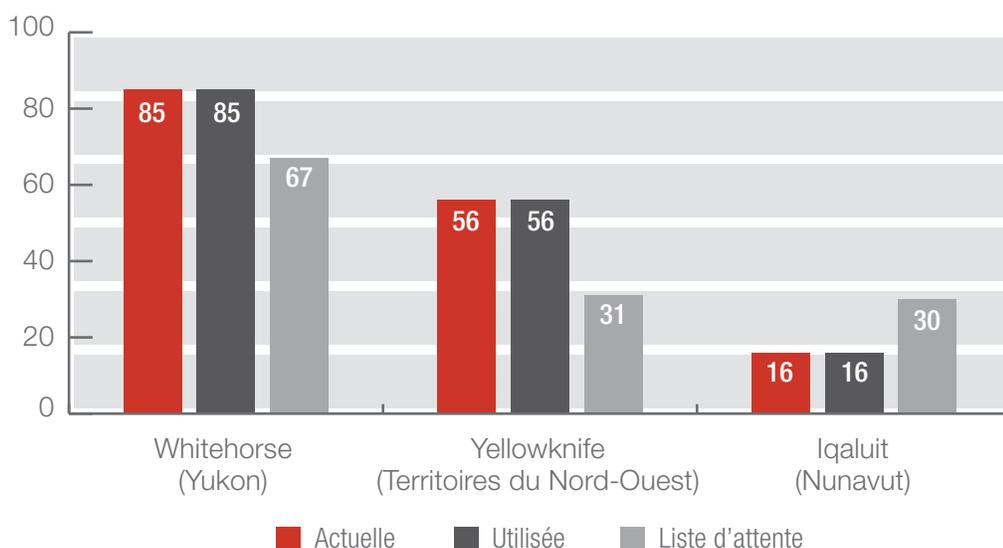
## Territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) : données et analyse

Les données pour les trois territoires ont été obtenues de façon cumulative.

Les services de garde francophones répertoriés dans les trois territoires affichent tous un taux d'utilisation de 100 %, ce qui illustre la pénurie actuelle du nombre de places en français disponible. La demande par rapport à l'offre est beaucoup plus forte. Dans le cas du Nunavut, les enfants sur une liste d'attente sont environ deux fois plus nombreux que ceux qui disposent d'une place dans un établissement francophone.

Il est à noter que cette pénurie s'inscrit dans un contexte de forte augmentation de la population francophone dans le Nord canadien. En effet, selon les données du recensement de 2016, le nombre de francophones de langue maternelle<sup>44</sup> habitant l'un des territoires entre les recensements de 2006 et de 2016 a connu une croissance de 42,1 % au Yukon, de 20 % aux Territoires du Nord-Ouest et de 63 % au Nunavut<sup>45</sup>. Ces hauts taux de croissance laissent présager une accentuation de la pénurie des places en garderie dans les années à venir si rien n'est fait pour corriger la situation.

### Capacité des services de garde francophones – Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

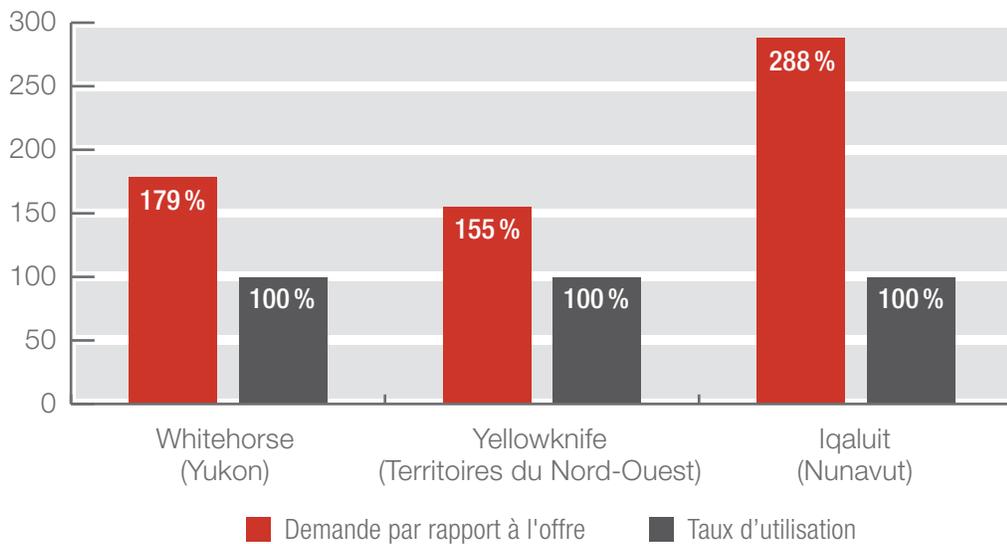


<sup>44</sup> Réponse unique

<sup>45</sup> Statistique Canada, Recensement de la population de 2016, en ligne : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/lang/Tableau.cfm?Lang=F&T=11&Geo=00&SP=1&view=4&age=3>



***Demande par rapport à l'offre de places en garderie francophone et taux d'utilisation – Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut***



## 8. Orientations stratégiques

Le Plan global en petite enfance repose sur cinq pôles articulés sur la base des problématiques prioritaires propres aux services de garde en milieu francophone minoritaire : environnement et installations physiques, ressources humaines, gestion administrative et financière, appartenance à la francophonie : langue et culture et, enfin, technologie.

Nous traitons, pour chaque pôle, des principaux enjeux communs à l'ensemble des communautés francophones et acadiennes en matière de services de garde, des principaux atouts au sein des communautés pour relever les défis et des stratégies communes. Un objectif stratégique et un résultat ultime ont également été élaborés pour chaque pôle.

### 8.1 Pôle : Notre environnement, nos installations physiques

Objectif stratégique		Résultat ultime
Doter les services de garde francophones d'installations et d'aménagements physiques adéquats assurant la croissance du secteur de la petite enfance.	<b>Enjeux</b>	Les services de garde sont dotés d'installations physiques adéquates et modernes afin d'accueillir un plus grand nombre d'enfants dans un environnement sécuritaire propice à leur développement et leur apprentissage.
	<b>Atouts</b>	
	<b>Stratégies</b>	



## 8.2 Pôle : Nos ressources humaines

Objectif stratégique			Résultat ultime
<p>Augmenter le nombre de ressources humaines qualifiées francophones ayant les expertises requises pour soutenir le développement de chaque enfant.</p>	<p><b>Enjeux</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaissance et valorisation de la profession d'éducatrice et d'éducateur.</li> <li>• Pénurie de personnel qualifié en français.</li> <li>• Manque d'éducatrices et d'éducateurs pour les enfants ayant des besoins spéciaux.</li> <li>• Manque de formation continue en français.</li> </ul>	<p>Le secteur de la petite enfance est doté de ressources humaines qualifiées répondant de façon optimale aux besoins.</p>
	<p><b>Atouts</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engagement du personnel.</li> <li>• Formation en petite enfance offerte en présentiel et à distance par des établissements en milieu minoritaire.</li> <li>• Mécanismes de recrutement à l'échelle nationale et internationale.</li> </ul>	
	<p><b>Stratégies</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Démontrer l'importance de la profession et l'impact des éducatrices/éducateurs sur le développement de l'enfant auprès de la communauté et des décideurs politiques.</li> <li>• Améliorer les conditions de travail des éducatrices et des éducateurs (salaires et avantages sociaux).</li> <li>• Appuyer la promotion des formations en ligne et en présentiel disponibles en petite enfance.</li> <li>• Appuyer la mise en place d'une campagne de promotion et de recrutement pour attirer de futures éducatrices et de futurs éducateurs qualifiés.</li> <li>• Appuyer les services de garde dans leur recrutement au Canada et à l'international.</li> <li>• Implanter des stratégies de rétention des éducatrices et éducateurs.</li> <li>• Appuyer les initiatives de reconnaissance des équivalences au niveau des diplômes.</li> <li>• Encourager le mentorat au sein de la profession.</li> <li>• Évaluer sur une base continue le savoir des intervenants œuvrant en petite enfance et assurer leur mise à niveau.</li> <li>• Favoriser la création d'associations d'éducatrices et d'éducateurs francophones en petite enfance et la tenue de forums ou de colloques annuels à l'échelle régionale, provinciale/territoriale et nationale.</li> </ul>	



### 8.3 Pôle : Notre gestion administrative et financière

Objectif stratégique			Résultat ultime
<p>Développer une structure administrative et financière efficiente adaptable à chaque service de garde francophone.</p>	<b>Enjeux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'expertise en gestion.</li> <li>• Peu de compétences entrepreneuriales.</li> <li>• Lacunes au niveau de la gouvernance.</li> </ul>	<p>Le secteur de la petite enfance est doté d'une structure organisationnelle renforçant ses capacités internes et favorisant la stabilité financière des services de garde.</p>
	<b>Atouts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation, ateliers et accompagnement offerts en gestion en milieu minoritaire.</li> <li>• Services administratifs partagés ou centralisés dans certains milieux.</li> </ul>	
	<b>Stratégies</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire connaître les formations en présentiel et à distance ainsi que les outils et l'accompagnement disponibles en gestion (finances, ressources humaines, etc.)</li> <li>• Favoriser l'implantation de services centralisés de gestion à l'échelle locale, régionale, provinciale/territoriale et nationale répondant à une gamme de besoins communs (inscriptions et listes d'attente, comptabilité, services de la paie, assurances, achats, etc.)</li> <li>• Favoriser le recrutement et l'engagement des parents et tuteurs, le cas échéant, au sein de la structure de gouvernance.</li> <li>• Former les gestionnaires et les administrateurs, le cas échéant, en gouvernance (incluant le cadre réglementaire).</li> <li>• Développer les capacités des services de garde et des communautés en matière de diversification du financement.</li> <li>• Développer et mettre à la disposition des responsables des services de garde des logiciels (ou des calculateurs) qui les aideront dans leur gestion administrative et financière quotidienne.</li> <li>• Créer une plateforme de veille stratégique afin de cerner les modèles d'affaires et les pratiques innovantes susceptibles de s'adapter au milieu de la petite enfance.</li> <li>• Promouvoir la diversité des modèles d'affaires potentiels pour un service de garde (OBNL, coopérative, entreprise privée, garderie en milieu de travail, etc.)</li> <li>• Faire connaître l'importance d'une culture entrepreneuriale pour tout type de modèles de services garde et en favoriser son intégration.</li> </ul>	



## 8.4 Pôle : Notre appartenance à la francophonie : langue et culture

Objectif stratégique			Résultat ultime
<p>Créer un milieu d'apprentissage où la langue et la culture francophones optimisent le sentiment d'appartenance de l'enfant à la francophonie.</p>	<p><b>Enjeux</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion de la langue et exogamie.</li> <li>• Lacune sur le plan de la francisation.</li> <li>• Importance du rôle de passeur culturel.</li> <li>• Assimilation.</li> </ul>	<p>L'identité francophone est renforcée chez l'enfant, les familles et les membres du personnel des services de garde.</p>
	<p><b>Atouts</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plusieurs services de garde implantés dans les écoles ou centres communautaires francophones.</li> <li>• Formation et outils disponibles en francisation.</li> <li>• Engagement des partenaires et des parents et tuteurs.</li> </ul>	
	<p><b>Stratégies</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre à jour la politique linguistique des services de garde et la faire connaître auprès des parents et tuteurs francophones et non francophones.</li> <li>• Sonder les parents et tuteurs afin de connaître leurs besoins et ceux de leurs enfants à l'égard de la francisation et de la question identitaire.</li> <li>• Sensibiliser les parents et tuteurs à l'importance de parler le français à la maison.</li> <li>• Développer et faire la promotion des plans de francisation.</li> <li>• Embaucher des agents de francisation pour accompagner les éducatrices et éducateurs ainsi que les parents et tuteurs.</li> <li>• Former les éducatrices et éducateurs en construction identitaire.</li> <li>• Expliquer l'importance du rôle de passeur culturel dans le processus de construction identitaire de l'enfant.</li> <li>• Former les éducatrices et éducateurs en compétences interculturelles dans un contexte francophone de plus en plus multiculturel.</li> <li>• Enrichir la programmation et les activités en français dans les services de garde en mettant à contribution des intervenants et des organismes de la communauté (éducation, culture, santé, immigration, aînés, etc.)</li> <li>• Proposer des activités intergénérationnelles afin de transmettre la culture et l'héritage francophones aux enfants.</li> <li>• Multiplier les sorties éducatives.</li> </ul>	



## 8.5 Pôle : Notre technologie

Objectif stratégique			Résultat ultime
Assurer le virage technologique des services de garde francophones afin d'en bonifier le fonctionnement et les services.	<b>Enjeux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration des nouvelles technologies.</li> <li>• Services non automatisés.</li> <li>• Manque de formation.</li> </ul>	Les services de garde ont intégré les technologies les plus récentes leur permettant d'optimiser leurs capacités internes.
	<b>Atouts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Expertise francophone dans le domaine.</li> <li>• Applications mobiles disponibles et adaptées.</li> </ul>	
	<b>Stratégies</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répertoire et évaluer les modèles technologiques existants susceptibles de répondre aux besoins des services de garde en matière de gestion ou de pédagogie.</li> <li>• Créer une plateforme (site Web et/ou application) répertoriant les services de garde francophones en milieu minoritaire par province et territoire.</li> <li>• Créer et maintenir des sites Internet et des intranets communs de gestion pour les services de garde dans le but de favoriser l'échange de bonnes pratiques.</li> <li>• Faire connaître les services, les formations et l'accompagnement disponibles en matière d'intégration des nouvelles technologies.</li> <li>• Développer de la formation sur mesure sur l'utilisation des outils numériques pour des fins pédagogiques et adaptées aux enfants.</li> </ul>	

## 9. Vision d'avenir

Les initiatives menées en petite enfance en milieu francophone minoritaire ont pour objectif d'augmenter le nombre de places en français au cours des prochaines années. Cependant, nous soutenons que la question de l'accessibilité doit être abordée dans une perspective beaucoup plus large.

En effet, l'accessibilité n'est pas uniquement une question du nombre de places pour les enfants. C'est également, comme nous l'avons mentionné, une question de coûts pour les parents et tuteurs, de proximité géographique, d'heures d'ouverture, d'activités en lien avec la construction identitaire et de services répondant aux besoins particuliers des enfants. Une vision d'avenir en ce qui concerne l'accessibilité à un service de garde francophone doit prendre en considération l'ensemble de ces composantes.



Un service de garde en français accessible et répondant aux besoins peut être offert par un organisme à but non lucratif, par une entreprise privée incorporée ou par un autre modèle d'affaires. Ce service de garde peut être en installation ou en milieu familial. Nous soutenons que la structure privilégiée, tout en se conformant au cadre réglementaire provincial et territorial en vigueur, doit ultimement favoriser le développement de l'enfant et son épanouissement au sein du milieu francophone minoritaire. L'intérêt de l'enfant doit être au cœur du choix du modèle d'affaires et de son évolution.

Nous estimons qu'une collaboration accrue entre les services de garde en milieu minoritaire permettrait de multiplier l'échange de bonnes pratiques et l'implantation de services centralisés. Ceci contribuerait potentiellement à la qualité et à la rentabilité des services de garde ainsi qu'à leur expansion.

Nous croyons que la multiplication des partenariats avec l'ensemble des acteurs de la communauté est essentielle afin de permettre le développement des services de garde. En plus des membres provinciaux et territoriaux des organismes partenaires nationaux de l'Alliance – qui œuvrent en développement économique, en petite enfance et en éducation postsecondaire – nous croyons que des organismes dans les secteurs de la culture, de la santé, de l'immigration, entre autres, ont une contribution à apporter aux services de garde. Cette contribution peut respectivement s'articuler autour d'activités culturelles offertes aux enfants, de la diffusion d'information en matière de saines habitudes alimentaires ou de la promotion des services de garde francophones auprès des nouveaux arrivants.

L'implantation d'une culture entrepreneuriale et l'acquisition de compétences à cet égard sont également nécessaires afin de favoriser le développement des services de garde en milieu minoritaire. Une plus grande culture d'affaires serait susceptible de stabiliser et de développer davantage de services répondant aux besoins.

Nous estimons, en raison des nouvelles réalités familiales, qu'un accompagnement auprès du parent ou tuteur serait à explorer. Dans une certaine mesure, cette pratique pourrait contribuer au bien-être et au développement de l'enfant au sein du service de garde.

Enfin, nous soutenons que les éducatrices et éducateurs, dans le cadre de cette vision d'avenir, doivent être reconnus à leur juste valeur. Ces derniers sont en contact direct et quotidien avec les enfants. Ceux-ci ont indéniablement un impact sur leur développement actuel et futur.



# BIBLIOGRAPHIE



Adamson, P. (2008). *La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant : Tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés*. Bilan Innocenti 8 du Centre de recherche Innocenti, Florence (Italie) : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF),

Chartier, M., Dumaine, J. & Sabourin, E. (2011). Vivre en français pendant la petite enfance et apprendre à l'école française, y a-t-il un lien? *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 23, (1-2), 3–61. <https://doi.org/10.7202/1017258ar>

Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes (2012). *Après la Feuille de route : cap vers une amélioration des programmes et de la prestation des services*. Ottawa : Parlement du Canada.

Commissariat aux langues officielles (2016). *La petite enfance. Vecteur de vitalité des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa, Ontario.

Forest, M. et Portilla, J. (2012). *3ème portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada*. [Rapport de recherche]. Préparé pour la Commission nationale des parents francophones.

Gauvin, L. (2009). *La construction langagière, identitaire et culturelle : un cadre conceptuel pour l'école francophone en milieu minoritaire*. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 21, (1-2), 87–126. <https://doi.org/10.7202/045325ar>

Gilbert, A. (2003). *La petite enfance : porte d'entrée à l'école de langue française. Une vision nationale*. [Rapport de recherche]. Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM) pour la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

Johnson, M. (2015). *Transmission de la langue française aux jeunes francophones en situation minoritaire. Théorie et stratégie*. [Rapport de recherche]. Socius recherche et conseils pour la Direction générale des langues officielles du Patrimoine canadien.



Lacassagne, A. (2010). Le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) : francophones avant tout! Exemple d'un interculturelisme réussi. *Reflets*, 16, (2), 202–213. <https://doi.org/10.7202/1000319ar>

Landry, R. (2005). *Petite enfance et autonomie culturelle. Là où le nombre le justifie...V.* [rapport de recherche]. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques pour la Commission nationale des parents francophones.

Landry, R. (2010). *L'éducation : pierre angulaire de la revitalisation des communautés francophones et acadiennes.* [Mémoire]. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, présenté au Comité sénatorial permanent des langues officielles.

Landry, R. (2014). De la garderie aux études postsecondaires : l'éducation des enfants des CLOSM dans les établissements d'enseignement de la minorité, dans Rodrigue Landry (dir.), *La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, pages 95-145.

Landry, R. et Rousselle, S. (2003). *Éducation et droits collectifs : au-delà de l'article 23 de la Charte.* Moncton : Éditions de la Francophonie.

McCain, M. N., Mustard, F. et Shanker, S. (2007). *Early Years Study 2: Putting Science into Action.* Toronto: Council for Early Child Development.

Thompson, G., Legault, L., Lalonde, P. et Bérubé, A. (2014). *Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire.* [Rapport d'évaluation]. Ottawa : Société de recherche sociale appliquée.

# ■ Annexe 1

## Évaluation des appels de propositions

Critères d'évaluation	Pointage
<p><b>La pertinence du projet en lien avec la réalisation des objectifs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Maintenir et développer de nouvelles places en garderie</li> <li><input type="checkbox"/> Assurer un service de qualité</li> <li><input type="checkbox"/> Appuyer le secteur de la petite enfance</li> <li><input type="checkbox"/> Faire partie d'un plan, d'une stratégie ou d'un projet plus grand</li> <li><input type="checkbox"/> Répondre à un besoin ou à un problème identifié dans leur environnement</li> <li><input type="checkbox"/> Est une valeur ajoutée au secteur de la petite enfance</li> </ul>	25 points
<p><b>La capacité de l'organisation à réaliser le projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> État de préparation</li> <li><input type="checkbox"/> Expérience suffisante</li> <li><input type="checkbox"/> Expertise technique et spécifique</li> <li><input type="checkbox"/> Source de financement suffisante</li> <li><input type="checkbox"/> Disponibilité des ressources humaines</li> <li><input type="checkbox"/> Implication des partenaires</li> </ul>	20 points
<p><b>La méthodologie préconisée pour finaliser le projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Objectifs clairs et définis</li> <li><input type="checkbox"/> Activités appropriées</li> <li><input type="checkbox"/> Étapes de la mise en œuvre</li> <li><input type="checkbox"/> Indicateurs de succès (mesures)</li> </ul>	15 points
<p><b>Les retombées du projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Impacts tangibles</li> <li><input type="checkbox"/> Potentiel pour être répliqué ou étendu</li> <li><input type="checkbox"/> Effet multiplicateur</li> <li><input type="checkbox"/> Retour sur l'investissement et retour sur le côté social</li> <li><input type="checkbox"/> Structure existante / durable / viable</li> <li><input type="checkbox"/> Potentiel pour prolongation à la fin du financement</li> </ul>	25 points
<p><b>Le budget relié au projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Coût total du projet</li> <li><input type="checkbox"/> Information détaillée sur les coûts du projet</li> <li><input type="checkbox"/> Effet levier anticipé / confirmé</li> <li><input type="checkbox"/> Rapport coût-efficacité</li> </ul>	10 points
<p><b>L'échéancier du projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Échéancier clair et bien établi</li> <li><input type="checkbox"/> Livrables clairs</li> </ul>	05 points
	<b>100 points</b>

## ■ Annexe 2



### Fonds - Démarrage et accompagnement - Phase I

	Province/ territoire	Organisme Nom et adresse	Projet	Documents remis	Financement accordé
1	Alberta	<b>Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA)</b> Mireille Péloquin 8627 91, rue Marie Anne Gaboury #112 Edmonton (Alberta) T6C 3N1 direction@fpfa.ab.ca	Ouverture de services de garde – Edmonton	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formulaire de demande</li> <li>• Informations supplémentaires concernant les différentes régions de l'Alberta</li> <li>• Rapport final</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	70 000 \$
2	Colombie-Britannique	<b>Fédération des parents francophones de la C.-B. (FPFCB)</b> Marie-Andrée Asselin 223-1555, 7 <sup>e</sup> Avenue Ouest Vancouver (C.-B.) V6J 1S1 maasselin@fpfcb.bc.ca	Première phase de développement des services de garde à l'enfance en tant que moteur économique francophone en Colombie-Britannique : Démarrage d'une garderie à Nanaimo et évaluation du potentiel des régions et des besoins pour le ciblage, le démarrage et l'accompagnement des prochaines garderies	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formulaire de demande</li> <li>• Informations supplémentaires avec échéanciers</li> <li>• 3 lettres d'appui</li> <li>• Rapport final</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	35 000 \$
3	Nouveau-Brunswick	<b>Le Phare familial Inc.- Centre de petite enfance</b> Sabrina Savoie 46, rue Upton Moncton (Nouveau-Brunswick) E1W 2Z3 direction.phare@nbed.nb.ca	Le Phare familial - Phase 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formulaire de demande</li> <li>• Étude de faisabilité de la campagne de financement</li> <li>• Tableau avec échéanciers</li> <li>• Lettre d'appui</li> <li>• Plan d'affaires</li> <li>• Plan de la campagne de financement</li> <li>• Profil de la consultante utilisée pour leur plan de campagne de financement</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	28 750 \$



	Province/ territoire	Organisme Nom et adresse	Projet	Documents remis	Financement accordé
4	Île-du-Prince-Édouard	<b>Association des centres de la petite enfance francophones de l'Î.-P.-É. (ACPEFÎPE)</b> Anastasia Desroches 5, ave Maris Stella Summerside (Î.-P.-É.) C1N 6M9 anastasia.desroches@ssta.org	Plan réseau de services de garde à domicile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formulaire de demande</li> <li>• Rapport final</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	22 000 \$
5	Terre-Neuve-et-Labrador	<b>Fédération des parents francophones de TNL (FPFTNL)</b> Martine Fillion 120, LeMarchant St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1C 2H2 dg@fpftnl.ca	Appui aux parents - première garderie coopérative francophone	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formulaire de demande</li> <li>• Étude de faisabilité</li> <li>• Entente de services</li> <li>• Document sur les stratégies des services de garde francophones à TNL</li> <li>• 3 lettres d'appui</li> <li>• Plan d'affaires</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	20 000 \$
6	Ontario	<b>Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario (AFÉSEO)</b> Martine St-Onge 435, rue Donald, bur. 206 Ottawa (Ontario) K1K 4X5 martinestonge@afeseo.ca	Innover par la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modèle d'engagement</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	15 000 \$
7	Ontario	<b>Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario (AFNOO)</b> Élodie Grunerud 234, rue Van Norman Thunder Bay (Ontario) P7A 4B8 dg@afnoo.org	Création de garderies dans le nord-ouest de l'Ontario : impact économique, social et démographique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan stratégique 2016-2021</li> <li>• Plan stratégique 2016-2021 : synthèses des sondages, des consultations et des sessions de travail</li> <li>• Fichier de compléments d'information pour le projet</li> <li>• Rapport final</li> <li>• Formulaire de fin de projet</li> </ul>	15 000 \$
					<b>205 750 \$</b>

## ■ Annexe 3



### Fonds - Démarrage et accompagnement - Phase II EN COURS jusqu'au 31 mai 2019

	Province/ territoire	Organisme Nom et adresse	Projet	Financement accordé
1	Yukon	<b>Garderie du Petit cheval blanc</b> Madame Louise Hélène Villeneuve 22, Falcon Drive Whitehorse (Yukon) Y1A 6C8 direction@petitchevalblanc.ca	Développement de places supplémentaires	30 000 \$
2	Manitoba	<b>Fédération des parents du Manitoba</b> Mesdames Brigitte L'Heureux et Thérèse Musafiri 2-622B, avenue Taché Winnipeg (Manitoba) R2H 2B4 dg@lafpm.com	Étude de relocalisation et d'agrandissement de Saint-Boniface Garderie de Bambins Inc.	15 000 \$
3	Nouveau-Brunswick	<b>Le Phare Familial</b> Madame Sabrina Savoie 46, rue Upton Moncton (Nouveau-Brunswick) E1W 2Z3 Direction.phare@nbed.nb.ca	Développement d'outils pour la campagne de financement FrancoPhare	15 000 \$
4	Alberta	<b>Fédération des parents francophones de l'Alberta</b> Madame Mireille Péloquin #112, 8627, rue Marie-Anne Gaboury Edmonton (Alberta) T6C 3N1 direction@fpfa.ab.ca	Expansion Lloydminster, Red Deer et création Wainwright	35 000 \$
5	Ontario	<b>London French Day Care Centre</b> Madame Perpétue Nitunga 13-1050, Kipps Lane London (Ontario) N5Y 4S5 perpetue@londonfrenchdaycare.ca	Étude de faisabilité et de planification de la mise en œuvre d'une agence francophone en milieu familial	20 000 \$
6	Colombie-Britannique	<b>Fédération des parents de la Colombie-Britannique</b> Madame Marie-Andrée Asselin 223-1555, 7 <sup>e</sup> Avenue Ouest Vancouver (Colombie-Britannique) V6J 1S1 maasselin@fpfcb.bc.ca	Démarrage de deux garderies francophones à Victoria	35 000 \$
7	Saskatchewan	<b>Association des parents de l'École canadienne française de Saskatoon Inc.</b> Madame Camille Lapierre 1407, avenue Albert Saskatoon (Saskatchewan) S7H 2C6 direction.cefc@sasktel.net	Évaluation et optimisation de la structure légale du Centre Éducatif Félix le Chat en considération d'une expansion future	15 000 \$



	Province/ territoire	Organisme Nom et adresse	Projet	Financement accordé
8	Île-Du-Prince-Édouard	<b>Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ</b> Madame Kathleen Couture 5 Ave Maris Stella Summerside (PE) C1N 6M9 kathleen.couture@ssta.org	Développer un modèle intergénérationnel à l'intérieur de CPE	15 000 \$
9	Ontario	<b>L'agence francophone de Garderie Familial</b> Madame Hanane Jouich 25 Lampkin Street Sutton (Ontario) L0E 1R0 hjaouich@yahoo.com	Étude de faisabilité à 3 volets	13 200 \$
10	Nouveau-Brunswick	<b>Centre de jour l'Éveil</b> Madame Sarah Thériault 9, rue Sainte-Croix Moncton (Nouveau-Brunswick) E1A 3E9 eveil@umoncton.ca	Plan d'expansion : création de 60 places	18 000 \$
11	Ontario	<b>Association des francophones de York</b> Madame Nadia Martin 90 Walton dr Aurora (Ontario) L4G 3K4 info@afry.ca	Fond de démarrage	35 000 \$
12	Ontario	<b>Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario (AFNOO)</b> Madame Lina Mayer 234 Rue Van Norman Thunder Bay (Ontario) P7A 4B8 dg@afnoo.org	Création de garderies dans le Nord-Ouest de l'Ontario : impact économique, social et démographique, Phase 2	10 000 \$
13	Ontario	<b>La Clé d'la Baie en Huronie</b> Madame Sylvia Bernard 63 rue Main, C.P. 5099 Penetanguishene (Ontario) L9M 2G3 sbernard@lacle.ca	Fonds de démarrage	35 000 \$
14	Alberta	<b>Conseil de développement économique de l'Alberta</b> Monsieur Étienne Alary 8627 - 91 <sup>e</sup> Rue Bureau 140 Edmonton (AB) T6C 3N1 etienne.alary@lecdea.ca	Concerter ou ouiller le secteur de la petite enfance albertaine	12 000 \$
				<b>303 200 \$</b>

## ■ Annexe 4



# Plan de développement en petite enfance - OUEST

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Personne ressource et contact	Mylène Letellier Marie-Noëlle Holland mletellier@sdecb.com (604) 732-3435	Étienne Alary etienne.alary@lecdea.ca (780) 414-6125	Robert Therrien robert.therrien@cecs-sk.ca (306) 566-6000, poste 101	Erwan Bouchaud ebouchaud@cdem.com t. (204) 925-2833 c. (204) 230-1833
Situation actuelle	<p>Le secteur de la petite enfance se heurte à des enjeux majeurs : infrastructures, ressources humaines, financement, promotion et visibilité, ce qui conduit à des frais de garde élevés et à un nombre de places limité. Il y a aussi un manque de développement professionnel pour les éducateurs/trices ainsi que de formation en gestion. Face au manque de places en milieu francophone, les parents sont obligés d'inscrire leurs enfants dans une garderie anglophone, ce qui entraîne un problème d'assimilation des jeunes francophones et réduit le nombre de francophones pouvant contribuer à la vitalité de notre communauté. Afin de mieux gérer ces défis, la SDECB et la FPFCB ont décidé de joindre leurs forces pour résoudre ensemble les enjeux identifiés dans ce secteur pour le rendre plus rentable et mieux accessible aux enfants de la communauté francophone de la C.-B.</p>	<p>Le Recensement de 2016 a évalué à 3 247 le nombre d'enfants d'âge préscolaire (0 à 4 ans) en Alberta dont les parents ont indiqué que la langue maternelle était le français. Par contre, seulement 637 places en garderies francophones enregistrées sont disponibles. Compte tenu de la difficulté à identifier et le fort roulement des garderies en milieu familial, nous avons choisi de les omettre dans cette mise à jour. Nous sommes toutefois conscients qu'un nombre important de francophones se retrouvent dans de tels services. Un des objectifs de la FPFA demeure de devenir une agence de garderie. Cela permettra tout autant de mieux recenser et regrouper de tels services tout en permettant de donner un soutien réel à ces services. Notons que cet objectif a été établi par le plan stratégique de la FPFA 2018-2021. De ces 637 places, notons que près du tiers (183/590) sont assignées seulement à des enfants de 3 à 5 ans. Si on suppose qu'environ la moitié des places des services 1 à 5 ans sont également assignées à des enfants de 3 à 5 ans, cela signifie qu'environ un tiers des places de garderies identifiées sont pour des enfants de 1 à 3 ans et que deux tiers sont pour des enfants de 3 à 5 ans. Le manque de places est donc d'autant plus criant pour les plus jeunes enfants.</p>	<p>La Saskatchewan compte présentement 1 245 enfants de 0 à 4 ans qui ont le français comme langue maternelle ou dont les parents ont le français comme langue maternelle et qui constituent ainsi le nombre d'ayants droit dans cette catégorie d'âge. Par contre lorsqu'on regarde les enfants de 0 à 4 ans qui ont le français comme première langue officielle parlée, et ce, sans tenir compte de la langue maternelle de leurs parents, ceux-ci représentent 0,5 % de la population dans cette catégorie d'âge alors que la proportion des personnes qui ont le français comme première langue officielle parlée en Saskatchewan est de 1,5 %, toute catégorie d'âges confondue. Force est de constater qu'il y a donc une érosion du nombre de francophones de 0 à 4 ans en Saskatchewan. Il y avait en 2015-2016, 263 places qui étaient occupés par des francophones ayants droit de 0 à 4 ans en garderie en Saskatchewan, ce qui veut dire que seulement 21,1 % des enfants francophones avaient accès à une place en garderie.</p>	<p>En 2018, 20 organismes francophones offrent des services de garde éducatifs en français au Manitoba. Chacune de ces garderies est rattachée à une école francophone, sauf pour deux d'entre elles qui occupent des locaux indépendants dans la région de Saint-Boniface à Winnipeg. Le Manitoba compte 3 365 enfants de 0 à 4 ans qui ont le français comme langue maternelle ou dont les parents ont le français comme langue maternelle et qui constituent ainsi le nombre d'ayants droit dans cette catégorie d'âge. (Recensement 2011). Ce chiffre est en baisse et il devient critique pour la survie de la langue. D'après les données recensées entre 2016 et 2017 pour cette même catégorie d'âge, 579 places à temps pleins étaient occupées par des francophones ayants droit en garderie au Manitoba, ce qui veut dire que moins de 20 % des enfants francophones auraient accès à une place en service de garde éducatif. (Ce chiffre ne tient pas en compte les 177 places occupées dans le programme de prématernelle à temps partiel offertes par plusieurs centres) En outre, en octobre 2016, 536 enfants de 0 à 4 ans étaient sur la liste d'attente pour un service de garde en français au Manitoba. C'est donc dire qu'un enfant francophone sur deux n'aurait pas accès à des services de garde en français au Manitoba. En 2018, les Centres de la petite enfance (CPE) ont partagé leur liste d'attente individuelle. On observe un manque de 401 places pour les 0-2 ans et de 353 places pour les 2 à 5 ans.</p>

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<b>Problématiques prioritaires dans le secteur</b>	1 – Le nombre de places limité et le coût élevé des services de garde 2 – La pénurie, le recrutement et la rétention du personnel des centres de garde 3 – La pénurie, le recrutement et la rétention du personnel des centres de garde	1 – Recrutement de personnels qualifiés 2 – Nombre de garderies francophones limité 3 – Découverte de nouvelles pratiques	1 – Pénurie accrue du nombre de places en français disponibles 2 – Disponibilité de la main d'œuvre qualifiée et des formations de mise à niveau pertinentes 3 – Infrastructures vieillissantes, insuffisantes ou non existantes	1 – Manque d'espaces 2 – Financement inadéquat et long processus d'accéder à des nouveaux octrois de la province 3 – Recrutement de professionnels francophones / Valorisation de la profession

### Fournisseurs de services et capacité

Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Les petits explorateurs</b>	<b>CEPP (2 centres)</b>	<b>Félix le Chat</b>	<b>Le Centre-Soleil</b>
	Ville	Campbell River	Edmonton et St-Albert	Saskatoon	Winnipeg
Capacité	Actuelle	24	104	64	24
	Utilisée	9	100	60	24
	Liste d'attente	0	160	47	27
	Nombre visé		148	120	0
	Défis		Recrutement et rétention du personnel, infrastructure	Manque d'espace, personnel non qualifié, niveau de français des éducatrices insuffisant et difficulté à faire parler les enfants en français	Manque d'espace, besoin de licence
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Les petits cœurs de l'île</b>	<b>Pomme de Reinette (3 centres)</b>	<b>Gard'Amis</b>	<b>Les enfants précieux</b>
	Ville	Comox	Calgary	Regina	Winnipeg
Capacité	Actuelle	18	112	104	57
	Utilisée	23	112	91	57
	Liste d'attente	9	N/A	25	246
	Nombre visé		N/A	154	0
	Défis		Recrutement et rétention du personnel, infrastructure	Conserver la langue française et les parents font moins d'effort pour aider les éducateurs dans le domaine	Manque d'espace, besoin de licence; roulement du personnel
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prématornelle Lutin du bois</b>	<b>Chez Madame Picolo</b>	<b>Trésor</b>	<b>La Garderie des Bambins</b>
	Ville	Delta	Fort McMurray	Prince Albert	Winnipeg
Capacité	Actuelle	18	56	25	40
	Utilisée	12	N/A	25	34
	Liste d'attente	0	N/A	40	118
	Nombre visé		N/A	100	0
	Défis		Stabilité économique, gestion, infrastructure	Pas assez de ressource en français et le manque de place	Manque d'espace, besoin de licence; manque de fonds pour payer EJE II

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Fournisseurs de services	Garderie	<b>L'école des petits ours</b>	<b>Garderie-prémamanuelle Bicyclette</b>	<b>Les Petits Pingouins</b>	<b>Le P'tit Bonheur</b>
	Ville	Kelowna	Sherwood Park	North Battleford	Winnipeg
Capacité	Actuelle	16	16	26	94
	Utilisée	9	16	26	94
	Liste d'attente	0	5	0	267
	Nombre visé		36	10 à 20	0
	Défis		Limite d'âge, infrastructure, recrutement et rétention du personnel	Avoir un espace plus adapté pour les enfants de 24 à 34 mois	Manque d'espace, besoin de licence; roulement du personnel
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prémamanuelle Les petits voyageurs</b>	<b>CEPP</b>	<b>Tournesol</b>	<b>Les petits génies</b>
	Ville	Langley	Canmore	Gravelbourg	Winnipeg
Capacité	Actuelle	19	33	28	40
	Utilisée	11	22	5 ( temps plein ) beaucoup à temps partiel et occasionnel	40
	Liste d'attente	0	0	0	50
	Nombre visé		33	0	0
	Défis		Recrutement et rétention du personnel, infrastructure	Difficile d'avoir de la main d'œuvre qualifiée en région	Manque d'espace, besoin de licence; loyer très élevé
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prémamanuelle Trotin-Trotinette</b>	<b>Petits Boucs</b>	<b>Pomme d'Api</b>	<b>Les Tournesols de Saint-Vital</b>
	Ville	Nord Vancouver	Grande Prairie	Moose Jaw	Winnipeg
Capacité	Actuelle	73	24	28	82
	Utilisée	59	19	20	82
	Liste d'attente	19	6	3	191
	Nombre visé		36	Plus de places pour poupons	0
	Défis		Gestion, recrutement et rétention du personnel, infrastructure, limite d'âge	Recrutement du personnel qui parle français et qualifié	Manque d'espace, besoin de licence; roulement du personnel
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prémamanuelle Pomme-soleil</b>	<b>Les petits rayons</b>		<b>La garderie Arc-en-ciel</b>
	Ville	Penticton	Edmonton		Notre-Dame-de-Lourdes
Capacité	Actuelle	16	25		60
	Utilisée	17	N/A		60
	Liste d'attente	1	N/A		N/A
	Nombre visé		N/A		0
	Défis		Gestion, stabilité financière		N/A

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prématornelle Les petits lutins</b>	<b>Petits explorateurs</b>		<b>Les Amis de la Source</b>
	Ville	Port Coquitlam	Lloydminster		Shilo
Capacité	Actuelle	75	33		20
	Utilisée	22	18		17
	Liste d'attente	0	0		N/A
	Nombre visé		36		0
	Défis		Infrastructure, recrutement et rétention du personnel		N/A
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Pré-scolaire Beau-soleil</b>	<b>Coin des curieux</b>		<b>Les P'tits Dorés</b>
	Ville	16	Plamondon		St-Laurent
Capacité	Actuelle	16	26		32
	Utilisée	0	N/A		32
	Liste d'attente		N/A		1
	Nombre visé		N/A		0
	Défis		N/A		N/A
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prématornelle Le coin des petits</b>	<b>Les petits oursos</b>		<b>Les étoiles d'la Rouge</b>
	Ville	Prince George	Saint-Paul		Saint-Jean-Baptiste
Capacité	Actuelle	20	28		45
	Utilisée	14	N/A		45
	Liste d'attente	0	N/A		3
	Nombre visé		N/A		0
	Défis		N/A		N/A
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie et prématornelle Les Moussaillons</b>	<b>Coins des lutins</b>		<b>Les petites grenouilles</b>
	Ville	Richmond	Bonnyville		Saint-Pierre Jolys
Capacité	Actuelle	24	25		56
	Utilisée	21	N/A		48
	Liste d'attente	0	N/A		32
	Nombre visé		N/A		0
	Défis		N/A		Manque d'espace, besoin de licence; roulement du personnel, surtout le personnel non-qualifié. Budget ne permet pas d'embaucher.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prématornelle La Coccinelle</b>	<b>Quatre Saisons</b>		<b>Les Boutons d'Or</b>
	Ville	Surrey	Lac La Biche		Île des Chênes
Capacité	Actuelle	24	23		16
	Utilisée	27	N/A		8
	Liste d'attente	0	N/A		30
	Nombre visé		N/A		0
	Défis		N/A		N/A
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie L'Île aux enfants</b>	<b>Kinou-Choux</b>		<b>Le coin magique</b>
	Ville	Vancouver	Cold Lake		Sainte-Agathe
Capacité	Actuelle	12	44		32
	Utilisée	12	N/A		32
	Liste d'attente	4	N/A		17
	Nombre visé		N/A		0
	Défis		N/A		Manque d'espace, besoin de licence
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Prématornelle V'la l'bon vent</b>	<b>Pays des jeux</b>		<b>Les Toupis Inc.</b>
	Ville	Vancouver	Red Deer		Saint-Norbert
Capacité	Actuelle	10	16		20
	Utilisée	17	12		20
	Liste d'attente	2	0		30
	Nombre visé		36		0
	Défis		Limite d'âge, infrastructure, recrutement et rétention du personnel		Manque d'espace, besoin de licence
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Tartine et Chocolat</b>	<b>Touche à tout</b>		<b>Les Chouettes de Lorette</b>
	Ville	Vancouver	Lethbridge		Lorette
Capacité	Actuelle	16	26		34
	Utilisée	16	24		34
	Liste d'attente	18	7		37
	Nombre visé		48		0
	Défis		Infrastructure, francisation, recrutement et rétention du personnel		Manque d'espace, besoin de licence

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<b>Fournisseurs de services</b>	Garderie	<b>Prématornelle Pomme d'Api</b>	<b>Joyeux Colibris</b>		<b>La Garderie Les Petits Amis</b>
	Ville	Vancouver	Medecine Hat		Ste-Anne
<b>Capacité</b>	Actuelle	20	15		28
	Utilisée	13	20		28
	Liste d'attente	0	0		42
	Nombre visé		36		0
	Défis		Infrastructure, temps partiel, recrutement et rétention du personnel		Manque d'espace, besoin de licence
<b>Fournisseurs de services</b>	Garderie	<b>Prématornelle et garderie Saute-Mouton</b>			<b>Les P'tits Brisous</b>
	Ville	Vancouver			La Broquerie
<b>Capacité</b>	Actuelle	38			57
	Utilisée	54			57
	Liste d'attente	134			65
	Nombre visé				0
	Défis				Manque d'espace, besoin de licence
<b>Fournisseurs de services</b>	Garderie	<b>Prématornelle Les petits du Pacifique</b>			<b>Les Louveteaux</b>
	Ville	Sechelt			Thompson
<b>Capacité</b>	Actuelle	24			20
	Utilisée	21			20
	Liste d'attente	0			N/A
	Nombre visé				0
	Défis				N/A



	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Réalisations accomplies	<p>La SDECB et la PFCB ont élaboré un cheminement critique leur permettant de mettre en place des actions, des ressources capables de remodeler ce secteur et le rendre plus rentable. La SDECB se chargera de l'aspect en lien avec le renforcement des capacités entrepreneuriales des intervenants de ce secteur. La PFCB se penchera sur l'aspect éducatif en impliquant les partenaires du secteur afin d'élaborer et mettre à la disposition des intervenants, des outils et des ressources nécessaires au démarrage et la gestion de centres.</p> <p>Des rencontres ont été organisées pour cerner les défis, les moyens et les ressources nécessaires pour résoudre les enjeux. Un comité de partenaires a été mis en place.</p> <p>Une rencontre est prévue en janvier 2019 avec la PFCB pour évaluer les avancées du projet et prioriser les actions. En collaboration avec un expert, les deux organismes identifieront les paramètres permettant de créer un calculateur servant à fixer le tarif des places et des salaires du personnel en garderie. Cet outil sera utilisé pour le démarrage de la garderie à Nanaimo prévu pour début 2019, ainsi que pour l'accompagnement des autres garderies.</p> <p>Une étude de marché, comprenant un plan détaillé de projets de démarrage ainsi que des garderies existantes sera réalisée.</p>	<p>La PFA a identifié 10 catégories de services qu'elle pouvait offrir à ses membres (accessibles à toutes les garderies de la province, mais en anglais seulement.) Elle est venue en aide à 18 garderies, 615 enfants ont bénéficié de l'expertise du réseau.</p> <p>En novembre 2017, quatre centres faisaient officiellement partie du réseau de la PFA et ils étaient eux-mêmes titulaires de deux permis d'exploitation.</p> <p>La provision actuelle des services dépend des frais de services facturés aux membres du réseaux.</p>	<p>Il y a présentement 20 entités francophones qui offrent des services de garderie en français en Saskatchewan soit 9 CEPE, 6 garderies familiales à Saskatoon, 4 garderies familiales à Regina et le Conseil des écoles francosaskoises (CÉF) qui regroupe en son sein 15 classes de prématernelle à travers la province pour les enfants âgés de 4 ans. Tous les 9 centres éducatifs de la petite enfance (CEPE) sont rattachés aux écoles du CÉF. Des choses ont été accomplies mais il reste beaucoup d'enjeux à surmonter quant au niveau des infrastructures, en ressources humaines et en financement des opérations. En ce qui concerne les actions à entreprendre, nous croyons qu'il faut appuyer l'expansion de nouvelles places en garderie dans les communautés suivantes : Saskatoon, Regina, Prince Albert et Moose Jaw. En effet, dans ces 4 communautés, les listes d'attente sont très importantes. Appuyer le nouveau regroupement provincial de garderies francophones qui vise à développer, comme il existe présentement en Alberta, un module de gestion qui permet de regrouper à l'échelle provinciale plusieurs services administratifs (une dizaine en tout et partout) et de faire économiser des montants importants aux garderies sur le plan local et de faire en sorte qu'il puisse développer de nouvelles places en garderie. Avec ce nouveau modèle en Alberta, des garderies qui étaient déficitaires sont maintenant en situation de surplus. C'est un modèle qui permet de faire beaucoup plus avec moins et de privilégier un maximum de places en garderie.</p>	<p>À ce jour, les trois partenaires provinciaux (le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), la Fédération des parents du Manitoba (FPM) et l'Université de Saint-Boniface (USB)) se sont rencontrés à plusieurs reprises et ont entamé des discussions préliminaires sur les priorités en petite enfance de la province, les enjeux, les projets potentiels, les visions des trois organismes et les étapes à entreprendre pour concevoir et rédiger le plan de développement du Manitoba.</p> <p>En juillet 2017, la FPM a sondé les centres d'apprentissage et de soins pour mieux connaître les besoins en termes d'espaces, listes d'attentes et roulement de personnel. Un nouveau sondage sera entamé dans les prochains mois pour assurer que nos données soient à jour.</p> <p>À l'automne 2018, la FPM a livré une formation en gestion des centres d'apprentissage et de soins.</p> <p>Les trois partenaires s'accordent sur la nécessité d'embaucher un consultant pour accomplir la tâche de recherche, facilitation, concertation, consultation et rédaction de ce plan. Le consultant sera responsable de sonder les parties prenantes en petite enfance telles que les trois partenaires, les 20 centres d'apprentissage et de soins (directions et conseils d'administration), les garderies familiales, les parents, la Division scolaire franco-manitobaine, l'Accueil francophone, et autres organismes pertinents de la communauté. L'objectif sera la création de nouveaux espaces en service de garde, la réduction des barrières au développement, et la création d'un modèle entrepreneurial de centralisation des services et de réduction des coûts.</p>

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<p>Éléments pertinents au secteur</p>		<p>Le manque de personnel formé dans le métier d'éducatrice, en Alberta et à l'échelle nationale, crée des pressions sur les organismes et rend difficile la planification à long terme visant l'expansion des services. Pour l'Alberta, la mise en place du programme d'éducation en petite enfance au Centre collégial de l'Alberta, en janvier 2019, devrait permettre de créer une source continue de nouveaux employés potentiels et ainsi réduire ces pressions.</p>	<p>Les ressources humaines sont un enjeu très pertinent; le manque de ressources humaines francophones qualifiées constitue un des enjeux majeurs pour les garderies francophones en Saskatchewan. Lors de discussions avec les directions de services de garde, le recrutement des éducatrices francophones qualifiées revient sans cesse autour de la table comme un problème criant. Il est donc essentiel de reconnaître la spécificité et la difficulté de recruter des éducatrices parlant français. Mais non seulement y a-t-il le problème de recrutement, mais également un enjeu majeur au niveau de la rétention. Les salaires au niveau des garderies francophones sont souvent très peu élevés. Étant donné que la très grande majorité des éducatrices francophones sont bilingues, grand nombre d'entre elles sont attirées du côté anglophone qui offre souvent des salaires plus alléchants. Il est donc essentiel d'allouer des fonds pour reconnaître la capacité des éducatrices à offrir des services en français. La formation continue en français pour les intervenants en petite enfance est très limitée. Il existe une association provinciale (SECA) qui offre ce type de formation mais rien n'est disponible en français. L'Association des parents fransaskois offre une demi-journée de formation par année aux intervenants lors de son symposium annuel, mais cela demeure nettement insuffisant.</p>	<p>Les enjeux actuels qui existent pour les familles francophones au Manitoba et dans le domaine de la petite enfance sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Difficulté à se sécuriser un espace en service de garde éducatif - il y a au-delà de 530 enfants de 0 à 5 ans sur les listes d'attente pour un espace francophone;</li> <li>* Processus long et difficile au Manitoba pour démarrer des nouveaux centres d'apprentissage et de soins;</li> <li>* Aucun service de garde éducatif pour les parents qui travaillent en soirée et en fin de semaine;</li> <li>* Aucun service de garde éducatif halte et/ou temporaire pour les nouveaux arrivants francophones qui veulent prendre des cours d'anglais ou autres;</li> <li>* Plusieurs régions de la ville de Winnipeg et de la province du Manitoba ne sont pas servies malgré le fait que des familles francophones y sont installées;</li> <li>* Difficulté à recruter des parents pour combler des postes au sein du conseil d'administration des centres d'apprentissage et de soins;</li> <li>* Nombre grandissant de familles exogames, ce qui occasionne des besoins additionnels en francisation;</li> <li>* Manque d'appui et de programmation francophone pour les familles dans certaines régions;</li> <li>* Formation de « niveau 3 » est inexistante en français. Le niveau 3 est obligatoire pour une directrice de centre d'apprentissage et de soins;</li> <li>* Difficulté à recruter et retenir du personnel qualifié;</li> <li>* Manque de valorisation des carrières en petite enfance.</li> </ul>

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
--	--	--	---	---

## Problématiques prioritaires

Environnement / installation physique	Enjeux	Coûts élevés de location d'espaces dans plusieurs régions de la C.-B. Pénurie d'espaces dans les grands centres urbains.	Locaux et espaces partagés ou loués à une école.	Bâtiments ne sont pas adaptés aux besoins grandissants et changeants de la petite enfance en Saskatchewan. Des installations manquantes.	La majorité des centres d'apprentissage sont localisés à l'intérieur des écoles. Il est difficile d'agrandir ces espaces lorsque la demande est grandissante. Le coût des loyers, à l'extérieur des écoles, est très élevé et il est difficilement rentable d'ouvrir un centre avec ces restrictions budgétaires.
	Atouts internes	Certaines écoles sont prêtes à utiliser une partie de leur espace pour créer un centre de garde.	Environnement sécuritaire; Compréhension du locataire de la situation des minorités francophones; Accès à des grands espaces de jeu extérieur.	Structures existantes avec un personnel et des enfants et tout le système de support; Engagement de la communauté et de partenaires à trouver des solutions.	L'USB envisagerait allouer des locaux à l'établissement d'une garderie; La FPM envisage l'établissement d'une garderie à Transcona sous réserve d'octrois de la province et d'un plan d'affaires porteur.
	Atouts externes	La province, les municipalités envisagent de s'impliquer davantage dans la création de nouveaux services de garde.	Collaboration avec les Conseils scolaires dans le recrutement d'élèves; Identification précoce des besoins en francisation.	Appui des autorités provinciales, fédérales et communautaires.	
	Stratégies	Renforcement des capacités en tant que communauté francophone pour aller chercher les fonds disponibles.	Établissement de baux à long terme avec les Conseils scolaires; Partenariat dans la recherche de fonds pour la création d'espaces scolaires.	Assurer avec le financement du gouvernement fédéral le développement de nouvelles places de garderie dans les communautés francophones de la Saskatchewan.  Appuyer les initiatives en infrastructure pour favoriser un développement et permettre aux francophones d'atteindre ainsi un ratio de 29,2 % en termes de services de garde et se rapprocher davantage de la moyenne canadienne.	Inciter les employeurs francophones/francophiles à investir dans des espaces pour offrir un service de garde pour leurs employés; Inciter des employeurs (publics ou privés) à convertir leurs locaux non utilisés en garderie; Inciter les développeurs à planifier leurs projets de construction en considérant la création de garderies à coûts abordables.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<b>Ressources humaines</b>	Enjeux	Pénurie d'éducatrices et d'éducateurs dans le secteur de la petite enfance et difficulté à recruter du personnel qualifié. Enjeu majeur au niveau de la formation en français des éducateurs et des éducatrices. Le réseau repose quasi exclusivement sur le travail de parents bénévoles qui sont néophytes dans ce domaine.	Nombre limité d'individus pouvant occuper les postes disponibles; Réglementation exige un certain niveau de compétence dont peu dispose.	Manque de ressources humaines qualifiées. Disponibilité des formations continues.	Malgré le fait que l'USB offre le programme d'Éducation à la jeune enfance, il y a toujours un manque de personnel francophone qualifié. Il est surtout difficile de recruter du personnel dans les régions à l'extérieur de Winnipeg. Plus on s'éloigne de la ville, plus il est difficile de recruter du personnel. Auparant l'USB offrait la formation de EJE III nécessaire pour assurer la direction d'un centre mais à l'heure actuelle, ce programme n'est plus disponible dû à un manque de financement. La relève des directions sera plus difficile dans les années à venir.
	Atouts internes	Le Collège Educacentre offre un programme de formation d'éducateurs et d'éducatrices dans le domaine de la petite enfance.	Possibilités d'avancement fréquentes; Stabilité d'emploi.	Structures existantes et personnel dévoué; Expertise présente dans la communauté.	L'USB offre la formation EJE II et a offert dans le passé la formation EJE III en français.
	Atouts externes	Les éducateurs et les éducatrices francophones des autres provinces du Canada peuvent être tentés de vouloir venir travailler en C.-B.	Possibilité de gagner rapidement de l'expérience.	Appui des autorités provinciales, fédérales et communautaires.	
	Stratégies	Mettre en place des stratégies efficaces en matière de recrutement du personnel. Améliorer les conditions de travail, les salaires et les avantages sociaux afin d'attirer et de retenir le personnel.	Développement de stratégies de rétention auprès du personnel.	Appuyer les initiatives des services de garde francophones de la Saskatchewan dans la mise en œuvre d'une vaste campagne de recrutement de ressources humaines formées et qualifiées pour offrir des services de garde en situation minoritaire.	Recruter au niveau national et/ou international (équivalence des diplômes); Offrir une formation EJE III au Manitoba (en français) ou développer une formation à travers le Canada, soit à distance ou autres.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<b>Gestion administrative et financière</b>	Enjeux	Le personnel des centres de garde est peu formé pour s'acquitter des tâches liées à la gestion administrative et financière des centres.	Besoin de planification stratégique à long terme.	Développement et disponibilité des formations continues pertinentes. Existence d'un service administratif partagé dans la communauté.	Les directions ont souvent besoin de l'appui et de formation additionnelle en administration et gestion des ressources humaines. Ils sont souvent seuls à gérer leur centre.
	Atouts internes	La SDECB dispose d'une plateforme d'entrepreneurs spécialisés dans la gestion administrative et financière, ainsi que dans le développement d'outils spécialisés.	Personnel peut participer à la mise en place de plans de développement.	Expertise présente au sein des partenaires dans la communauté.	Le CDEM et la FPM offrent des services pour encadrer les entrepreneurs et notamment des ateliers de formation qui ont trait au domaine de gestion administrative et financière.
	Atouts externes	Des partenariats peuvent être développés avec les écoles, les centres communautaires, les universités de la province.	Beaucoup d'opportunités de croissance.	Appui des autorités provinciales, fédérales et communautaires.	Soutien du réseau RDÉE pour accéder à des modèles et des outils existants.
	Stratégies	Mise en place de formations et d'outils adaptés aux besoins du personnel des centres de gardes.	Spécialisation des tâches administratives auprès de personnel qualifié.	Développer des outils et des kits de formations adaptées à l'environnement et facilement livrables. Mettre en place un service de gestion administrative.	Offrir plus de formations sur la gestion; Centraliser plusieurs de ces services pour économiser des fonds et/ou gagner du temps; Investir dans un programme informatique particulièrement lorsqu'il s'agit de la gestion des paiements des parents et les inscriptions.
<b>Appartenance</b>	Enjeux			Communautaire	
	Atouts internes			Communauté	Le mandat des 3 organismes partenaires est dévoué à l'essor de la francophonie.
	Atouts externes			Communauté	Nouvelle loi provinciale adoptée en 2017 sur l'épanouissement de la francophonie. Communauté francophone forte avec de nombreux partenaires potentiels dont la DSFM.
	Stratégies		Développer un argumentaire présentant les avantages des garderies francophones.	Consultation par sondages.	

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Francophone : langue et culture	Enjeux	L'assimilation des jeunes francophones de la C.-B.	Employés et usagers considèrent la garderie francophone comme une option parmi les autres services anglophones; Le phénomène des garderies «bilingues» est un défi pour les garderies francophones.	L'assimilation chez les jeunes francophones en Saskatchewan est préoccupante.	Nombre grandissant de jeunes qui ont besoin de l'appui en francisation. Les éducateurs ont le double mandat de non seulement travailler comme éducateurs, mais ils sont également des passeurs culturels. Ils contribuent à la construction identitaire francophone des jeunes dans les centres d'apprentissage.
	Atouts internes	Dévouement et niveau d'implication assez élevé des parents francophones des centres de garde.	L'acquisition du français en jeune âge est plus facile pour l'enfant; dans une garderie bilingue, l'anglais prend souvent une place prédominante, surtout en situation où la communauté avoisinante est de majorité anglophone.	Engagement ferme des CLOSM à lutter pour survivre.	
	Atouts externes	De nombreuses activités organisées en français dans la province.	Conservation de la culture francophone et de la langue française dans toute sa diversité.	Appui des autorités provinciales, fédérales et communautaires.	
	Stratégies	Mettre en place des programmes, des activités visant à inciter les jeunes francophones à apprendre et s'épanouir dans un environnement francophone. Insérer dans certaines activités des mécanismes/ mesures de récompense afin d'augmenter leurs intérêts et leur contribution à l'utilisation de la langue française dans la province.	Création d'événements rassembleurs pour les parents utilisateurs de services de garde francophones.	Mise en place d'un programme de consultation annuel auprès de l'ensemble des parents francophones et des ayants droit afin d'évaluer leurs besoins en matière de garderies.	Avoir un poste d'agent en francisation pour accompagner les éducateurs et les parents.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
Technologie	Enjeux	Les systèmes de démarrage et de gestion des centres de garde de la C.-B. ne sont pas automatisés.		S'arrimer aux dernières technologies existantes pour améliorer les services et répondre aux besoins changeants.	Manque de systèmes informatiques consolidés pour de nombreux centres et garderies familiales. Il y a un manque d'efficacité qui est onéreux. La petite taille des structures existantes explique leur difficulté à investir dans des systèmes informatisés d'où l'importance de coopérer et mutualiser les dépenses en centralisant certains services.
	Atouts internes	La communauté francophone dispose d'une banque importante d'experts francophones en technologie dans la province.		Expertise disponible jusqu'à un certain niveau.	
	Atouts externes	La C.-B. fait partie des provinces les plus avancées dans le domaine de la technologie.		Appui des autorités provinciales, fédérales et communautaires.	Soutien du réseau RDÉE qui a développé des outils dans ce domaine; Entreprises/experts francophones dans le développement de systèmes informatiques intégrés.
	Stratégies	Développer et mettre à la disposition des responsables des centres de garde, un calculateur qui les aidera à fixer le tarif des places ainsi que la détermination des salaires du personnel des services de garde.		Développer l'expertise technique locale et engager tous les partenaires à saisir le virage technologique.	Centraliser et informatiser certains services; Explorer les modèles existants pour adopter celui qui conviendra le mieux.
Autres	Enjeux	Financement : L'appui au financement du secteur de la petite enfance est souvent limité.	Les garderies francophones doivent démontrer les mêmes aptitudes à offrir un programme de qualité que les services anglophones.		
	Atouts internes	Les parents francophones ont toujours été favorables à contribuer aux frais de garde de leurs enfants.	Les services sont au courant des besoins et des avantages des services francophones pour les enfants francophones.		
	Atouts externes	Prochain protocole d'entente du ministère du Patrimoine canadien en matière d'un financement accru du gouvernement fédéral. Solliciter la province, les municipalités, le privé et des individus.	Les garderies francophones sont reconnues comme leader dans la provision de services de petite enfance.		
	Stratégies	Développer la capacité communautaire dans la mise en œuvre de la stratégie de diversification de fonds.	Spécialisation dans la connaissance des règles de licence et d'accréditation des services de garde.		

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<b>Autres</b>	Enjeux	Promotion et visibilité : Le niveau de visibilité et d'utilisation des services de gardes francophones.	Difficulté de connaître l'étendue du nombre de garderies en milieu familial (notamment les garderies privées).		
	Atouts internes	Utilisation des moyens de communication internes pour faire la promotion des services de garde.			
	Atouts externes	Implication des écoles, des associations francophones, des associations de parents dans la promotion et la visibilité des services de garde.			
	Stratégies	Développer et mettre en œuvre une campagne de communication / marketing visant à promouvoir les nouveaux services à la petite enfance avec des outils de communication adaptés.	Mener une campagne pour recenser le nombre de garderies francophones en milieu familial en Alberta.		
<b>Vision globale du plan</b>		D'ici 2023, les capacités entrepreneuriales et en gestion du personnel des centres de garde seront renforcées, contribuant ainsi à une meilleure gestion et rentabilité de ces centres, qui accueilleront un nombre maximal d'enfants francophones contribuant ainsi à la vitalité économique de notre communauté.	De répondre au manque d'accessibilité à une garderie francophone par un nombre croissant de parents en : - appuyant les entrepreneurs dans les différentes étapes dans le processus d'ouverture de nouvelles garderies (CDÉA); - favorisant l'ouverture de sites accrédités et assurer une gestion efficace de ces sites (FPFA); - augmentant le nombre d'éducateurs(trices) formés en province (CCA).	Accompagner et outiller les intervenants du secteur de la petite enfance de la Saskatchewan afin qu'ils saisissent les opportunités entrepreneuriales pour améliorer les services et augmenter le nombre de places en français disponibles dans la province.	Par l'entremise de partenariats, de stratégies entrepreneuriales et communautaires ainsi que du soutien des différents niveaux de gouvernement et des collectivités, le comité régional atteint son but ultime : les francophones du Manitoba ont accès, en temps opportun, à des services de garde de qualité en petite enfance; services qui sont viables et durables du point de vue économique et social.

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<p align="center"><b>Objectifs stratégiques identifiés</b></p>	<p>Résoudre les enjeux stratégiques liés aux infrastructures, aux ressources humaines, au financement, à la promotion et à la visibilité des services de garde francophones; Créer un calculateur servant à fixer le tarif des places et le salaire du personnel; Offrir des outils et des formations adaptées aux besoins du personnel; Offrir des activités et des services de qualité dans les centres de garde.</p>	<p><b>REPRÉSENTATION :</b>          Explorer la possibilité de mettre en place une table des présidences provinciales des comités de parents de services de garde; Entamer une réflexion sur le concept de « centres d'apprentissage » à la petite enfance inspirée du développement actuel de services combinés « garderies-prématernelles »;          Continuer à sensibiliser le gouvernement provincial concernant l'importance d'avoir plus de services en français de la part du Ministère de Children's Services en appui aux garderies dans le cadre de la Politique en matière de francophonie;          Faire reconnaître la FPFA comme agence pour les garderies en français en milieu familial;          Les pistes de solution pour répondre aux besoins des espaces de projets de garderies en lien avec les infrastructures scolaires sont discutées entre la FPFA et les conseils scolaires francophones;          Poursuivre le démarchage auprès du gouvernement provincial afin que plus de garderies francophones aient accès aux fonds à 25\$/jour;          Explorer de nouvelles sources de financement pour assurer le développement professionnel des intervenants à la petite enfance francophone.</p> <p><b>SERVICES :</b>          Explorer de nouveaux partenariats pour générer la création de nouvelles places en garderies francophones;          Développer un plan de démarrage, de croissance et d'accessibilité (abordabilité et proximité géographique) des garderies institutionnelles et familiales;          Des garderies institutionnelles et familiales sont ouvertes aux endroits qui rassemblent les conditions essentielles à la viabilité et la stabilité financière à long terme du service;</p>	<p>Un plan d'affaires bien structuré financé par la CNPF et l'APF existe à cet effet et les objectifs stratégiques sont bien identifiés et chiffrés.</p>	<p>Créer un environnement favorable au développement de structures de garde d'enfants par l'entremise d'alliances et de partenariats.          Accompagner les initiatives entrepreneuriales et les projets d'expansion. Le développement stratégique d'un réseau pour la création de nouveaux espaces et le développement d'outils pour les garderies francophones en milieu familial.          Établir une structure collaborative à participation volontaire afin de renforcer le secteur de la jeune enfance francophone et d'augmenter le nombre de places de qualité.          Valoriser le secteur de la petite enfance et bâtir des environnements de travail sains, un réseau de personnel qualifié et un accès abordable pour tous les parents.</p>



	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<p align="center"><b>Objectifs stratégiques identifiés</b></p>		<p>Créer un répertoire exhaustif permettant de faire la promotion de tous les services de garde en français en Alberta;</p> <p>Assurer une présence régionale pour maximiser le plein rayonnement des services de garde en français en Alberta;</p> <p>Poursuivre le travail visant à développer une politique d'admissibilité en garderie francophone;</p> <p>Procéder à l'évaluation des services administratifs pour s'assurer de répondre efficacement aux besoins et à la satisfaction des parents en regard des services évalués;</p> <p>Développer un plan de formation pour les éducatrices et pour les directions (leadership pédagogique et culturel) pour assurer la compréhension et l'intégration pratique du cadre pédagogique des prématernelles tout en abordant la notion d'identité francophone;</p> <p>Assurer une formation annuelle du personnel des garderies à l'occasion du Colloque annuel de la FPFA;</p> <p>Intégrer aux ententes des membres du réseau des garderies un volet d'ateliers de conversation avec les parents;</p> <p>Accroître la valorisation des parents-bénévoles et des intervenants de la petite enfance francophone par la promotion des prix d'excellences annuels;</p> <p>Renouveler le financement réseau Centre d'appui parental (CAP), bonifier le réseau par l'ajout de nouveaux membres et s'assurer que les associations membres de la FPFA soient accompagnées au niveau du volet parental par le biais de collaboration avec les membres du réseau CAP;</p> <p>Bonifier les trousseaux de la FPFA et créer des outils novateurs pour accompagner les nouveaux parents par l'entremise du projet RONPE;</p> <p>Augmenter le nombre de personnes formées en éducation à la petite enfance;</p> <p>Valoriser la profession d'éducateur en petite enfance.</p>		

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
--	--	--	---	---

## Objectifs chiffrés

<b>Actuel</b> 31 déc. 2018	Nbre places permises	455	637	347	1543
	Nbre enfants inscrits	360	600	297	1538
	Nbre places vacantes	N/A	37	115	5
<b>ANNÉE 1</b> Avril 2019 – mars 2020	Nbre places permises	495	700	382	1572
	Nbre enfants inscrits	410	650	342	1572
	Nbre places vacantes	N/A	50	85	0
<b>ANNÉE 2</b> Avril 2020 – mars 2021	Nbre places permises	535	775	417	1738
	Nbre enfants inscrits	460	725	380	1738
	Nbre places vacantes	N/A	50	65	0
<b>ANNÉE 3</b> Avril 2021 – mars 2022	Nbre places permises	575	850	445	1828
	Nbre enfants inscrits	510	800	410	1828
	Nbre places vacantes	N/A	50	50	0
<b>ANNÉE 4</b> Avril 2022 – mars 2023	Nbre places permises	615	900	500	1880
	Nbre enfants inscrits	560	850	440	1880
	Nbre places vacantes	N/A	50	30	0

Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE

Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA

Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA

Actions identifiées/mise en œuvre

ANNÉE 1  
Avril 2019 – mars 2020

Actions

Embaucher l'équipe du département du service de garde;  
Déterminer les objectifs, les stratégies et les coûts opérationnels.

La FPFA développe le mandat et objectifs d'un regroupement des présidences des services de garde.  
JALON : Janvier 2019 à Mars 2020;  
Inclure cette réflexion dans l'étude d'infrastructure sur la petite enfance (projet avec le Secrétariat francophone).  
JALON : Printemps 2019;  
Poursuivre les discussions avec le Ministère des Services pour enfants pour que la FPFA obtienne le statut d'agence.  
JALON : Janvier 2019 à mars 2021;  
Continuer le dialogue avec les administrateurs des Services pour enfants afin que la FPFA soit reconnue comme agence.  
JALON : Janvier 2019 à mars 2023;  
Mener une étude sur l'infrastructure des écoles francophones pour assurer que les plans des conseils scolaires incluent des espaces pour la petite enfance.  
JALON : Janvier 2019 à mars 2023;  
Une évaluation des frais est réalisée et des recommandations sont présentées afin de réduire les frais de garde des sites qui ne sont pas subventionnés.  
JALON : Janvier 2019 à mars 2023;  
Entamer des discussions avec le Centre collégial de l'Alberta et la FCSFA à voir aux possibilités de financement pour les intervenants à la petite enfance.  
JALON : Janvier 2019 à mars 2023;  
Un comité consultatif est mis en place (FPFA-CDEA-Centre collégial) pour la mise en commun des besoins et partage de ressources qui permettra de mener des consultations et la création de nouvelles places partout en province;  
Le guide de démarrage développé est mis à jour et est fourni aux personnes qui en font la demande bénéficiant aussi d'un suivi individualisé.  
JALON : Janvier 2019 à mars 2023;

Actualiser les données du plan d'affaires.  
Scanner l'environnement.  
Liste d'attente centralisée et régionalisée :  
Développement  
Opérationnalisation

Embauche d'un gestionnaire de la stratégie communautaire (GSC) à plein temps sur 4 ans ayant une grande expérience dans le domaine de la petite enfance – FPM;  
Embauche d'un consultant spécialisé en développement de programme entrepreneurial (DPE), mission de 2 ans – CDEM;  
Embauche d'un expert de contenu en éducation de la jeune enfance (CEJE) – USB;  
Élaboration des prochaines étapes du plan entrepreneurial et rédaction des rapports annuels aux bailleurs de fonds – GSC;  
Élaboration des prochaines étapes du plan entrepreneurial et rédaction des rapports annuels aux bailleurs de fonds – GSC;  
Élaboration d'une liste précise des centres en milieu familial francophone au Manitoba – GSC et DPE;  
Organiser une première rencontre des centres en milieu familial pour présenter la stratégie, évaluer les besoins et vanter les mérites de travailler en réseau;  
Identifier les personnes intéressées à s'impliquer dans ce réseau.  
Consultation continue pour identifier les besoins – déplacements au rural à prévoir;  
Facilitation et élaboration de 2 à 3 plans stratégiques par an pour les centres d'apprentissage et de soins en priorité – CDEM;  
Développement d'un parcours entrepreneurial – DPE.

ANNÉE 1  
Avril 2019 –  
mars 2020

Actions

	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
		<p>Les différents modèles de garderie (institutionnelle, économie sociale, coopérative, milieu familial ou entreprises à but lucratif) sont explorés et développés selon la région desservie. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Les outils et des stratégies de promotion de l'impact d'utilisation des services de gardes en français sont développés. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Des centres de gestion de services sont créés en province afin de répondre à la demande croissante. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Voir au développement d'une politique en ligne avec les politiques d'admissibilité des conseils scolaires francophones. Présenter la politique à la FCSFA et à ses membres pour leurs rétroactions. JALON : Janvier 2019 à mars 2021;</p> <p>Effectuer, annuellement, un sondage auprès des utilisateurs pour mesurer le niveau de satisfaction et recueillir de la rétroaction pour améliorer les services. JALON : Janvier 2019 à mars 2021;</p> <p>Les besoins en formation des éducatrices sont répertoriés, ce qui permet d'entamer une discussion avec la FCSFA ou les conseils scolaires individuellement ainsi que le Centre collégial de l'Alberta afin de connaître leurs plans pour répondre aux besoins. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Grâce à l'appui des partenaires (conseils scolaires francophones notamment) une formation qui répond aux besoins des éducateurs en petite enfance est offerte chaque année. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p>		<p>Accompagnement aux projets d'expansion de Lorette – GSC et CDEM;</p> <p>Une rencontre en personne des centres de petite enfance (représentants des directions et des conseils d'administration) - GSC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des besoins/défis tangibles et communs</li> <li>• Identification de projets d'harmonisation des pratiques</li> </ul> <p>Consultation continue pour identifier les besoins, faire le suivi des projets d'harmonisation – déplacements au rural à prévoir;</p> <p>Une rencontre avec le Conseil des directions – GSC;</p> <p>Une rencontre communautaire pour déterminer les besoins en formation et les contraintes à l'accessibilité;</p> <p>Développer des stratégies pour favoriser l'accessibilité de la formation EJE, offrir des programmes qui répondent aux besoins (ASE, EJE II et EJE III) et augmenter le nombre d'étudiants dans ce programme;</p> <p>Adaptation du programme de formation de 40 heures livré par l'USB pour des groupes ciblés;</p> <p>Adaptation du programme de formation de 40 heures livré par l'USB pour des groupes ciblés.</p>



		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 1 Avril 2019 – mars 2020	Actions		<p>Le Centre collégial de l'Alberta offre des cours permettant à l'éducateur de poursuivre son développement professionnel;</p> <p>Inclure une clause dans toute nouvelle entente ou modifier les ententes existantes qui exigent la tenue d'ateliers ou de conversations avec les parents de la société membre du réseau des garderies. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>De nombreux parents et intervenants sont reconnus annuellement pour leur contribution dans le domaine de la petite enfance grâce à la refonte de la politique de reconnaissance. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Participer à l'évaluation menée par le Ministère des Services pour enfants et œuvrer à renouveler l'entente pour la gestion du Réseau CAP; entente qui demanderait notamment aux sociétés membres du réseau des garderies d'organiser un certain nombre d'ateliers destinés aux parents. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Le développement du projet RONPE qui vise à la mise-en-œuvre d'une trousse d'accueil électronique pour soutenir les nouveaux parents est effectué. JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Publiciser le programme de formation en éducation à la petite enfance du Centre collégial de l'Alberta JALON : Janvier 2019 à Mars 2023;</p> <p>Accès à des bourses de formation pour les étudiants JALON : Janvier 2019 à mars 2023;</p> <p>Instaurer des systèmes de reconnaissance locale et provinciale du métier d'éducateur en petite enfance JALON : Janvier 2019 à mars 2023.</p>		



	Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<p><b>ANNÉE 1</b> Avril 2019 – Résultats mars 2020</p>	<p>La PFCB et la SDECB auront bâti une équipe efficace capable de créer de nouvelles places et auront agrandi les centres de gardes francophones.</p>	<p>Une table des présidences des services de garde francophones en Alberta est créée;</p> <p>Le concept de « centres d'apprentissage » à la petite enfance est inclus dans le rapport final de l'étude infrastructure;</p> <p>La FPFA obtient le statut d'agence par le gouvernement de l'Alberta;</p> <p>Les garderies francophones en milieu familial ont accès à une agence qui permet de bien desservir leurs besoins;</p> <p>Les quatre conseils scolaires francophones reconnaissent l'importance d'inclure des espaces pour la petite enfance;</p> <p>Les parents fréquentant des garderies francophones ont tous accès au programme de financement de 25\$/jour;</p> <p>Les intervenants ont accès à une formation de qualité à prix abordable;</p> <p><u>Résultats prévus</u> Ce travail collaboratif contribuera à ouvrir des nouveaux espaces dans les garderies et les services à la petite enfance aux entrepreneurs de la francophonie albertaine, améliorant ainsi la disponibilité des services de garde en petite enfance. L'objectif étant qu'au 31 mars 2023, le nombre de places en garderie soit passé de 637 à 1 000;</p> <p>Les entrepreneurs désireux de lancer un service de garde ont accès à un guide renouvelé favorisant la viabilité à long terme de leur entreprise, tout en répondant aux besoins spécifiques des parents francophones;</p>	<p>Meilleure connaissance de la situation en Saskatchewan.</p>	<p>Coordination des actions issues du plan de développement entrepreneurial;</p> <p>Formation et animation des réseaux identifiés : comité régional, réseau des centres d'apprentissage et de soins, réseau des centres de garde en milieu familial et le réseau des partenaires communautaires;</p> <p>Organisation de rencontres en personne des réseaux pour faire avancer la stratégie et pour l'élaboration de la structure collaborative;</p> <p>Mise en œuvre de la stratégie et réalisation de tâches identifiées par le comité régional;</p> <p>Développement d'un programme pour les garderies familiales;</p> <p>Mise à jour d'un programme de formation d'initiation (40 heures) destinée aux nouveaux arrivants et aux habitants des régions rurales;</p> <p>Lancement du projet, mise en place des réseaux;</p> <p>Rapports annuels en fin d'exercice;</p> <p>Développement et suivi sur la stratégie communautaire en petite enfance;</p> <p>Structure de représentation des centres en milieu familial;</p> <p>Organiser et renforcer les capacités du secteur;</p> <p>Développement d'un parcours de création de garderies familiales (identification de programmes / financements / formations) prenant en compte les besoins identifiés par le réseau des centres en milieu familial;</p> <p>Création d'espaces durables (total de 29 pour l'année 1);</p> <p>Création de 7 emplois pour l'année 1;</p> <p>Collecte d'information en vue d'une étude de faisabilité;</p> <p>Assurer une pleine participation et une bonne identification des défis;</p>



		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 1 Avril 2019 – mars 2020	Résultats		<p>Les parents francophones de partout en province ont accès à une garderie francophone de qualité et adaptée à leurs besoins;</p> <p>Une vaste campagne de promotion continue est mise de l'avant permettant aux parents francophones de connaître et localiser les services de garde;</p> <p>Un centre de gestion est d'abord ouvert à Calgary et ensuite dans le Nord de la province favorisant l'ouverture de nouveaux services de garde;</p> <p>Les parents francophones de l'Alberta ont accès à une politique d'admissibilité pour leur garderie francophone;</p> <p>Les parents ont accès à des services administratifs de qualité;</p> <p>Le personnel des garderies ont accès à un éventail de formation qui leur permet de pouvoir s'enrichir professionnellement;</p> <p>Les éducateurs ont l'occasion de se réseauter entre eux et bénéficient d'un perfectionnement professionnel de qualité;</p> <p>Les parents sont davantage sensibilisés sur leur rôle en tant que premier éducateur de leurs enfants;</p> <p>Les prix Manon-Bouthillier, de la CNPF et de l'éducatrice de l'année sont prisés;</p> <p>Les services offerts par l'Institut Guy-Lacombe de la famille (GLF) et le Centre d'appui parental du Sud de l'Alberta sont utilisés par les parents francophones;</p> <p>Les nouveaux parents ont accès à des outils de sensibilisation à leur rôle de premier éducateur;</p> <p>Des éducateurs certifiés sont formés et embauchés par les services de garde;</p> <p>L'expérience moyenne des éducateurs en petite enfance dans les services de garde francophones est de 5 ans.</p>		<p>Un plan d'action pour augmenter le nombre d'étudiants dans les programmes;</p> <p>Deux formations d'initiation en petite enfance offertes en mode hybride auprès de groupes ciblés;</p> <p>Augmenter le nombre d'étudiants en EJE dans les programmes francophones.</p>



		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Actions	Rédiger le processus d'exploitation des centres de garde; Activer les services-conseils aux membres.	Voir ci-dessus	Regroupement petite enfance : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement</li> <li>• Opérationnalisation</li> </ul> Sondage annualisé des besoins en garderie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement</li> <li>• Opérationnalisation</li> </ul>	Embauche d'un consultant spécialisé en création d'entreprise si possible avec une expérience en petite enfance (CCE) – FPM; Élaboration des prochaines étapes du plan entrepreneurial – GSC; Trois rencontres du comité régional de la petite enfance – GSC; Une rencontre en personne du réseau de centres en milieu familial; Facilitation et élaboration de 2 à 3 plans stratégiques par année pour les centres d'apprentissage et de soins en priorité – CDEM; Développement d'un parcours entrepreneurial – DPE Finalisation du parcours. Accompagnement autour du parcours entrepreneurial – DPE; Élaborer une stratégie d'identification d'entrepreneurs potentiels pour la création de centres en milieu familial : liste des parents francophones, participants à la formation de 40h, etc. ; Développer et faciliter un atelier de création de garderies familiales axé sur le parcours entrepreneurial. Cet atelier invitera les participants à suivre la formation de 40 heures offerte à l'USB; Formation complémentaire de 5 agents d'appui aux entreprises et de développement économique et communautaire afin qu'ils offrent l'atelier en année 3 et 4. Agents de la SFM et du CDEM – 3 d'entre eux sont stationnés au rural; Développer les outils nécessaires pour la formation; Étude de cas pratique d'entreprises qui ont créé des garderies dans leur bâtiment (ex. Qualico)- DPE;



		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Actions				<p>Accompagnement aux projets d'expansion Notre Dame de Lourdes, La Broquerie, Saint Georges, Saint Norbert et Saint Boniface – GSC et CDEM;</p> <p>Une rencontre en personne des centres de petite enfance (représentants des directions et des conseils d'administration) – GSC et CCE;</p> <p>Suivi sur les projets d'harmonisation des pratiques;</p> <p>Présentation d'un modèle manitobain répondant aux besoins identifiés;</p> <p>Développement d'une étude de faisabilité - CCE;</p> <p>Consultation continue – déplacements au rural à prévoir;</p> <p>Deux rencontres avec le Conseil des directions – GSC;</p> <p>Développer une formation en lien avec le parcours entrepreneurial de création de centres en milieu familial axés sur la programmation et l'éveil de l'enfant – CEJE;</p> <p>Formation des enseignants de l'USB à livrer la formation;</p> <p>Selon les résultats de la rencontre communautaire de l'année 1 sur la formation, l'USB propose une formule pour offrir aux EJE la possibilité d'obtenir une formation en Administration des affaires qui donnerait des notions de base en comptabilité, en RH et en lancement d'entreprise – CEJE;</p> <p>Livraison de deux formations d'initiation en petite enfance par année offertes en mode hybride auprès de groupes ciblés (en plus des quatre offertes traditionnellement et selon les bourses disponibles).</p>



		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Résultats	Les centres existants et les nouveaux centres auront reçu davantage d'appuis spécialisés.	Voir ci-dessus	Meilleure organisation du secteur; Création ou renforcement des structures privées et communautaires existantes.	Développement d'un modèle de collaboration pour les centres de petite enfance; Recherche de partenaires financiers à la table Sensibilisation des élus Rapports annuels en fin d'exercice; Développement et suivi sur la stratégie communautaire en petite enfance; Organiser et renforcer les capacités du secteur; Création et distribution d'un dépliant de promotion des centres en milieu familial; Un atelier de formation en création de centres en milieu familial répliquable, et offert au moins deux fois par année (urbain/rural); Réseau d'agents sensibilisés au démarrage de garderies familiales, aptes à fournir l'atelier et à accompagner les entrepreneurs tout au long du parcours; Argumentaire pour convaincre les entreprises à considérer offrir un service de garderie; Création d'espaces durables (Total de 166 pour l'année 2) Création de 33 emplois pour l'année 2; Définition d'un modèle de structure de collaboration manitobain; Étude de faisabilité; Assurer une pleine participation et une bonne identification des défis; Création d'une formation adaptée aux besoins identifiés; Formation des formateurs; Formation complémentaire; Augmentation du nombre de professionnels en petite enfance et d'étudiants potentiels au programme EJE II.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
<p>ANNÉE 3 Avril 2021 – mars 2022</p>	<p>Actions</p>	<p>Former et outiller le personnel des centres de garde; Sensibiliser le personnel des centres de garde à une culture d'optimisation continue.</p>	<p>Voir ci-dessus</p>	<p>Meilleure organisation du secteur; Création ou renforcement des structures privées et communautaires existantes.</p>	<p>Élaboration des prochaines étapes du plan entrepreneurial – GSC; Trois rencontres du comité régional de la petite enfance – GSC; Une rencontre en personne du réseau de centres en milieu familial; Facilitation et élaboration de plans stratégiques si nécessaire et d'un modèle de plan de commandite – CDEM; Quatre ateliers de sensibilisation et de création de centres en milieu familial; Suivi et accompagnement des participants de l'atelier tout au long de la création de la garderie – Réseau CDEM/SFM; Développer une liste d'entreprises potentiellement intéressées à intégrer/supporter une garderie dans leurs locaux; Entreprendre des rencontres initiales pour évaluer l'intérêt; Accompagnement aux projets de création de centres en milieu familial et d'expansion à Saint Boniface; Une rencontre en personne des centres de petite enfance (représentants des directions et des conseils d'administration) – GSC et CCE;  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi sur les projets d'harmonisation des pratiques;</li> <li>• Présentation et adoption de l'étude de faisabilité;</li> </ul>           Développement d'un plan d'affaires - CCE;            Consultation continue – déplacements au rural à prévoir;            Deux rencontres avec le Conseil des directions – GSC;            Étudier des modèles pour créer un environnement de travail sain, un réseau de personnel qualifié.</p>



		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 3 Avril 2021 – mars 2022	Résultats	Les centres de garde francophones auront renforcé leurs capacités entrepreneuriales et de gestion.	Voir ci-dessus	Les éducatrices mieux formées et outillées; Meilleure gestion des listes d'attente; Augmentation des places.	Table de revendications Rapports annuels; Développement et suivi sur la stratégie communautaire en petite enfance; Organiser et renforcer les capacités du secteur; Création de deux centres en milieu familial; Étude d'intérêt des entreprises à accueillir une garderie; Création d'espaces durables (Total de 90 pour l'année 3); Création de 26 emplois pour l'année 3; Plan d'affaires; Suivi de la stratégie; Qualité de vie pour tous les intervenants.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 4 Avril 2022 – mars 2023	Actions	Imprégner un saut de qualité francophone aux centres de garde.	Voir ci-dessus	Réaménagement des CAFE; Développement; Centre de la famille; Développement; Infrastructure.	Élaboration des prochaines étapes du plan entrepreneurial – GSC; Trois rencontres du comité régional de la petite enfance – GSC; Une rencontre en personne du réseau de centres en milieu familial; Facilitation et élaboration de plans stratégiques si nécessaire et d'un modèle de plan de commandites – CDEM; Quatre ateliers de sensibilisation et de création de centres en milieu familial; Suivi et accompagnement des participants à l'atelier tout au long de la création de la garderie – Réseau CDEM/SFM; Accompagnement aux projets de création de centres en milieu familial et d'expansion à Winnipeg (Transcona ou Centre-ville); Une rencontre des centres de petite enfance et des membres des conseils d'administration; Deux rencontres avec le Conseil des directions; Incorporer la structure de collaboration – FPM, GSC et CCE; Entreprendre les étapes nécessaires au fonctionnement de la structure : embaucher le personnel nécessaire... (à définir); Développer un plan de transition et des contrats pour chacun des centres de petite enfance; Adapter les concepts de la santé mentale au programme de formation de l'USB.

		Société de développement économique de la C.-B. COLOMBIE-BRITANNIQUE	Conseil de développement économique de l'Alberta ALBERTA	Société de développement économique et coopératif de la Saskatchewan SASKATCHEWAN	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du MANITOBA
ANNÉE 4 Avril 2022 – mars 2023	Résultats	Les centres de garde francophones bénéficieront d'une structure rentable et performante contribuant ainsi à la vitalité économique de la communauté.	Voir ci-dessus	Augmentation des installations et meilleurs services pour les parents et les enfants; Croissance continue du nombre de places disponibles Outils développés, révisés continuellement et utilisés.	Adapter les concepts de la santé mentale au programme de formation de l'USB; Développement et suivi sur la stratégie communautaire en petite enfance; Organiser et renforcer les capacités du secteur; Création de quatre centres en milieu familial; Création d'espaces durables (Total de 52 pour l'année 4) Création de 11 emplois pour l'année 4; Une consultation continue pour assurer le développement d'un modèle durable; Assurer une pleine participation et une bonne identification des défis; Création d'une formation adaptée aux besoins.

### Projections annuelles d'avenir d'ici 2023

Services de garde francophones Précolaires en installation	Nbre de services	25	20	10	23
	Nbre places permises	615	720	150	1746
	Nbre d'enfants	560	690	210	1741
	Nbre RH	115	160	35-40	343
Services de garde francophones en milieu familial accrédités et connus	Nbre de services	N/A	30	10	21
	Nbre places permises	N/A	180	70	134
	Nbre d'enfants	N/A	160	60	105
	Nbre RH	N/A	30	14-18	21
Services de garde scolaires francophones (avant et après école)	Nbre de services	16	30	9	Inclus dans les services de garde francophones en installation
	Nbre places permises	600	750	127	
	Nbre d'enfants	650	600	80	
	Nbre RH	52	60	15-20	

# Plan de développement en petite enfance - EST

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Personne ressource et contact	Julie Oliver joliver@cdene.ns.ca (902) 424-3970	Johanne Lévesque johanne@cenb.com (506) 764-9876 poste 201	Anastasia DesRoches anastasia.desroches@ssta.org (902) 888-1694	Mustapha Fezoui labrador@rdeetnl.ca (709) 944-5169 (709) 896-759
Situation actuelle	<p>Les centres de la petite enfance en français sont situés dans les régions où se trouvent une école du Conseil scolaire acadien provincial (CSAP). La quasi-totalité des locaux préscolaires se trouve dans une école appartenant au CSAP. Par ailleurs, la Province de la Nouvelle-Écosse a mis sur pied son programme gratuit pour les enfants de 4 ans, "Grandir en français" (GF), pour les enfants de 4 ans. Celui-ci est géré par le CSAP. Les services de la petite enfance varient d'une région à l'autre. Notons que dans certaines régions, seul le programme "Grandir en français" existe alors que d'autres régions bénéficient de services de garde agréés à temps plein et à temps partiel. Cette décision de la province a créé de nombreux défis pour les centres de la petite enfance. Les salaires offerts, les avantages sociaux et les conditions de travail du programme gouvernemental sont supérieures à la capacité financière des centres agréés. De plus, ce changement a eu comme effet une perte de revenus, de clientèle, de personnel au profit du nouveau programme. Pour la majorité des centres, leur situation d'isolement, la pénurie d'éducatrices francophones qualifiées ainsi que le manque d'expertise en gestion financière et d'entrepreneuriat fait en sorte que leur avenir est précaire. Également, la complexité des listes d'attente fait en sorte qu'il est difficile pour un service de garde de connaître le vrai nombre d'inscriptions potentielles de son centre. Certaines régions subissent une baisse continue dans les inscriptions aux programmes existants. En conséquence, il faudra revoir la rentabilité des services agréés et les projections à long terme. Il y a possiblement des opportunités d'accroissement de places de garde dans les régions en utilisant le modèle de garde en milieu familial pour combler des lacunes en milieu rural.</p>	<p>Au cours de la dernière décennie, l'augmentation des investissements publics dans les services de garderie éducatifs agréés a été considérable. Entre 2007 et 2015, le nombre de places en service de garderie éducatif agréé est passé de 15 506 à 26 689 au Nouveau-Brunswick. Le nombre de services de garderie éducatifs agréés est passé de 470 à 782 et celui des employés de 2 511 à un nombre estimé de 3 864. En 2008, 30 % du personnel avait suivi des études postsecondaires. Ce pourcentage est passé à 49 % en 2015 dont 41 % de ceux-ci ont une formation reconnue en éducation de la petite enfance. (Source : Nouveau-Brunswick (2016). Valoriser les enfants, les familles et les services de garde éducatifs : Rapport final de la Commission d'étude sur les services de garde du NB, à la page 10.)</p> <p>En 2017, on retrouve au total 829 installations dans la province procurant 27 690 places. Le secteur francophone compte 337 installations fournissant 11 147 places. Quant au secteur anglophone, il compte 492 installations procurant 16 543 places. (Source : Nouveau-Brunswick (2017). Services de garderies : Rapport statistique 2016-2017, à la page 4).</p>	<p>La communauté acadienne et francophone (CAF) de l'ÎPÉ a priorisé la petite enfance depuis trois années, notamment au sein de son Plan de développement global 2017-2027. Des partenaires clés tels que la Commission scolaire de langue française (CSLF) et la Fédération des parents de l'ÎPÉ (FPÎPÉ) ont collaboré afin d'établir l'Association des centres de la petite enfance francophones (ACPEFÎPÉ) de l'Île-du-Prince-Édouard en 2015. Depuis son établissement, l'ACPEFÎPÉ a établi une collaboration étroite entre les six centres de la petite enfance (CPE) francophones et a amorcé la centralisation des permis. L'avenir est prometteur, mais plusieurs défis importants perdurent.</p> <p>Un défi de taille est le recrutement et la rétention d'éducatrice/trices. Les CPE ne peuvent combler les « places » indiquées dans leur permis. En moyenne, ces six CPE sont à moitié remplis, faute de ressource humaine qualifiée.</p> <p>La garde à domicile demeure problématique. On estime que moins de la moitié des enfants de parents ayants droit à l'ÎPÉ sont inscrits dans un CPE francophone. La plupart sont inscrits dans une garderie privée ou sont gardés à la maison. La grande majorité des garderies privées opèrent en anglais. De plus, les six CPE francophones n'ont pas la capacité pour combler les enfants sur la liste d'attente.</p>	<p>La mobilisation des parents a été un record avec plus de 42 participants qui ont fait part des besoins et des défis de leur communauté et de leur région pour les cinq prochaines années. Voici des défis discutés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De nombreuses familles ayants droit ont encore de la difficulté à s'exprimer en français;</li> <li>• Absence de média en français permettant de relayer la langue française et la culture francophone;</li> <li>• Temps d'attente trop long pour les services de garde;</li> <li>• Absence quasi totale d'activités francophones en dehors des centres communautaires et des écoles francophones; la langue n'est pas suffisamment socialisée.</li> <li>• Prise en charge des besoins spéciaux encore difficile;</li> <li>• Plus d'outils et d'encadrement pour les membres des comités de parents;</li> <li>• Rétention du personnel;</li> </ul> <p>La domination culturelle de la langue anglaise impose rapidement la création de nouveaux services en français. De plus en plus d'enfants arrivent en prématernelle avec peu (ou pas) de connaissance de la langue française. Les formulaires d'inscription aux services confirment que pour l'année scolaire 2017/2018, plus de 80 % des parents ne parlent pas le français.</p>

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Problématiques prioritaires dans le secteur	Ressources humaines : pénurie d'éducatrices, manque d'experts, reconnaissance de la profession; Espaces et infrastructures : manque d'espaces, rentabilité des centres, services de garde en milieu familial; Gouvernance/gestion : expertise gestion financière, gestion entrepreneuriale, résolution de problèmes.	Préoccupations des parents : coûts élevés des garderies, ainsi que l'accessibilité et la disponibilité; Préoccupations des parents : coûts élevés des garderies ainsi que l'accessibilité et la disponibilité.	Recrutement et rétention des éducateurs/trices; Salaires très insatisfaisants et non valorisant; La francisation de nos enfants de 0-5 ans (préparation à l'école et l'épanouissement de la communauté.)	Une garderie à St. John's; Longue liste d'attente - frais élevés en garderie privée; Rareté du personnel qualifié en petite enfance - difficulté de rétention de personnel; Salaire des éducatrices peu élevé - absence d'avantages sociaux.

## Fournisseurs de services et capacité

### Préoccupations des parents : coûts élevés des garderies ainsi que l'accessibilité et la disponibilité.

Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Petits Poussins</b>	Au NB, on estime qu'environ 70 % des places en garderie sont pourvues par le secteur privé. CAPACITÉ : En 2017, on retrouve au total 829 installations dans la province procurant 27 690 places. CAPACITÉ : En 2017, le secteur francophone dans la province compte 337 installations fournissant 11 147 places.	<b>Le château des étoiles</b>	<b>Les p'tits cerfs-volants</b>
	Ville	Chéticamp	On retrouve des services de garde francophones dans l'ensemble des communautés.	Rollo Bay	St. John's
Capacités	Actuelle	26		30	24
	Utilisée	20	Les places proposées semblent toutes utilisées.	11	24
	Liste d'attente	16	Oui - en particulier en milieu urbain.	8	40
	Nombre visé	10	Le NB s'est fixé comme objectif d'offrir 30 000 places d'ici 2020. Il ne manque qu'un peu plus de 1 800 nouvelles places. 40 % de ces nouvelles places seraient en français, soit 720. 40 % des 200 nouvelles places pour les nourrissons seraient en français, soit 80.	30	
Défis	Le recrutement et la rétention du personnel francophone qualifié; La gestion financière; Les salaires pas assez attirants; Pas de services agréés de garde après l'âge de 8 ans; Capacité à s'assurer que les places disponibles soient toujours comblées; Décroissance de la population.	Les enjeux sont multiples : l'accès, les activités (en lien avec la construction identitaire), les services spécialisés, la valorisation de la profession, l'appui aux garderies, l'appui aux parents et tuteurs ainsi que l'engagement des partenaires.	Éloignement, recrutement et rétention du personnel, besoins spécifiques familiaux ex. saisonnier, heures allongées).		

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Brins de Soleil</b>		<b>Le Jardin des étoiles</b>	<b>Fédération des parents francophones (FPFTNL)</b> Après-école - non certifié - ne détient pas de permis d'exploitation
	Ville	Sydney		Summerside	Labrador City HV Goose Bay St. John's
Capacités	Actuelle	30		50	42
	Utilisée	20		48	60
	Liste d'attente	8		48	
	Nombre visé	0		100	
	Défis	Le recrutement et la rétention du personnel francophone qualifié; Le manque d'engagement et de participation des parents et familles; Qualité de la langue française des éducatrices.		Recrutement et rétention du personnel, besoin d'agrandissement d'infrastructure.	temps partiel
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Petites étoiles</b>		<b>L'Arc-en-ciel</b>	<b>Fédération des parents francophones (FPFTNL)</b> Après-école - non certifié - ne détient pas de permis d'exploitation
	Ville	Arichat		Deblois	La Grand'terre
Capacités	Actuelle	60		50	24
	Utilisée	57		31	4
	Liste d'attente	5		11	
	Nombre visé	0		50	
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié et compétent dans la langue française; Les éducatrices les plus qualifiées choisissent de travailler au programme Grandir en français du Conseil scolaire acadien provincial à cause des salaires plus élevés et des conditions de travail; Décroissance de revenus par la création du programme préscolaire gratuit du ministère de l'éducation développement de la petite enfance pour les enfants de 4 ans (Grandir en français du CSAP); Qualité de la langue française des éducatrices.		Éloignement, Recrutement et rétention du personnel, besoins spécifiques familiaux ex. saisonnier, heures allongées).	Dénatalité dans certaines régions; Départ des familles des régions.

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Le Jardin d'enfants</b>		<b>Les petits rayons de soleil</b>	
	Ville	Truro		Rustico	
Capacités	Actuelle	18		40	
	Utilisée	19		3	
	Liste d'attente	0		40	
	Nombre visé	0		40	
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié et compétent dans la langue française (même du personnel anglophone); La compétition avec les centres anglophones en petite enfance visant les inscriptions d'enfants pour des services; Fluctuations grandissantes des inscriptions du centre en petite enfance; Le centre en petite enfance n'a qu'un espace (classe) dans l'école; Qualité de la langue française des éducatrices.		Éloignement, recrutement et rétention du personnel, besoins spécifiques familiaux ex. saisonnier, heures allongées)	
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Le Petit Voilier (7 centres)</b>		<b>L'île enchantée</b>	
	Ville	Halifax		Charlottetown	
Capacités	Actuelle	524		60	
	Utilisée	438		53	
	Liste d'attente	767		280	
	Nombre visé	50		100	
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié et compétent dans la langue française au Canada; Nombre élevé d'enfants sur la liste d'attente; Espaces très limités pour accroître le nombre de places; Complexité associée dans la gestion financière et la gestion du personnel pour administrer deux programmes c'est-à-dire des centres agréés et le programme du CSAP (Grandir en français) qui n'est pas agréé et gratuit, 10 mois (GF) vs 12 mois (agréé); Le cours de formation d'éducatrices de l'Université Sainte-Anne en ligne. Les éducatrices en devenir préfèrent des cours en personne.		Recrutement et rétention du personnel, besoin d'agrandissement d'infrastructure.	

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Le Centre de petite enfance de la Rive-sud</b>		<b>Pomme et Rinette</b>	
	Ville	Cookville		Abram-Village	
Capacités	Actuelle	36		37	
	Utilisée	25		21	
	Liste d'attente	11		19	
	Nombre visé	7		37	
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié; Les éducatrices choisissent de travailler au programme Grandir en français du Conseil scolaire acadien provincial et d'autres emplois dans le domaine à cause des salaires plus élevés et des conditions de travail du centre; Qualité de la langue française des éducatrices.		Éloignement, recrutement et rétention du personnel, besoins spécifiques familiaux (ex. saisonnier, heures allongées).	
Fournisseurs de services	Garderie	<b>La petite Académie</b>			
	Ville	Pointe-de-l'Église			
Capacités	Actuelle	62			
	Utilisée	57			
	Liste d'attente	25			
	Nombre visé	7			
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié ainsi que des gardiennes francophones; Les salaires inférieurs, bénéfiques et conditions de travail insatisfaisants; La résistance à la création de nouvelles places (espaces restreints et ressources humaines limitées); Baisse des inscriptions d'enfants de 4 ans (GF) et la population vieillissante et décroissante; Le recrutement de bénévoles pour le CA; Gestion des comptes en souffrance; Besoin d'un plan à long terme pour la livraison des services à la petite enfance; Des gardiennes anglophones; Qualité du français des éducatrices; Gestion de temps, respect de tous les règlements et arrêts d'autobus.			

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Notre Jardin d'Enfance</b>			
	Ville	Metagan			
Capacités	Actuelle	48			
	Utilisée	34			
	Liste d'attente	30			
	Nombre visé	48			
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié ainsi que des gardiennes francophones; Les salaires inférieurs, bénéfiques et conditions de travail insatisfaisants; La résistance à la création de nouvelles places (espaces restreints et ressources humaines limitées); Baisse des inscriptions d'enfants de 4 ans (GF) et la population vieillissante et décroissante; Le recrutement de bénévoles pour le CA; Gestion des comptes en souffrance; Besoin d'un plan à long terme pour la livraison des services à la petite enfance; Des gardiennes anglophones; Qualité du français des éducatrices; Gestion de temps, respect de tous les règlements et arrêts d'autobus.			
Fournisseurs de services	Garderie	<b>La Garderie familiale de Clare</b>			
	Ville	Metagan			
Capacités	Actuelle	105			
	Utilisée	97			
	Liste d'attente	28			
	Nombre visé	8			
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié ainsi que des gardiennes francophones; Les salaires inférieurs, bénéfiques et conditions de travail insatisfaisants; La résistance à la création de nouvelles places (espaces restreints et ressources humaines limitées); Baisse des inscriptions d'enfants de 4 ans (GF) et la population vieillissante et décroissante; Le recrutement de bénévoles pour le CA; Gestion des comptes en souffrance; Besoin d'un plan à long terme pour la livraison des services à la petite enfance; Des gardiennes anglophones; Qualité du français des éducatrices; Gestion de temps, respect de tous les règlements et arrêts d'autobus.			

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Le Jardin des Petit</b>			
	Ville	Tusket			
Capacités	Actuelle	42			
	Utilisée	40			
	Liste d'attente	0			
	Nombre visé	0			
	Défis	<p>Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié;</p> <p>La qualité du français des éducatrices, le niveau de confort des éducatrices pour parler en français et le français comme langue d'usage dans le centre agréé;</p> <p>Manque d'appui, de direction pour les directrices des centres;</p> <p>Besoin de formation pour les conseils d'administration;</p> <p>Défis dans l'implantation du cadre pédagogique de MEDPE (mi-temps à Pubnico-Ouest);</p> <p>Seulement un centre agréé dans la région alors les communautés sont éloignées les unes des autres;</p> <p>Le programme à temps partiel de Pubnico Ouest ne rencontre pas les besoins des parents;</p> <p>Besoin d'un plan à long terme pour la livraison des services à la petite enfance.</p>			

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Papillons et Pissenlits</b>			
	Ville	Pubnico Ouest			
Capacités	Actuelle	13			
	Utilisée	16			
	Liste d'attente	0			
	Nombre visé	0			
	Défis	<p>Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié; La qualité du français des éducatrices, le niveau de confort des éducatrices pour parler en français et le français comme langue d'usage dans le centre agréé; Manque d'appui, de direction pour les directrices des centres; Besoin de formation pour les conseils d'administration; Défis dans l'implantation du cadre pédagogique de MEDPE (mi-temps à Pubnico-Ouest); Seulement un centre agréé dans la région alors les communautés sont éloignées les unes des autres; Le programme à temps partiel de Pubnico Ouest ne rencontre pas les besoins des parents; Besoin d'un plan à long terme pour la livraison des services à la petite enfance.</p>			

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Petits copains</b>			
	Ville	Wedgeport			
Capacités	Actuelle	6			
	Utilisée	6			
	Liste d'attente	0			
	Nombre visé	20			
	Défis	Le recrutement et la rétention d'un personnel francophone qualifié; La qualité du français des éducatrices, le niveau de confort des éducatrices pour parler en français et le français comme langue d'usage dans le centre agréé; Manque d'appui, de direction pour les directrices des centres; Besoin de formation pour les conseils d'administration; Défis dans l'implantation du cadre pédagogique de MEDPE (mi-temps à Pubnico-Ouest); Seulement un centre agréé dans la région alors les communautés sont éloignées d'une des autres; Le programme à temps partiel de Pubnico Ouest ne rencontre pas les besoins des parents; Besoin d'un plan à long terme pour la livraison des services à la petite enfance.			
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Comité de parents de l'École acadienne de Pomquet</b>			
	Ville	Pomquet			
Capacités	Actuelle	0			
	Utilisée	0			
	Liste d'attente	0			
	Nombre visé	25			
	Défis	L'absence d'un service agréé de garde en français; L'embauche éventuelle d'éducatrices francophones qualifiées.			

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Comité de parents de l'École Rose des vents Greenwood</b>			
	Ville	Greenwood			
Capacités	Actuelle	0			
	Utilisée	0			
	Liste d'attente	0			
	Nombre visé	20			
	Défis	Manque d'espace à l'école; Le Conseil scolaire a repris les locaux de la garderie pour le programme GF suite à la fermeture de la garderie causée par des manquements dans la gestion financière; Étant une communauté militaire, la capacité de combler les places dans une garderie devient un défi à cause des déménagements des militaires d'une base à l'autre.			
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Comité de parents de l'école de Wedgeport</b>			
	Ville	Wedgeport			
Capacités	Actuelle	0			
	Utilisée	0			
	Liste d'attente	0			
	Nombre visé	20			
	Défis	Pas un centre agréé; Préscolaire est ouvert quelques heures par semaine.			

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Réalizations accomplies	<p>Les partenaires (FPANE, CSAP, Université Sainte-Anne et le CDÉNÉ) se sont rencontrés à plusieurs reprises pour suivre les travaux entrepris dans le secteur; Le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse(CDÉNÉ) a retenu les services du Centre provincial; de ressources préscolaires (CPRPS) pour mener une recherche-analyse de l'environnement du secteur de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse. Cette recherche-analyse est présentée en annexe; Suite aux constats identifiés, un exercice de Forces, Défis, Occasions, Menaces (FDOM) fut élaboré (voir plus loin dans ce document); Afin de bien représenter les intérêts du secteur de la petite enfance, il fut décidé d'organiser et tenir une rencontre provinciale des intervenantes de la petite enfance à Halifax les 9 et 10 février 2019. Le CDÉNÉ s'est chargé de l'organisation de la rencontre. Lors de cette rencontre, les intervenantes ont élaboré la vision du secteur et explorer les pistes de solutions afin de réduire ou éliminer les défis identifiés du secteur et l'identification des fournisseurs de services intéressés à soumettre leur candidature pour de l'aide financière afin d'élaborer des plans stratégiques-d'affaires aux instances décisionnelles; Le plan de développement en petite enfance a ensuite été élaboré et soumis pour un suivi de la part des partenaires nationaux; Il faut encourager les fournisseurs de services en petite enfance à soumettre des demandes d'aide financière pour développer les plans entrepreneuriaux - plans stratégiques.</p>	<p>En 2008, la province a rendu public la Stratégie décennale pour la petite enfance Être prêt pour la réussite (2008). Un certain nombre de ses engagements clés visaient à accroître la qualité des services de garderie éducatifs. En 2009, la Commission sur l'école francophone a recommandé l'intégration de la petite enfance au projet d'éducation collectif. En 2010, la création du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance a permis de mener des actions concertées afin de favoriser l'implantation de garderies. Dans le cadre des travaux de la Commission d'étude sur les services de garde au NB en 2016, des parents consultés ont souligné des retombées positives à la suite des actions menées au cours des années : l'offre de services dans la langue officielle de leur choix, les heures d'ouverture, le soin apporté à la santé et la sécurité des enfants, la proximité du service de garderie éducatif du domicile ou du lieu de travail et le fait que les éducatrices formées établissent de solides relations avec chaque enfant. Un pourcentage élevé de parents consultés ont dit avoir une place pour leur enfant dans un service de garderie éducatif agréé et indiquent qu'ils sont satisfaits. Les actions afin d'atteindre davantage de résultats doivent se poursuivre. (Source : Nouveau-Brunswick (2016). Valoriser les enfants, les familles et les services de garde éducatifs : Rapport final de la Commission d'étude sur les services de garde du NB, aux pages 9 et 10.)</p>	<p><u>Réalisations :</u> Formation de l'ACPEFÎPÉ; Transfert de 5/6 (bientôt 6) licences à l'ACPEFÎPÉ; Facturation électronique et site web; Développement de documents et outils à l'appui des centres et des directions; Partenariats avec plusieurs organismes communautaires et avec le gouvernement.</p> <p><u>En cours :</u> Mise en œuvre d'un plan de sensibilisation par rapport aux salaires; Recrutement actif des éducatrices(trices); Programme de rétention des employés.</p>	<p>Une garderie - pour les enfants de 3 à 5 ans (2004/2005) à St-John's; Agrandissement de la garderie pour les enfants de 2 à 3 ans (2014/2015); Processus en cours pour une nouvelle garderie à St-John's (2018) - reconnaissance de l'organisme - en attente de financement pour la consultation publique - projet sur 3 phases; Processus en cours de démarrage d'une garderie à Labrador City (2016 à ce jour) plan d'affaires réalisé - plan de démarrage en cours. Difficulté à trouver un local répondant aux normes; Demande de financement en cours pour développer des garderies communautaires/partagées - aucune réponse à ce jour.</p>



	<b>Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE</b>	<b>RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK</b>	<b>Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>	<b>Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR</b>
<b>Éléments pertinents au secteur</b>	<p>Très peu de centres agréés dans les communautés acadiennes et francophones ont les capacités en ressources humaines ou les connaissances pour élaborer des demandes d'aide financières pour bénéficier des initiatives dans le secteur de la petite enfance.</p>	<p>Dans le cadre des travaux de la Commission d'étude sur les services de garde au NB en 2016, des parents et groupes d'intérêts ont aussi indiqué clairement et avec vigueur, au cours du processus de consultation, qu'il y avait un manque de places disponibles dans les services de garderie éducatifs agréés francophones, surtout dans les grands centres urbains. Tous les enfants du Nouveau-Brunswick devraient avoir accès à un service de garderie éducatif agréé dans la langue officielle selon le choix du parent, y compris des heures de fonctionnement non traditionnelles qui leur conviennent et des éducateurs qualifiés qui assurent des milieux stimulants, sains et sécuritaires.</p> <p>De plus, les questions ayant trait à la gouvernance des garderies, à la pédagogie en milieu francophone minoritaire, à la professionnalisation et à la rémunération des éducateurs ainsi qu'à l'importance des investissements publics afin d'y augmenter l'accessibilité et la rentabilité sont des enjeux à prendre en considération.</p> <p>(Source : Nouveau-Brunswick (2016). Valoriser les enfants, les familles et les services de garde éducatifs : Rapport final de la Commission d'étude sur les services de garde du Nouveau-Brunswick, aux pages 13 et 41 à 45.)</p>	<p>Il faut assurer la francisation des petits enfants et sensibiliser les parents ayant droit. La recherche démontre que le langage et les langues s'acquièrent beaucoup plus facilement entre la naissance et l'âge de sept ans. Néanmoins, dans un contexte minoritaire assimilant (la population de langue française représente moins de 4 % de la population Insulaire), l'acquisition du français se fait difficilement au hasard. Il faut donc développer un programme de francisation pour la petite enfance adaptée aux réalités de chacune des régions acadiennes et francophones : urbaines et rurales, riches et pauvres, majoritaires et minoritaires, etc.</p> <p>La garde à domicile de qualité (licenciée) demeure problématique. On estime que moins de la moitié des enfants de parents ayant droit à l'article 23 à l'Île-du-Prince-Édouard sont inscrits aux six CPE francophones. De plus, les six CPE francophones n'ont pas la capacité pour combler l'ensemble des enfants sur la liste d'attente. Il importe donc d'établir et d'appuyer les services de garde à domicile pour offrir un service licencié de qualité en français à l'ensemble des enfants de parents francophones et francophiles en complément aux CPE. La capacité du système ne répond pas aux besoins de la majorité des familles.</p>	<p>Absence de services en soirée et fin de semaine</p> <p>Absence de service de garde de la naissance à 2 ans - très onéreux</p> <p>Absence de service en accompagnement des parents pendant les 2 premières années de vie de l'enfant</p> <p>Absence d'accompagnement des parents dans la période prénatale</p> <p>De plus en plus d'enfants ayant des besoins spéciaux</p> <p>Des éducatrices non formées pour des troubles de comportements</p>

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
--	--	---	--	--

## Problématiques prioritaires

Environnement / installation physique	Enjeux	Espaces et infrastructures - manque d'espace, rentabilité des centres, services de garde en milieu familial.	Manque d'espace.	Deux centres ayant besoin d'agrandissement.	Processus long et compliqué; Exigences gouvernementales prolongent les délais; Espace limité dans les écoles et centres communautaires; Organismes sont un frein au développement d'espaces pour des services dédiés à la communauté.
	Atouts internes	Le CSAP et le MEDPE prévoient des constructions ou ajouts d'espaces scolaires-communautaires qui pourraient inclure des CPE à Chéticamp, Pomquet, Clare, Wedgeport d'ici 2022.		Deux centres ayant besoin d'agrandissement.	Les services en petite enfance et école dans un même lieu; Rétention pour les écoles et la communauté; Gratuité des espaces pour les services en petite enfance.
	Atouts externes	Le financement de la partie communautaire d'une école est conditionnel à l'obtention de fonds de Patrimoine canadien.			Espaces disponibles mais très limités.
	Stratégies	Sensibiliser Patrimoine canadien à l'importance de financer la partie communautaire des écoles françaises lors de construction ou d'agrandissement.	Mise à jour de la liste d'installation du ministère Faire connaître la liste aux familles Évaluer les besoins de place Explorer la possibilité de locaux : ex. locaux vacants dans les écoles Évaluer la possibilité de transport des enfants Explorer la possibilité d'horaire flexible Faire connaître le programme d'aide gouvernemental pour les frais de garde	Possibilité de financement par la province (ententes bilatérales).	Sensibilisation du milieu interne (auprès des utilisateurs des espaces communautaires); Chaque projet de services de garde additionnels pour la petite enfance entraîne une stratégie/approche différente.

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Ressources humaines	Enjeux	Ressources humaines – pénurie d'éducatrices-éducateurs, manque d'experts, reconnaissance professionnelle.	Manque d'experts; Manque d'éducatrices pour les besoins spéciaux; Manque de formation continue; Nécessité de reconnaissance de la profession.	Grands besoins - 34 présents, 17 postes vacants.	Difficulté à recruter du personnel qualifié et parlant français; Salaire peu élevé; Pas d'avantage sociaux.
	Atouts internes	L'Université Sainte-Anne livre un programme pour former les éducatrices-éducateurs en petite enfance.		Les employés courants sont dédiés et qualifiés.	
	Atouts externes	La province reconnaît la pénurie de main d'œuvre dans le secteur de la petite enfance.		Appui de la province pour le recrutement à l'international.	
	Stratégies	Mettre en place une campagne de promotion et de recrutement pour attirer des futures éducatrices qualifiées.	Identifier les besoins en matière de dépistage; Obtenir des ressources; Identifier les besoins de formations; Sensibiliser la communauté, les décideurs politiques à la profession; Bonifier les conditions de travail des éducatrices (salaire, reconnaissance de l'expérience, etc.); Développer un code d'éthique; Création d'une association francophone d'éducatrices à la petite enfance; Organisation de forums.	Travail continu de l'ACPEFIPE, incluant le recrutement à l'international.	Une formation annuelle est offerte pour les mises à niveau; Une formation en ligne spécifique à la compréhension et à l'application du cadre pédagogique (projet en cours de discussion); Cadre pédagogique en petite enfance en situation minoritaire adapté aux réalités des minorités francophones qui a pour objectif d'appuyer les éducatrices et les familles dans leur rôle au quotidien et de standardiser les services; Chance égale aux enfants; Accès à des suivis professionnels avec des intervenantes en petite enfance; Pour améliorer la rétention du personnel et conserver un haut niveau de qualité, la FPFTNL songe à développer une formation pour les élèves intéressés à travailler dans des services de camps d'été (ou autres) pendant leurs études ou leurs vacances; Cette formation serait d'une durée de 90 heures.

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Gestion administrative et financière	Enjeux	Gouvernance, gestion – expertise en gestion financière, gestion entrepreneuriale, résolutions de problèmes.	Manque d'expertise en gestion.	Bon service, ça va bien.	Difficulté à regrouper dans un même conseil ou comité des parents/bénévoles qualifiés dans les différents domaines opérationnels d'un service de garde; Reconnaître les compétences parentales, professionnelles et entrepreneuriales; La rétention des bénévoles sur la longueur du projet.
	Atouts internes	Il y a un centre en Nouvelle-Écosse à Halifax qui a développé des outils de gestion des ressources humaines et gestion financière.		Bon service, ça va bien.	
	Atouts externes	Incertain des possibilités de financement pour des sessions de formation en gouvernance et de financement pour l'implantation d'un système de gestion centralisé.			
	Stratégies	Recrutement de bénévoles Consolidation des centres; Obtenir le financement pour livrer des sessions en gouvernance; Création d'un service centralisé de gestion des CPE.	Formation pour les propriétaires (désignation, réglementation, etc.); Formation en gouvernance; Formation en gestion financière, ressources humaines, etc.; Promouvoir la diversité de modèle de gestion (OBNL, coop, privé, garderie en milieu de travail.		Pour les administrateurs, directeurs et éducateurs des services : des formations continues pour l'acquisition de nouvelles connaissances et expertises dans le domaine de la gestion d'entreprises de services; Pour les parents/bénévoles désireux de développer des services : recruter et former un groupe de bénévoles possédant des compétences et de l'expertise pour accompagner d'autres parents/bénévoles dans la réalisation de projets de services de garde. La formation de ce groupe d'accompagnement porterait sur un modèle type d'encadrement et de suivi; Des parents qui parlent à des parents.

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Appartenance	Enjeux	Certains centres de la petite enfance sont gérés par des anglophones et certaines gardiennes sont anglophones.	Survie de la langue; Francisation.	Besoin de francisation dans tous les centres.	Les enfants qui fréquentent des services en anglais vont très souvent poursuivre dans le système anglophone.
	Atouts internes	La formation de nouvelles éducatrices en français.		Les CPE sont dans nos centres scolaires communautaires.	
	Atouts externes	Financement de la province qui paie une partie ou la totalité des frais de scolarité.			
	Stratégies	Recrutement de bénévoles; Consolidation des centres; Obtenir le financement pour livrer des sessions en gouvernance; Création d'un service centralisé de gestion des CPE.	Formation en construction identitaire; Sortie éducative pour développer le sentiment d'appartenance des enfants; Mettre des outils traitant de la diversité culturelle à la disposition des éducatrices.	Développement d'un plan de francisation souhaité; Cadre pédagogique qui reconnaît la construction identitaire souhaité.	Mettre en place plus de services de garde et autres en français pour répondre aux besoins de la communauté.
Francophone : langue et culture	Enjeux	La langue dominante dans les foyers exogames et même les foyers francophones est l'anglais ce qui rend difficile l'entrée scolaire en français des jeunes.		Grands besoins en francisation, besoin d'un cadre pédagogique qui reconnaît la construction identitaire.	Nombre limité; L'éloignement entre les communautés; L'isolement des communautés et des familles; Le français ne se parle qu'en classe; La survie de la langue passe par les individus et familles.
	Atouts internes	Les CPE qui fonctionnent en français qui accueillent des enfants de toutes héritages langagiers.		Centres dans nos centres scolaires communautaires.	
	Atouts externes	Possibilités de financement de Patrimoine canadien et d'autres partenaires pour sensibiliser les parents à l'importance que l'enfant soit exposé à la langue française à un jeune âge.			
	Stratégies	L'adoption d'une politique linguistique pour les centres francophones et acadiens; Sensibilisation des parents à l'importance de parler le français à la maison.		Besoin de travailler avec le gouvernement et les partenaires pour trouver du financement.	L'accompagnement du parent dès la période prénatale - formation et sensibilisation - groupes de rencontres et de partages; L'augmentation de services de la petite enfance au postsecondaire.

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Technologie	Enjeux	Appropriation de logiciels pouvant faciliter les tâches des éducatrices.		Programmes non-accessible comme «Hi Mama»; Manque de visibilité et promotion de nos CPE.	Les familles dans les régions éloignées ou isolées n'ont pas accès aux mêmes technologies d'appoint que les grandes villes ou centres.
	Atouts internes	Des logiciels existent pour au moins un centre qui pourrait les partagés avec d'autres centres avec des conditions.		ACPEFIPE pourrait faire la promotion mais manque de financement et ressources humaines.	
	Atouts externes	Possibilités de financement gouvernementales pour l'implantation du système.			
	Stratégies	Explorer l'implantation d'un service centralisé de gestion humaine et financière.		Site Web commun et interactif et un site Intranet (en place et en développement).	
Autres	Enjeux		Engagement des partenaires.	Grille salariale trop basse (établie par la province).	Miser sur les réseaux sociaux pour faire la promotion de la langue; Encourager l'utilisation du français.
	Atouts internes			Sensibilisation avec les parties politiques.	
	Atouts externes			Recherche dans les autres provinces canadiennes.	
	Stratégies		Identifier des stratégies de communication avec les partenaires; Séance d'information et de formation pour les partenaires; Déterminer la nature de la contribution du partenaire; Faire connaître aux garderies le nom des partenaires désirant s'engager et de quelle nature; Mettre sur pied une table de concertation provinciale des partenaires communautaires et institutionnels; Tenir un sommet provincial.	Sensibilisation de la communauté en raison d'une campagne provinciale.	

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Autres	Enjeux		Appui aux parents		
	Atouts internes				
	Atouts externes				
	Stratégies		Identifier les besoins des parents; Offrir l'accueil et l'accompagnement répondant aux besoins des parents; Démontrer aux parents l'importance de s'engager dans la garderie (CA, conseil consultatif, collecte de fonds, sorties, etc.).		
Vision globale du plan		Le secteur de la petite enfance collabore avec des partenaires forts et engagés de la communauté acadienne et francophone de la NÉ pour que chaque enfant, dès sa naissance, puisse atteindre son plein potentiel et ce, accompagné par des éducatrices professionnelles valorisées et reconnues pour l'excellence de leurs services.	L'intérêt et les besoins de l'enfant sont au cœur de cette stratégie. L'objectif est d'augmenter l'accessibilité dans les garderies éducatives francophones au Nouveau-Brunswick. Cependant, l'accessibilité n'est pas uniquement une question du nombre de places pour les enfants. C'est également une question, entre autres, de coûts pour les parents et tuteurs, de proximité géographique, d'heures d'ouverture, d'activités en lien avec la construction identitaire et de services répondant aux besoins particuliers des enfants.	Nos enfants sont compétents et confiants aux niveaux de la langue française, de l'identité culturelle et du sens d'appartenance assurant la pérennité de la communauté francophone acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard.	Sensibiliser d'avantage les comités de parents au modèle coopératif pour le développement de garderies dans les petites communautés francophones en dehors de la capitale; Vulgariser les ressources disponibles tant provinciales que fédérales auprès des comités de parents; Donner des formations en gouvernance pour les futurs administrateurs des garderies.

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
<p><b>Objectifs stratégiques identifiés</b></p>	<p>Doter les régions acadiennes et francophones d'espaces et infrastructures en mesure de répondre aux besoins actuels et futurs en petite enfance; Mettre en place les mécanismes et outils nécessaires pour accroître les connaissances, le réseautage et les compétences des bénévoles et les membres du personnel des CPE en gouvernance et en gestion; Promouvoir les possibilités de carrières et de formation dans le secteur de la petite enfance par la reconnaissance de la profession.</p>	<p>Les enfants ont accès à des garderies francophones en nombre suffisant qui répondent à leurs besoins; Les enfants ont accès à des activités planifiées et spontanées en français au sein des garderies qui répondent à leurs besoins et contribuent à la construction identitaire; Les enfants ont accès à des services spécialisés au sein des garderies qui répondent à leurs besoins; Les éducatrices et éducateurs de garderie sont valorisés et considérés à leur juste valeur; Les garderies obtiennent l'appui nécessaire leur permettant d'assurer leur viabilité; Les parents et tuteurs obtiennent l'appui nécessaire répondant à leurs besoins, tout en favorisant leur engagement envers les garderies qui accueillent leurs enfants; Un plus grand nombre de partenaires communautaires et institutionnels s'engagent et contribuent au développement des garderies francophones dans la province.</p>	<p>La gouvernance en petite enfance par et pour les francophones; L'accès aux services; La qualité des services.</p>	<p>La création de trois garderies en dehors de St. John's durant 2019-2023; Prodiguer les formations nécessaires aux personnels gestionnaires des garderies.</p>

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
--	--	---	--	--

## Objectifs chiffrés

Actuel 31 déc. 2018	Nbre places permises	995	829 garderies = 27 690 enfants. 337 garderies francophones = 11 147 enfants	267	38
	Nbre enfants inscrits	829		167	38
	Nbre de places vacantes	166		100	0
ANNÉE 1 Avril 2019 – mars 2020	Nbre places permises	1046	Objectif : 40 % des 1 800 nouvelles places sont en français d'ici 2020, soit 720. Objectif : 40 % des 200 nouvelles places pour les nourrissons d'ici 2020 sont en français, soit 60.	303 (dont 36 à domicile)	sj + lc = 100+30
	Nbre enfants inscrits	886		200	130
	Nbre de places vacantes	160		103	0
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Nbre places permises	1192		353 (dont 50 à Summerside)	hgb + Stephenville = 50 + 100
	Nbre enfants inscrits	1042		250	150
	Nbre de places vacantes	150		103	0
ANNÉE 3 Avril 2021 – mars 2022	Nbre places permises	1252		393 (dont 40 à Charlottetown)	csg + lgt = 70
	Nbre enfants inscrits	1107		300	70
	Nbre de places vacantes	145		93	0
ANNÉE 4 Avril 2022 – mars 2023	Nbre places permises	1300		393	mp = 75
	Nbre enfants inscrits	1160		393	75
	Nbre de places vacantes	140		0	0



	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse <b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>	RDÉE Nouveau-Brunswick <b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) <b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) <b>TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR</b>
<b>Actions identifiées/mise en œuvre</b>				
<b>ANNÉE 1</b> Avril 2019 – mars 2020	Actions <p><b>Espaces et infrastructures</b>            Réorganisation des installations de la petite enfance de la région d'Halifax pour y ajouter des places dans les centres de la petite enfance;            10 places ajoutées dans la région de Chéticamp lorsque la construction sera complétée à l'école NDA;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b>            Accompagner les CPE dans l'élaboration des demandes de financement pour accéder aux programmes provinciaux et les fonds de l'entente fédéral-provincial visant la petite enfance pendant les prochaines trois années;            Développement d'un plan d'action et mise en œuvre afin de créer un service de gestion centralisé de la petite enfance en région ou l'utilisation des outils développés par le Petit Voilier à cette fin;            Exploration des possibilités d'implanter un réseau de services de garde en milieu familial dans les régions acadiennes et francophones;            Dotation des 15 centres agréés à la petite enfance de plans d'affaires qui comprendront les infrastructures, la gestion et du personnel ainsi que la rentabilité financière des CPE;            Élaboration d'un plan de formation d'éducateurs-éducatrices francophones et la création d'experts francophones dans le domaine de la petite enfance par l'Université Sainte-Anne;</p> <p><b>Ressources humaines</b>            Recrutement et formation de nouvelles éducatrices de la petite enfance par l'Université Sainte-Anne;            Exploration des possibilités pour uniformiser les salaires, bénéfiques et conditions de travail du personnel des CPE par des partenariats, des collaborations, etc. ;            Exploration des possibilités de recrutement d'éducatrices à la petite enfance par l'immigration;</p>	Voir en annexe les pistes d'action suggérées par enjeu dans le document : Stratégie : Garderies éducatives francophones au Nouveau-Brunswick (2019-2023), pages 5 à 15.	Financement stable pour l'ACPEFÎPÉ. Recrutement et rétention (éducateurs.trices et étudiant.e.s) Service à domicile (36 places).	RDÉE TNL et FPFTNL : donner des ateliers sur le modèle coopératif.



ANNÉE 1  
Avril 2019 –  
mars 2020

Résultats

	<b>Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE</b>	<b>RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK</b>	<b>Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>	<b>Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR</b>
	<p><b>Espaces et infrastructures</b></p> <p>Utilisation maximale des places actuellement disponibles dans les écoles scolaires communautaires dans cette région, selon leur plan; Le plan d'affaires indiquera cette possibilité suite à sa publication en 2019-2020;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b></p> <p>Accroissement du financement des CPE acadiennes et francophones; Un plan d'action est développé pour la mise en œuvre d'un service de gestion centralisé en région; L'étude de faisabilité complétée offre aux lecteurs les opportunités possibles pour l'implantation des services de garde en milieu familiale; En 2019-2020, les 6 CPE ont des plans d'affaires (Chéticamp, Clare, Wedgeport, Pomquet, Pubnico-Ouest, Greenwood) pour les nouvelles installations de la petite enfance; Un plan de formation est créé et une banque d'experts francophones est montée par l'Université Sainte-Anne;</p> <p><b>Ressources humaines</b></p> <p>Accroissement notable du nombre d'éducatrices formées (10) dans les régions en demande; Les options afin d'uniformiser les salaires et bénéfices sont connues et implantées; L'Office de l'Immigration de la Nouvelle-Écosse recrute des candidats internationaux lors de Destination Canada;</p>	<p>Les enfants ont accès à des garderies francophones en nombre suffisant qui répondent à leurs besoins; Les enfants ont accès à des activités planifiées et spontanées en français au sein des garderies qui répondent à leurs besoins et contribuent à la construction identitaire; Les enfants ont accès à des services spécialisés au sein des garderies qui répondent à leurs besoins; Les éducatrices et éducateurs de garderie sont valorisés et considérés à leur juste valeur; Les garderies obtiennent l'appui nécessaire leur permettant d'assurer leur viabilité; Les parents et tuteurs obtiennent l'appui nécessaire répondant à leurs besoins, tout en favorisant leur engagement envers les garderies qui accueillent leurs enfants; Un plus grand nombre de partenaires communautaires et institutionnels s'engagent et contribuent au développement des garderies francophones dans la province.</p>	<p>Régler les nombreux défis en ressources humaines; Augmenter le nombre d'enfants dans les CPE francophones; Créer une relève d'éducatrices.</p>	<p>Trois comités de parents formés.</p>



		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Actions	<p><b>Espaces et infrastructures</b> Implantation d'un centre à la petite enfance dans la région de Pomquet pour 25 enfants; Greenwood pour accueillir 20 enfants; Halifax pour accueillir 46 enfants;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b> Développement d'un plan de formation des bénévoles des conseils d'administration dans la gouvernance, rôles, responsabilités entrepreneuriales; Livraison des formations aux CA des CPÉ;</p> <p><b>Ressources humaines</b> Recrutement et formation de nouvelles éducatrices de la petite enfance;</p>	Voir en annexe les pistes d'action suggérées par enjeu dans le document : Stratégie : Garderies éducatives francophones au Nouveau-Brunswick (2019-2023), pages 5 à 15.	Sensibilisation aux ayants droit; Recrutement et rétention; Agrandissement à Charlottetown (40 places).	RDÉE TNL et FPFTNL : Donner des ateliers sur les ressources disponibles en petite enfance au niveau provincial et fédéral.
	Résultats	<p><b>Espaces et infrastructures</b> Rénovations et constructions achevées dans ces régions ajoutant trois centres scolaires-communautaires dans ces régions;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b> Un plan de formation des bénévoles est élaboré; 50 bénévoles reçoivent une formation en gouvernance;</p> <p><b>Ressources humaines</b> 10 nouvelles éducatrices sont formées ou leur certification passe à un autre niveau.</p>	<p>Les enfants ont accès à des garderies francophones en nombre suffisant qui répondent à leurs besoins;</p> <p>Les enfants ont accès à des activités planifiées et spontanées en français au sein des garderies qui répondent à leurs besoins et contribuent à la construction identitaire;</p> <p>Les enfants ont accès à des services spécialisés au sein des garderies qui répondent à leurs besoins;</p> <p>Les éducatrices et éducateurs de garderie sont valorisés et considérés à leur juste valeur;</p> <p>Les garderies obtiennent l'appui nécessaire leur permettant d'assurer leur viabilité;</p> <p>Les parents et tuteurs obtiennent l'appui nécessaire répondant à leurs besoins, tout en favorisant leur engagement envers les garderies qui accueillent leurs enfants;</p> <p>Un plus grand nombre de partenaires communautaires et institutionnels s'engagent et contribuent au développement des garderies francophones dans la province.</p>	Freiner l'assimilation; Maintenir une haute qualité de services.	Un guide complet pour tous les comités de parents.

		Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
ANNÉE 3 Avril 2021 – mars 2022	Actions	<p><b>Espaces et infrastructures</b> 20 places ajoutées dans la région de Wedgeport avec la construction de l'école communautaire de Wedgeport; 25 places ajoutées dans la région de Pomquet avec l'agrandissement de l'école acadienne de Pomquet; Consolidation des CPE dans la région de Clare 65 places dont 10 nouvelles places;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b> Consolidation conseils d'administration des centres à la petite enfance dans la région de Clare en préparation de l'ouverture de la nouvelle école scolaire-communautaire de Clare; Créer un mécanisme provincial pour permettre aux CPE francophones d'avoir une voix et des occasions pour échanger, pour planifier, pour influencer les dossiers du secteur de la petite enfance;</p> <p><b>Ressources humaines</b> Recrutement et formation de nouvelles éducatrices de la petite enfance.</p>	Voir en annexe les pistes d'action suggérées par enjeu dans le document : Stratégie : Garderies éducatives francophones au Nouveau-Brunswick (2019-2023), pages 5 à 15.	Sensibilisation aux ayants droit et la francisation; Recrutement et rétention; Agrandissement à Summerside (50 places).	RDÉE et FPFTNL : accompagner deux comités de parents pour développer leur garderie.
	Résultats	<p><b>Espaces et infrastructures</b> 55 nouvelles places créées par les nouvelles constructions des nouvelles écoles dans ces régions;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b> Mise en œuvre des plans d'affaires dans cette région ainsi que Wedgeport, Pomquet; Le comité directeur du mécanisme est en fonction;</p> <p><b>Ressources humaines</b> 10 nouvelles éducatrices sont formées ou leur certification passe à un autre niveau.</p>	<p>Les enfants ont accès à des garderies francophones en nombre suffisant qui répondent à leurs besoins;</p> <p>Les enfants ont accès à des activités planifiées et spontanées en français au sein des garderies qui répondent à leurs besoins et contribuent à la construction identitaire;</p> <p>Les enfants ont accès à des services spécialisés au sein des garderies qui répondent à leurs besoins;</p> <p>Les éducatrices et éducateurs de garderie sont valorisés et considérés à leur juste valeur;</p> <p>Les garderies obtiennent l'appui nécessaire leur permettant d'assurer leur viabilité;</p> <p>Les parents et tuteurs obtiennent l'appui nécessaire répondant à leurs besoins, tout en favorisant leur engagement envers les garderies qui accueillent leurs enfants;</p> <p>Un plus grand nombre de partenaires communautaires et institutionnels s'engagent et contribuent au développement des garderies francophones dans la province.</p>	Rentabiliser l'ensemble des CPE francophones; Inclure la francisation dans le cadre pédagogique.	Deux garderies ouvertes dotées de toutes les ressources pour leur bon fonctionnement.

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Actions	<p><b>Espaces et infrastructures</b> Refaire l'exercice d'état des lieux auprès des intervenants à la petite enfance afin de mesurer les progrès et les actions futurs dans ce secteur;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b> Refaire l'exercice d'état des lieux auprès des intervenants à la petite enfance afin de mesurer les progrès et les actions futurs dans ce secteur; Clarification des critères d'admissibilité dans les CPE francophones en Nouvelle-Écosse;</p> <p><b>Ressources humaines</b> Recrutement et formation de nouvelles éducatrices de la petite enfance.</p>	Voir en annexe les pistes d'action suggérées par enjeu dans le document : Stratégie : Garderies éducatives francophones au Nouveau-Brunswick (2019-2023), pages 5 à 15.	Maximiser les places en services de garde francophones en préscolaire, à domicile et avant/après classe	RDÉE et FPFTNL : accompagner un comité de parents pour développer une garderie.
Résultats	<p><b>Espaces et infrastructures</b> Faire état des progrès et planifier les prochaines activités du secteur 2023-2028;</p> <p><b>Gouvernance et gestion</b> L'état des lieux du secteur de la petite enfance fait état des progrès notables dans le secteur de la petite enfance entre 2019-2023; Les critères d'admissibilité des centres de la petite enfance francophone sont clarifiés et connus;</p> <p><b>Ressources humaines</b> 10 nouvelles éducatrices sont formées ou leur certification passe à un autre niveau.</p>	<p>Les enfants ont accès à des garderies francophones en nombre suffisant qui répondent à leurs besoins;</p> <p>Les enfants ont accès à des activités planifiées et spontanées en français au sein des garderies qui répondent à leurs besoins et contribuent à la construction identitaire;</p> <p>Les enfants ont accès à des services spécialisés au sein des garderies qui répondent à leurs besoins;</p> <p>Les éducatrices et éducateurs de garderie sont valorisés et considérés à leur juste valeur;</p> <p>Les garderies obtiennent l'appui nécessaire leur permettant d'assurer leur viabilité;</p> <p>Les parents et tuteurs obtiennent l'appui nécessaire répondant à leurs besoins, tout en favorisant leur engagement envers les garderies qui accueillent leurs enfants;</p> <p>Un plus grand nombre de partenaires communautaires et institutionnels s'engagent et contribuent au développement des garderies francophones dans la province.</p>	Il est primordial d'augmenter les effectifs dans les écoles et les centres de la petite enfance de langue française afin d'assurer la pérennité et l'épanouissement de la communauté Acadienne et francophone de l'Île.	Une garderie ouverte dotée de toutes les ressources pour son bon fonctionnement.

	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse NOUVELLE-ÉCOSSE	RDÉE Nouveau-Brunswick NOUVEAU-BRUNSWICK	Association des centres de la petite enfance francophones de l'ÎPÉ (ACPEFÎPÉ) ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
--	--	---	--	--

### Projections annuelles d'avenir d'ici 2023

Services de garde francophones préscolaires en installation	Nbre de services	18		6	7
	Nbre places permises	1 300		357	425
	Nbre d'enfants	1 160		357	425
	Nbre RH	145		Au besoin	53
Services de garde francophones en milieu familial accrédités et connus	Nbre de services	30		6	2
	Nbre places permises	214		36	8
	Nbre d'enfants	194		36	8
	Nbre RH	30		6	2
Services de garde scolaires francophones (avant et après école)	Nbre de services			6	5 avant 5 après
	Nbre places permises			120	75 am 225 pm
	Nbre d'enfants			120	75 am 225 pm
	Nbre RH			Au besoin	7 am 8 pm

# Plan de développement en petite enfance - NORD

	Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Personne ressource et contact	François Afane direction@cdetno.com (867) 873-5962 ext 1	Frédéric Nolet (avant le 30 jan); Edith Bélanger (après le 30 jan) fnolet@afy.yk.ca/ebelanger@afy.yk.ca (867) 668-2663 poste 233	Valérie Hélène Gagon direction@carrefournunavut.ca (867) 979-2800 poste 202
Situation actuelle	Le secteur de la petite enfance dans les TNO est en déficit chronique de places disponibles. Seule la communauté de Yellowknife a une garderie francophone en milieu scolaire : la garderie Plein Soleil (GPS). Nous avons aussi identifié trois garderies privées en milieu familial. Les autres communautés francophones certes plus petites, n'ont aucun service de garderie en français. L'association des parents de Hay River a identifié plus d'une dizaine de jeunes en besoin immédiat et a approché la CSFTNO afin de faciliter le processus pour l'ouverture d'une garderie en milieu scolaire à l'école Boréale. La CSFTNO a ainsi sollicité l'appui du CDÉTNO afin de réaliser une étude de faisabilité sur la viabilité socio-financière à moyen et à long terme de l'implantation d'une garderie francophone à Hay River. Cette étude qui se voudra à la fois spécifique à la communauté de Hay River, mais aussi ouverte pour éventuellement être appliquée à d'autres communautés à travers les TNO en tenant en compte les réalités propres à chacune, servira aussi d'effet levier afin de permettre à la CSFTNO d'aller chercher du financement auprès des gouvernements municipaux, territorial et fédéral.	Une seule garderie francophone au Yukon : la Garderie du petit cheval blanc. Organisme à but non lucratif. Fondée en 1989 avec 7 places, elle accueille maintenant 45 enfants entre 0 et 4 ans. Offre aussi des services de garde pour les élèves de l'école Émilie-Tremblay et un camp de jour en français pendant l'été qui accueille 75 enfants (se partageant 28 places disponibles par jour). La population francophone du Yukon a explosé au cours des dernières années et Statistiques Canada prévoit que ce sera encore la tendance pour les années à venir.	Le CPE Petits Nanooks offre son service à la communauté francophone d'Iqaluit depuis 2002. Il est le seul à offrir le service en français, et donne la priorité aux enfants ayant un parent francophone. La majorité des enfants sont d'origines Inuits. Le service est offert aux enfants entre 2 à 5 ans. Les poupons et les enfants 'non-propres' ne sont pas desservis par le centre. Il y a approximativement 30 demandes en attente pour un total de 16 places. Il n'y aucun autre service de ce type, même familial, qui est offert sur tout le territoire. Le centre a deux éducatrices et une directrice d'établissement. Deux groupes ont été formés, soit 2-3 ans et 4-5 ans. Le personnel a été formé dans des institutions d'accréditations au Québec. Malheureusement, si une des deux éducatrices doit être absente, le CPE doit fermer dû au manque de personnel de remplacement. Le centre est dépendant de l'école pour ces locaux et ne peut offrir des espaces pour certains équipements ou accueillir un plus grand nombre d'enfants. Ceci pousse les parents à inscrire les enfants dans un CPE anglophone, qui a un plus large service. Récemment, le centre a annoncé qu'il agrandira pour répondre la demande grandissante. Ce projet se terminera en 2022.
Problématiques prioritaires dans le secteur	Pénurie accrue du nombre de places en français disponibles; Infrastructures vieillissantes, insuffisantes ou non existantes; Disponibilité de la main d'œuvre qualifiée et des formations de mise à niveau pertinentes.	Manque de places en garderies francophones; Recrutement de personnel qualifié francophone; Manque de services de spécialistes francophones.	Manque de services francophones; Manque de personnel formé (difficulté de recrutement); Manque d'espace.

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Fournisseurs de services et capacité				
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Plein Soleil</b>	<b>Garderie du petit cheval blanc / Garderie 0- 4ans</b>	<b>Petits Nanooks</b>
	Ville	Yellowknife	Whitehorse	Iqaluit
Capacité	Actuelle	38	45	16
	Utilisée	38	45	16
	Liste d'attente	31	58	30
	Nombre visé	70	20	
	Défis	Infrastructure vieille, petite et inadaptée. Besoin de construction majeure. Financement acquis : 50 % pour ajouter 6 places (phase 1) Phase 2 : encore une idée. Pourrais ajouter 20 places supplémentaires.	Répondre à la demande et pouvoir accepter le plus d'enfants possible.	Manque d'espace et de personnel.
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Coucou Petit Hibou (garderie en milieu familial)</b>	<b>Garderie du petit cheval blanc / parascolaire 4-12 ans</b>	
	Ville	Yellowknife	Whitehorse	
Capacité	Actuelle	6	40	
	Utilisée	6	40	
	Liste d'attente		9	
	Nombre visé		20	
	Défis	Entreprise privée avec les attentes et défis liés à cela. Instabilité des parents et enfants qui arrivent et partent. Défi financier et de management.	Ouvrir plus de groupes pour répondre à la demande. Engager plus de personnel qualifié.	
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie le Coffre Aux Tresors (garderie en milieu familial)</b>		
	Ville	Yellowknife		
Capacité	Actuelle	6		
	Utilisée	6		
	Liste d'attente			
	Nombre visé			
	Défis	Entreprise privée avec les attentes et défis liés à cela. Instabilité des parents et enfants qui arrivent et partent. Défi financier et de management.		

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Fournisseurs de services	Garderie	<b>Garderie Petit Panda (garderie en milieu familial)</b>		
	Ville	Yellowknife		
Capacité	Actuelle	6		
	Utilisée	6		
	Liste d'attente			
	Nombre visé			
	Défis	Entreprise privée avec les attentes et défis liés à cela. Instabilité des parents et enfants qui arrivent et partent. Défi financier et de management.		
Réalisations accomplies	<p>Il y a beaucoup à faire en matière de petite enfance dans les TNO. C'est pourquoi les partenaires tels que la CSFTNO, CDÉTNO, la GPS, Jeunesse TNO et les associations de parents d'élèves se mobilisent à leur niveau pour relever les défis.</p> <p>Ce qui a été fait à date : Il y a une garderie francophone en milieu scolaire (GPS) existante et fonctionnelle à Yellowknife + trois garderies privées en milieu familial. Face aux besoins criants, la CSFTNO a réussi récemment à sécuriser un financement avec les gouvernements territorial et fédéral pour l'agrandissement en deux phases de la GPS avec à terme une amélioration en infrastructure et en nombre de places additionnelles.</p> <p>Ce succès minime à Yellowknife n'efface pas la réalité de la non existence de services en petite enfance en français pour les autres communautés des TNO. C'est pour essayer de palier à cet état des choses que l'association des parents d'élèves de Hay River, en partenariat avec la CSFTNO et le CDÉTNO, travaille à sécuriser du financement important pour la construction et l'ouverture d'une garderie francophone en milieu scolaire dans la communauté de Hay River.</p> <p>Cette étude pourrait également servir de support pour le développement d'un projet similaire dans les autres CLOSM à travers les TNO.</p>	<p><u>Actions réalisées :</u> Étude sur les besoins en petite enfance en français au Yukon, faite en 2018; Étude de faisabilité pour l'ouverture d'une deuxième garderie francophone à Whitehorse, faite en 2018; Une analyse de l'environnement stratégique; Une analyse des données, des besoins et des enjeux du milieu; Une vision partagée par les partenaires.</p> <p><u>Action en cours :</u> Plan entrepreneurial :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des stratégies et solutions;</li> <li>• Des objectifs et des résultats à atteindre;</li> <li>• Des projections de places; maintenues et de nouvelles places francophones (un outil de collecte de données commun sera fourni);</li> <li>• Des stratégies entrepreneuriales.</li> </ul> <p><u>À entreprendre :</u> Évaluation des possibilités d'agrandissement de l'implantation existante ainsi que la possibilité d'ouvrir une seconde implantation; Plan d'affaires pour une nouvelle garderie; Modèle de gouvernance et modèle de gestion pour un agrandissement de la Garderie du petit cheval blanc ou la mise en place d'une nouvelle garderie; Proposition de site pour l'ouverture d'une nouvelle garderie; Stratégie de recrutement de main-d'œuvre pour faire fonctionner la garderie.</p>	<p>Le CPE, en conjonction avec l'école des Trois-Soleils, a annoncé cette année un agrandissement de leurs locaux. Le projet devrait être terminé en 2022, et devrait accueillir plus de 50 enfants et installer les équipements additionnels pour le développement des enfants. Toutefois, le budget annoncé, est donné en priorité à l'école Trois Soleils et le CPE recevra les fonds restants. Rien ne garantit qu'il obtienne tous les fonds nécessaires pour l'agrandissement et ne garantit pas qu'il puisse y accueillir tous les enfants sur la liste d'attente.</p>	



	Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Éléments pertinents au secteur	L'autre élément dont le besoin a été exprimé lors des consultations informelles menées par le CDÉTNO est le manque de formation pour le personnel. Il y a pénurie de main d'oeuvre qualifiée en plus du défi de rétention de ces employés parce que d'autres professions et employeurs offrent des perspectives de carrière et des salaires et bénéfices imbattables. À cela s'ajoute aussi le défi de la disponibilité des formations en développement du personnel qui sont pertinentes par rapport à l'environnement spécifique des TNO.	L'étude de 2018 démontre que «Les besoins de services en français sont nombreux au Yukon et spécialement à Whitehorse, où la population francophone augmente d'année en année. La Garderie du petit cheval blanc [...] n'arrive [...] pas à répondre à la demande et la liste d'attente est longue. Certains parents se voient dans l'obligation d'inscrire leur enfant dans une garderie anglophone. Le choix d'inscrire son enfant en milieu francophone ne devrait pas être compromis.»  Le service de garde est également en demande et souffre d'un manque de place.  Les obstacles les plus importants sont le recrutement et la rétention de personnel et le manque d'espace physique. L'emploi à temps plein et la pénurie de logements rendent la tâche encore plus difficile.	

### Problématiques prioritaires

Environnement / installation physique	Enjeux	Bâtiments petits et inadaptés aux besoins grandissants et changeants de la petite enfance dans les TNO. Infrastructures non existantes dans certaines communautés où le besoin est criant.	Locaux adaptés aux enfants, dans un environnement sain et idéalement avec une cour ou espace de jeu extérieur attenant à la garderie.	Manque de locaux et d'espace pour le CPE Petits Nanouks. Les espaces sont insuffisants pour aider le développement du français ou de répondre à la forte demande d'admission.
	Atouts internes	Structures existantes avec un personnel et des enfants et tout le système de support Engagement de la communauté et de partenaires à trouver des solutions.		Possibilités d'agrandissement pour accroître le nombre d'admissions.
	Atouts externes	Appui des autorités municipales, territoriales et fédérale. Ouverture à la négociation pour des solutions pérennes.	Construction d'une école secondaire francophone.	Encourager l'ouverture de garderie en milieu familial francophone.
	Stratégies	Sécuriser des fonds pour améliorer les infrastructures à court et à moyen terme. Trouver des fonds pour construire des nouveaux locaux aussi bien à Yellowknife que dans les régions.	Examiner l'agrandissement de la garderie actuelle; Voir les locaux disponibles.	Accroître le nombre de services de garderie familiale francophone sur le territoire du Nunavut, afin de répondre à la demande immédiate.

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Ressources humaines	Enjeux	Pénurie d'employés qualifiés; Défi de la rétention des employés dans une région et emploi à temps plein pour les personnes qualifiées; Disponibilité des formations continues pertinentes.	Rétention du personnel francophone qualifié; Recrutement du personnel; Heures coupées pour le service de garde; Emploi à plein temps; Formation non-disponible sur le territoire.	Problème de recrutement de personnel qualifié. Pas assez de personnel pour accroître le service ou de répondre à tous les besoins immédiats.
	Atouts internes	Structures existantes et personnel dévoué; Un certain niveau d'expertise présent dans la communauté.	Offrir une semaine de travail sur 4 jours; Offrir une assurance santé collective.	Une volonté d'intégrer des nouveaux employés afin de combler le besoin.
	Atouts externes	Appui des autorités municipales, territoriales et fédérale. Ouverture à la négociation pour des solutions pérennes.	Attrait du Yukon.	Gouvernement encourage l'entrepreneuriat et offre des incitatifs dans le développement de garderies, afin de démarrer le centre.
	Stratégies	Développer des outils et des kits de formations adaptées à l'environnement et facilement livrables; Appui au recrutement de la main d'œuvre qualifiée.	Élaborer un plan de recrutement au Canada et à l'international; Continuer d'offrir une semaine de travail répartie sur 4 jours; Continuer à offrir une assurance santé collective.	Assister l'exploitant afin qu'ils obtiennent les certificats et rapports d'inspections sur le lieu de travail, et l'assister dans l'obtention des subventions entrepreneuriales.
Gestion administrative et financière	Enjeux	Développement et disponibilité des formations continues pertinentes.		Les formations en français dans le développement éducatif des enfants sont offerts à l'extérieur du territoire.
	Atouts internes	Expertise présente au sein des partenaires dans la communauté.		La demande n'est pas présente au sein du CPE.
	Atouts externes	Appui des autorités municipales, territoriales et fédérale. Ouverture à la négociation pour des solutions pérennes.		Les installations au sein d'organismes comme le Carrefour Nunavut sont disponibles et peuvent être utilisées pour donner un support aux employés et exploitants de CPE et garderies en milieu familial.
	Stratégies	Développer des outils et des kits de formations adaptées à l'environnement et facilement livrables.		Assurer que les exploitants et employés dans les garderies familiales et CPE ont accès aux formations soit localement ou à distance.
Appartenance	Enjeux	Engagement		
	Atouts internes	Volonté des CLOSM		
	Atouts externes			
	Stratégies			

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Francophone : langue et culture	Enjeux	Prévenir la disparition totale de la langue dans la prochaine génération spécialement pour les CLOSM.	Francisation : Beaucoup d'enfants sont de familles exogames et demandent du travail en francisation avant leur entrée à l'école.	Une communauté francophone grandissante et une volonté de certains parents d'avoir leurs enfants dans un milieu francophone. Le seul service est Iqaluit, et aucun autre service dans les autres villes sur le territoire.
	Atouts internes	Engagement ferme des CLOSM à lutter pour survivre.	Embauche d'une éducatrice en francisation via un financement externe.	CPE prêt à accommoder la demande d'admission de tous les groupes d'âges et de milieux linguistiques différents.
	Atouts externes	Appui des autorités municipales, territoriales et fédérale. Ouverture à la négociation pour des solutions pérennes.	Ressources disponibles à la Commission scolaire.	Aucun autre service offert sur le territoire.
	Stratégies	Conscientisation des autorités à la problématique et mobilisation des CLOSM pour chercher du financement et développer des solutions pertinentes localement et à l'étendue des TNO.	Grâce à du financement externe, avoir la possibilité d'offrir et maintenir un service de francisation adapté aux besoins et défis de chaque enfant fréquentant la garderie.	Promotion des services de garderie familiale francophone à Iqaluit et autres villes où sont installées des communautés francophones.
Technologie	Enjeux	S'arrimer aux dernières technologies existantes pour améliorer les services et répondre aux besoins changeants.		
	Atouts internes	Expertise disponible jusqu'à un certain niveau. Volonté exprimée des CLOSM.		
	Atouts externes	Appui des autorités municipales, territoriales et fédérale. Ouverture à la négociation pour des solutions pérennes.		
	Stratégies	Développer l'expertise technique locale et engager tous les partenaires à saisir le virage technologique nouveau pour ne pas être complètement dépassé.		
Autres	Enjeux		Formation: La formation n'est pas disponible en français sur place.	
	Atouts internes			
	Atouts externes			
	Stratégies		Mettre en place un colloque ou des formations en français tous les deux ans.	

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
Autres	Enjeux		Accès difficile au logement.	
	Atouts interne			
	Atouts externes			
	Stratégie		Avoir la possibilité d'offrir un logement temporaire aux nouveaux employés.	
Vision globale du plan		Accompagner et outiller les intervenants des TNO afin qu'ils saisissent les opportunités entrepreneuriales et que la qualité du service et le nombre de places en français disponibles dans les territoires augmentent de façons significatives et ce, dans toutes les CLOSM.		Le Carrefour Nunavut croit qu'il peut encourager et donner un support administratif dans la création de services de garderie en milieu familial francophone. Il veut mettre en place et gestion de programme de formation exigé par le Ministère de l'Éducation du Nunavut et encourager le développement professionnel du personnel travaillant au sein de services de garde en milieu familial.
Objectifs stratégiques identifiés		Développer une étude stratégique spécifique mais aussi globale pertinente à tous les TNO. Développer les outils de formation continue pertinents répondant aux besoins spécifiques des communautés. Développer à terme l'expertise locale afin de s'assurer de la pérennité des actions entreprises en petite enfance.		Deux objectifs pour répondre à ce besoin ont été identifiés : - Pour promouvoir la création de ce type de service : Promouvoir afin d'accroître le nombre de garderies familiales francophones sur le territoire du Nunavut; - Pour assurer la continuité du français dans ces services : Assurer que les exploitants et employés dans les garderies familiales ont accès aux formations soit localement ou à distance.
Actuel 31 déc. 2018	Nbre places permises	56	45 garderies 40 service parascolaire 28 places camps	16
	Nbre enfants inscrits	56	47 garderies 53 services de garde 72 camps été 2018	46
	Nbre de places vacantes		0 0 0	30
ANNÉE 1 Avril 2019 – mars 2020	Nbre places permises	62		24
	Nbre enfants inscrits	62		46
	Nbre de places vacantes			22

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Nbre places permises	72		32
	Nbre enfants inscrits	72		46
	Nbre de places vacantes			14
ANNÉE 3 Avril 2021 – mars 2022	Nbre places permises	75		32
	Nbre enfants inscrits	75		46
	Nbre de places vacantes			14
ANNÉE 4 Avril 2022 – mars 2023	Nbre places permises	90		46 (Dépendant de l'agrandissement du CPE)
	Nbre enfants inscrits	90		46
	Nbre de places vacantes			0
ANNÉE 1 Avril 2019 – mars 2020	Actions	Étude de faisabilité pour Hay River et les TNO complétée. Recherche des financements en utilisant le rapport de l'étude comme effet levier.		Promotion ouverture garderie familiale francophone par Carrefour Nunavut
	Résultats	Sécurisation des financements nécessaires pour la réalisation des travaux, en totalité ou en partie.		Ouverture d'une garderie
ANNÉE 2 Avril 2020 – mars 2021	Actions	Construction des infrastructures. Développement des outils de formation. Encadrement et accompagnement entrepreneuriale en petite enfance.		Continuation de la promotion ouverture CPE Promotion d'un service de formation
	Résultats	Augmentation à mi-terme du nombre de places disponibles. Création ou renforcement des structures privées existantes.		Ouverture du deuxième Inscription des employés du CPE Petits Nanooks et exploitant de la garderie familiale

		Conseil de développement économique des TNO TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Association franco-yukonnaise YUKON	Carrefour Nunavut NUNAVUT
ANNÉE 3 Avril 2021 – mars 2022	Actions	Continuation des constructions et amélioration continue des outils de formation. Accompagnement en recrutement et rétention de main d'œuvre qualifiée.		Continuation de la formation.
	Résultats	Croissance maintenue du nombre de places disponibles. Outils de recrutement, formation et rétention disponibles et utilisés.		Nombre d'inscriptions; Continuité dans le développement professionnel.
ANNÉE 4 Avril 2022 – mars 2023	Actions	Croissance maintenue du nombre de places disponibles. Outils de recrutement, formation et rétention disponibles et utilisés.		Continuation de la promotion des services hors Iqaluit.
	Résultats	Maintien des acquis. Croissance continue du nombre de places disponibles. Outils développés, révisés continuellement et utilisés.		Ouverture d'une garderie familiale hors d'Iqaluit.
Services de garde francophone Précolaires en installation	Nbre de services	2	1	1
	Nbre places permises	70	45	30
	Nbre enfants	70	47	30
	Nbre RH	20-30	18	1 directrice 4 employés
Services de garde francophone en milieu familial accrédités et connus	Nbre de services	6		2
	Nbre places permises	36		16
	Nbre enfants	36		16
	Nbre RH	6-10		3 exploitants 3 employés
Services de garde scolaires francophone (avant et après école)	Nbre de services	2	1	
	Nbre places permises	100	40	
	Nbre enfants	100	53	
	Nbre RH	15-20	5	

# Plan de développement en petite enfance - ONTARIO

		Société de développement économique de l'Ontario ONTARIO
Personne ressource et contact		Luc Morin lmorin@seo-ont.ca 613-590-2493, x106
Situation actuelle		<p>Selon l'AFÉSEO, les services à l'enfance francophones de la province répondent difficilement aux besoins des CLOSM. La loi de 2014 fut le coup d'envoi de changements importants : l'adoption de l'approche pédagogique du Comment apprend-on?, la restriction du nombre d'enfants dans des centres de garde à domicile, l'obligation d'embaucher des éducateurs qualifiés pour assurer la qualité des services de garde à domicile agréés, des programmes parascolaires (4 à 12 ans), du programme maternelle et jardin et des programmes dans les Centres On y va. Le transfert de la responsabilité des services de garde au ministère de l'Éducation a enclenché de nouveaux processus d'assurance de la qualité et nouvelles façons de faire. Cette modernisation a mené à une pénurie importante d'éducateurs qualifiés de langue française. L'augmentation rapide du nombre d'écoles francophones et d'immersion française dans la province entraîne une demande accrue pour des services à l'enfance et exacerbe la pénurie de professionnels en petite enfance. Le manque de professionnels de la petite enfance entraîne des conséquences négatives : places vacantes dans les services de garde, pénurie de remplaçants prévenant la participation du personnel à des occasions de perfectionnement professionnel et l'embauche de personnel compétent mais non qualifié.</p>
Problématiques prioritaires dans le secteur		<p>Pénurie d'éducateurs(rices) de la petite enfance qualifié(e)s;                      Besoins importants en formations, accompagnement, outils, ressources et informations en français, dont les outils électroniques/IT, pour bien desservir les enfants et les parents;                      Besoins d'appui pour des tâches administratives afin que les gestionnaires aient plus de temps alloué pour répondre aux besoins des enfants.</p>
Fournisseurs de services	Garderie Ville	<p><b>Voir l'annexe pour la liste des centres, la ville, et les capacités.</b></p>
Capacité	Actuelle	
	Utilisée	
	Liste d'attente	
	Nombre visé	
	Défis	
Réalizations accomplies		<p>Dans la région du Nord-Ouest, une étude explore la possibilité d'offrir à distance le programme en petite enfance pour renforcer la capacité locale dans le secteur. On planifie l'ouverture d'une garderie dont l'administration est centralisée avec une offre de services en région. Au Nord-Est, on offre des formations aux parents, éducateurs, équipes pédagogiques et personnel scolaire. Un projet de collaboration entre conseils scolaires est en cours pour mieux outiller les parents et le personnel de garde en matière d'aménagement linguistique. Au Centre-Sud-Ouest, on offre des formations conjointes au personnel en garderie et scolaire permettant de faire valoir le travail de chacun et d'assurer l'harmonisation entre programmes. On ajoute l'appui de consultants dans les garderies et la création d'un centre On y Va. À l'Est, la création d'un Centre de leadership et le poste de leader en petite enfance ont favorisé la collaboration entre le personnel de garderies et du PAJE. La centralisation des centres On y va et des services de garde sous une même entité, ainsi que le groupe consultatif de la garde d'enfants de la petite enfance et ses sous-comités sont d'autres bons coups. On reconnaît également l'importance du financement, de multiples occasions de formation et la volonté de prendre des décisions basées sur des données probantes. Certaines mesures sont en cours pour ajouter de nouvelles places dans des services de garde francophones.</p>

**Société de développement économique de l'Ontario  
ONTARIO**

<p><b>Éléments pertinents au secteur</b></p>	<p>Le manque de professionnels de la petite enfance entraîne des conséquences négatives : places vacantes dans les services de garde, pénurie de remplaçants prévenant la participation du personnel à des occasions de perfectionnement professionnel et l'embauche de personnel compétent mais non qualifié. Les conditions de travail (longues heures, faible valorisation de la profession, salaire bas, etc.) font en sorte que moins de personnes sont intéressées à poursuivre une carrière d'éducateur. Les collègues notent une baisse dans le nombre d'inscriptions au programme Éducation services à l'enfance. La mise à niveau des compétences pour rencontre les exigences de l'Ordre des éducateurs et éducatrices de l'Ontario n'est pas facile. Le programme mis en place par le gouvernement de l'Ontario est insuffisant pour couvrir les frais rattachés à l'obtention d'un diplôme. Par ailleurs, les directions des services de garde se plaignent d'un manque de formations, d'outils et de ressources de langue française afin de bien répondre aux exigences d'une garderie francophone combiné à une charge importante de tâches administratives destinées à remplir les exigences de plusieurs joueurs : ministère de l'Éducation, Santé publique, le service des incendies, les conseils scolaires, GSMR, etc. Le temps dédié aux tâches administratives et de gestion font en sorte que ces institutions sont mal équipées voir manque de temps pour répondre aux besoins des enfants et des parents adéquatement.</p>								
<p><b>Environnement / installation physique</b></p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="302 669 427 743">Enjeux</td> <td data-bbox="427 669 1568 743">Le nombre important d'écoles de langue française remplies à capacité rend difficile/impossible de louer des locaux aux services à l'enfance.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 743 427 856">Atouts internes</td> <td data-bbox="427 743 1568 856">Les conseils scolaires de langue française reconnaissent l'importance d'une garderie dans les écoles à deux niveaux : recrutement d'élèves futurs (incluant rattachés les familles à l'école et assurer leur préparation à l'école). Les services à l'enfance paient des frais de location moindre que s'ils avaient à louer ailleurs.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 856 427 911">Atouts externes</td> <td data-bbox="427 856 1568 911">Les parents apprécient se rendre à un endroit pour mener ou chercher leurs enfants d'âge préscolaire et scolaire.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 911 427 1094">Stratégies</td> <td data-bbox="427 911 1568 1094">Les conseils de langue française assurent dans la mesure du possible, que la construction d'une nouvelle école inclus un espace pour les services de garde et le programme parascolaire. Toutefois l'enjeu externe de taille demeure la façon dont les nouvelles constructions sont financées par le ministère de l'Éducation. Ce dernier ne prend pas en compte dans son ratio élève : espace, des services de garde ou des centres On y va destinés aux familles.</td> </tr> </table>	Enjeux	Le nombre important d'écoles de langue française remplies à capacité rend difficile/impossible de louer des locaux aux services à l'enfance.	Atouts internes	Les conseils scolaires de langue française reconnaissent l'importance d'une garderie dans les écoles à deux niveaux : recrutement d'élèves futurs (incluant rattachés les familles à l'école et assurer leur préparation à l'école). Les services à l'enfance paient des frais de location moindre que s'ils avaient à louer ailleurs.	Atouts externes	Les parents apprécient se rendre à un endroit pour mener ou chercher leurs enfants d'âge préscolaire et scolaire.	Stratégies	Les conseils de langue française assurent dans la mesure du possible, que la construction d'une nouvelle école inclus un espace pour les services de garde et le programme parascolaire. Toutefois l'enjeu externe de taille demeure la façon dont les nouvelles constructions sont financées par le ministère de l'Éducation. Ce dernier ne prend pas en compte dans son ratio élève : espace, des services de garde ou des centres On y va destinés aux familles.
Enjeux	Le nombre important d'écoles de langue française remplies à capacité rend difficile/impossible de louer des locaux aux services à l'enfance.								
Atouts internes	Les conseils scolaires de langue française reconnaissent l'importance d'une garderie dans les écoles à deux niveaux : recrutement d'élèves futurs (incluant rattachés les familles à l'école et assurer leur préparation à l'école). Les services à l'enfance paient des frais de location moindre que s'ils avaient à louer ailleurs.								
Atouts externes	Les parents apprécient se rendre à un endroit pour mener ou chercher leurs enfants d'âge préscolaire et scolaire.								
Stratégies	Les conseils de langue française assurent dans la mesure du possible, que la construction d'une nouvelle école inclus un espace pour les services de garde et le programme parascolaire. Toutefois l'enjeu externe de taille demeure la façon dont les nouvelles constructions sont financées par le ministère de l'Éducation. Ce dernier ne prend pas en compte dans son ratio élève : espace, des services de garde ou des centres On y va destinés aux familles.								
<p><b>Ressources humaines</b></p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="302 1094 427 1234">Enjeux</td> <td data-bbox="427 1094 1568 1234">Pénurie de personnel pouvant offrir un service en français. Cette pénurie est plus importante lorsqu'on cherche à recruter un personnel qualifié pouvant offrir un service en français. Sur 4 753 lettres d'approbation du directeur (autorisation d'utiliser du personnel non qualifié selon la Loi) 690 sont pour des francophones, soit 14,5 %.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 1234 427 1339">Atouts internes</td> <td data-bbox="427 1234 1568 1339">Les centres de petite enfance travaillent avec acharnement à trouver du personnel qualifié de langue française. Ils démontrent une volonté de persister à trouver du personnel qualifié de langue française malgré les réels défis rencontrés et ce, à travers de la province de l'Ontario.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 1339 427 1520">Atouts externes</td> <td data-bbox="427 1339 1568 1520">Les employés non qualifiés peuvent accéder à un soutien financier du Programme de formation complémentaire des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. La capacité des collèges de langue française d'offrir des cours à distance. Le Centre d'excellence a bâti sa capacité d'offrir des formations et un accompagnement à distance. On développe des ressources de langue française.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 1520 427 1688">Stratégies</td> <td data-bbox="427 1520 1568 1688">Certains services de petite enfance travaillent présentement avec les collèges pour tenter d'offrir une scolarisation de qualité à distance, de langue française, en vue de l'obtention d'un diplôme ESE (Éducation en services à l'enfance). Le Centre d'excellence francophone travaille présentement à mettre en place une structure permettant le perfectionnement professionnel par voie de mentorat ainsi que de formations et d'accompagnement ponctuels de conseillers pédagogiques spécialisés en développement de l'enfant.</td> </tr> </table>	Enjeux	Pénurie de personnel pouvant offrir un service en français. Cette pénurie est plus importante lorsqu'on cherche à recruter un personnel qualifié pouvant offrir un service en français. Sur 4 753 lettres d'approbation du directeur (autorisation d'utiliser du personnel non qualifié selon la Loi) 690 sont pour des francophones, soit 14,5 %.	Atouts internes	Les centres de petite enfance travaillent avec acharnement à trouver du personnel qualifié de langue française. Ils démontrent une volonté de persister à trouver du personnel qualifié de langue française malgré les réels défis rencontrés et ce, à travers de la province de l'Ontario.	Atouts externes	Les employés non qualifiés peuvent accéder à un soutien financier du Programme de formation complémentaire des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. La capacité des collèges de langue française d'offrir des cours à distance. Le Centre d'excellence a bâti sa capacité d'offrir des formations et un accompagnement à distance. On développe des ressources de langue française.	Stratégies	Certains services de petite enfance travaillent présentement avec les collèges pour tenter d'offrir une scolarisation de qualité à distance, de langue française, en vue de l'obtention d'un diplôme ESE (Éducation en services à l'enfance). Le Centre d'excellence francophone travaille présentement à mettre en place une structure permettant le perfectionnement professionnel par voie de mentorat ainsi que de formations et d'accompagnement ponctuels de conseillers pédagogiques spécialisés en développement de l'enfant.
Enjeux	Pénurie de personnel pouvant offrir un service en français. Cette pénurie est plus importante lorsqu'on cherche à recruter un personnel qualifié pouvant offrir un service en français. Sur 4 753 lettres d'approbation du directeur (autorisation d'utiliser du personnel non qualifié selon la Loi) 690 sont pour des francophones, soit 14,5 %.								
Atouts internes	Les centres de petite enfance travaillent avec acharnement à trouver du personnel qualifié de langue française. Ils démontrent une volonté de persister à trouver du personnel qualifié de langue française malgré les réels défis rencontrés et ce, à travers de la province de l'Ontario.								
Atouts externes	Les employés non qualifiés peuvent accéder à un soutien financier du Programme de formation complémentaire des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. La capacité des collèges de langue française d'offrir des cours à distance. Le Centre d'excellence a bâti sa capacité d'offrir des formations et un accompagnement à distance. On développe des ressources de langue française.								
Stratégies	Certains services de petite enfance travaillent présentement avec les collèges pour tenter d'offrir une scolarisation de qualité à distance, de langue française, en vue de l'obtention d'un diplôme ESE (Éducation en services à l'enfance). Le Centre d'excellence francophone travaille présentement à mettre en place une structure permettant le perfectionnement professionnel par voie de mentorat ainsi que de formations et d'accompagnement ponctuels de conseillers pédagogiques spécialisés en développement de l'enfant.								
<p><b>Gestion administrative et financière</b></p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="302 1688 427 1761">Enjeux</td> <td data-bbox="427 1688 1568 1761">La lourdeur des tâches administratives particulièrement dans les petits fournisseurs de services de garde nuit à la qualité des services offerts aux enfants et parents.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 1761 427 1816">Atouts internes</td> <td data-bbox="427 1761 1568 1816">L'ouverture des services à l'enfance à examiner la viabilité de cette option pour leurs opérations.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 1816 427 1892">Atouts externes</td> <td data-bbox="427 1816 1568 1892">Le vouloir des présents demandeurs de cette proposition de s'engager à travailler avec les services à l'enfance pour mettre sur pied des centres de gestions répondant à leurs besoins.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="302 1892 427 1965">Stratégies</td> <td data-bbox="427 1892 1568 1965">Ouvrir des centres de gestion centralisés, abordables et sur mesure, pour prendre en main les tâches de gestion (ex. inscriptions, aménagement linguistique) et d'administration (comptabilité, frais de garde, etc.).</td> </tr> </table>	Enjeux	La lourdeur des tâches administratives particulièrement dans les petits fournisseurs de services de garde nuit à la qualité des services offerts aux enfants et parents.	Atouts internes	L'ouverture des services à l'enfance à examiner la viabilité de cette option pour leurs opérations.	Atouts externes	Le vouloir des présents demandeurs de cette proposition de s'engager à travailler avec les services à l'enfance pour mettre sur pied des centres de gestions répondant à leurs besoins.	Stratégies	Ouvrir des centres de gestion centralisés, abordables et sur mesure, pour prendre en main les tâches de gestion (ex. inscriptions, aménagement linguistique) et d'administration (comptabilité, frais de garde, etc.).
Enjeux	La lourdeur des tâches administratives particulièrement dans les petits fournisseurs de services de garde nuit à la qualité des services offerts aux enfants et parents.								
Atouts internes	L'ouverture des services à l'enfance à examiner la viabilité de cette option pour leurs opérations.								
Atouts externes	Le vouloir des présents demandeurs de cette proposition de s'engager à travailler avec les services à l'enfance pour mettre sur pied des centres de gestions répondant à leurs besoins.								
Stratégies	Ouvrir des centres de gestion centralisés, abordables et sur mesure, pour prendre en main les tâches de gestion (ex. inscriptions, aménagement linguistique) et d'administration (comptabilité, frais de garde, etc.).								

**Société de développement économique de l'Ontario  
ONTARIO**

<b>Appartenance</b>	Enjeux	Développer un sentiment d'appartenance des familles francophones, exogames et allophones à la communauté franco-ontarienne pour en assurer sa vitalité.
	Atouts internes	La reconnaissance de l'importance de l'inclusivité des familles pour le sain développement des enfants par les professionnels en petite enfance qualifiés.
	Atouts externes	La ressource pédagogique « Comment apprend-on? », document qui encadre la pédagogie en petite enfance du ministère de l'Éducation de l'Ontario donnant les raisons quant à l'importance d'un accueil inclusif aux familles. L'AFÉSEO a développé des ressources et une formation efficace quant aux savoir-faire d'offrir un environnement accueillant et inclusif aux familles d'origine culturelles diversifiées à l'intérieur d'un espace qui valorise la langue et la culture francophone.
	Stratégies	Bâtir la capacité de l'AFÉSEO d'offrir une formation et un accompagnement sur la mise en application des fondements du Comment apprend-on? et de leurs mises en application.
<b>Francophone : langue et culture</b>	Enjeux	Le manque général de reconnaissance des rôles de passeur et modèle culturel du personnel des services à l'enfance.
	Atouts internes	Le développement de l'identité est un processus prenant place tout au long d'une vie. C'est donc dire qu'il est malléable.
	Atouts externes	L'AFÉSEO offre une formation efficace menant à une prise de conscience du rôle de passeur culturel et de modèle francophones auprès du personnel de la petite enfance. Cette formation, très en demande, est maintenant offerte par le Centre d'excellence francophone.
	Stratégies	Bâtir la capacité du Centre d'excellence francophone de former des leaders naturels travaillant au sein de services de garde afin qu'ils puissent conscientiser leurs collègues à leur rôle de passeur culturel et de modèle francophone.
<b>Technologie</b>	Enjeux	Un manque d'outils, de ressources et de formations de langue française pour communiquer avec les parents (ex.: une version de langue française Hi Mama) Encourager les enfants (et leurs parents) à utiliser cette technologie dans une perspective éducative.
	Atouts internes	Les services de petite enfance reconnaissent l'importance d'une bonne communication famille-service de garde. Certaines ont l'expérience de Hi Mama, un excellente application pour communiquer avec les parents mais dont les serveurs sont situés aux États-Unis et de langue anglaise. Les enfants sont curieux et arrivent en garderie déjà familiers avec les outils numériques.
	Atouts externes	Il existe des développeurs d'application dont les services pourraient être retenus pour développer une version canadienne française d'une application du type Hi Mama. Les parents exposent déjà les enfants au contenu d'outils numériques. Le groupe Médias TFO a développé plusieurs ressources de langue française adaptées aux besoins des jeunes francophones, vivant en milieu minoritaire.
	Stratégies	Explorer les possibilités de financer le développement d'application du type Hi Mama. Développer et piloter une formation ciblant le personnel en service de garde et les parents d'utiliser les outils numériques aux fins pédagogiques avec les jeunes enfants.
<b>Autres</b>	Enjeux	L'aménagement extérieur des écoles ne favorise par l'exploration, l'enquête et l'apprentissage par le jeu.
	Atouts internes	Le vouloir de certains conseils scolaires d'aménager les cours d'écoles en introduisant des éléments naturels et des structures riches en possibilités d'apprentissage (ex. jardin communautaire).
	Atouts externes	Des particuliers et des organismes des secteurs privés et communautaires sont prêts à appuyer ce travail de réaménagement de l'extérieur.
	Stratégies	Rallier la communauté autour de la petite enfance afin de maximiser les occasions d'apprentissages ludiques à l'extérieur. Continuer à travailler avec les directions des conseils scolaires et des services de garde, les pourvoyeurs d'assurance afin de changer les attitudes face au risque associé avec le jeu actif à l'extérieur.

**Société de développement économique de l'Ontario  
ONTARIO**

<b>Autres</b>	Enjeux	Engagement des parents dans leur rôle de passeur culturel, de modèle francophone et de premier éducateur de leur enfant.
	Atouts internes	Les services de garde sont conscients de l'importance du parent dans le développement de leurs enfants mais toujours outillés pour appuyer le parent dans son rôle de premier éducateur.
	Atouts externes	Mobiliser la motivation inhérente des parents d'assurer le bien-être et les apprentissages de leurs enfants, incluant un bon départ à l'école.
	Stratégies	Bâtir la capacité du Centre d'excellence francophone de former des leaders naturels travaillant au sein de services de garde afin qu'ils puissent appuyer leurs collègues et appuyer les parents dans leurs rôles de passeur culturel, de modèle francophone et de premier éducateur de leur enfant.
<b>Autres</b>	Enjeux	Assurer l'aménagement linguistique des services à l'enfance.
	Atouts internes	Le mandat d'un service à l'enfance de son rôle dans la préservation de l'espace francophone et la transmission de la langue et de la culture canadienne-française.
	Atouts externes	L'appui dans cette démarche par les conseils scolaires de langue française pour les services de garde localisés dans leurs écoles. L'AFÉSEO offrent une formation efficace portant sur les savoirs et les façons de faire pour créer un environnement riche en aménagement linguistique pour faciliter le développement d'une identité francophone et des compétences langagières en français.
	Stratégies	Bâtir la capacité du Centre d'excellence francophone de former des leaders naturels travaillant au sein de services de garde afin qu'ils puissent appuyer leurs collègues à offrir un environnement riche en aménagement linguistique.
<b>Vision globale du plan</b>		La création de places francophones supplémentaires en service de garde d'enfants sous-entend que le réseau soit capable d'accueillir de nouvelles places. Plusieurs questions doivent être posées en lien avec la qualité des services qui seraient offerts dans l'éventualité d'ajout de places disponibles. Avoir un système provincial de cueillette de données francophone afin de créer des places qui répondent aux réels besoins des parents, qui est viable financièrement et dans lesquels des éducatrices de la petite enfance francophones assurent le développement optimal des enfants.
<b>Objectifs stratégiques identifiés</b>		Pour arriver à créer des places supplémentaires en service de garde en français de qualité, les grands objectifs stratégiques sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un système de cueillette de données provincial permettant de bien identifier les réels besoins et d'appuyer les initiatives qui visent la création de telles places ainsi que la formation d'éducatrices en petite enfance;</li> <li>• Appuyer la formation de professionnelles en petite enfance pour enrayer la pénurie d'éducatrices et augmenter la compétence;</li> <li>• Au niveau provincial, coordonner des tables régionales de partenaires stratégiques en petite enfance, pour appuyer la création de places en service de garde afin de répondre aux besoins exprimés par les données probantes.</li> </ul>
<b>Actuel 31 déc. 2018</b>	Nbre places permises	Voir le rapport Excel «Liste SG ON mars19» - SEULEMENT EN INSTALLATION 0-4 ANS 5118
	Nbre enfants inscrits	Données incomplètes
	Nbre de places vacantes	Données incomplètes
<b>ANNÉE 1 Avril 2019 – mars 2020</b>	Nbre places permises	5618
	Nbre enfants inscrits	5418
	Nbre de places vacantes	200

**Société de développement économique de l'Ontario  
ONTARIO**

<b>ANNÉE 2</b> Avril 2020 – mars 2021	Nbre places permises	5918
	Nbre enfants inscrits	5718
	Nbre de places vacantes	200
<b>ANNÉE 3</b> Avril 2021 – mars 2022	Nbre places permises	6218
	Nbre enfants inscrits	6018
	Nbre de places vacantes	200
<b>ANNÉE 4</b> Avril 2022 – mars 2023	Nbre places permises	6718
	Nbre enfants inscrits	6718
	Nbre de places vacantes	200
<b>ANNÉE 1</b> Avril 2019 – mars 2020	Actions	Mettre en place un système de cueillette de données provincial permettant de bien identifier les réels besoins et d'appuyer les initiatives qui visent la création de telles places ainsi que la formation d'éducatrices en petite enfance;
	Résultats	Accroître sa connaissance de l'état des lieux en petite enfance. Développer des plans régionaux (région du nord, de l'est et du centre-sud-ouest) de développement par le biais de table régionale de partenaires stratégiques. Appuyer les initiatives déjà en cours pour la création de nouvelles places. Planification de projets pilotes favorisant l'innovation entrepreneuriale.
<b>ANNÉE 2</b> Avril 2020 – mars 2021	Actions	Se doter d'une stratégie de développement / démarrage; Implanter la stratégie de développement/démarrage.
	Résultats	Mise en œuvre des plans régionaux concertés de développement de places de garde; Mise en œuvre et appui des projets pilotes amorcés dans la première année.
<b>ANNÉE 3</b> Avril 2021 – mars 2022	Actions	Développer un plan de viabilité à long terme; Implanter la stratégie de développement/démarrage.
	Résultats	Analyse des meilleures pratiques issues des projets pilotes; Reproduire ces meilleures pratiques aux projets en cours; Développer un concept innovateur et l'implanter aux projets entrepreneuriaux.
<b>ANNÉE 4</b> Avril 2022 – mars 2023	Actions	Implanter la stratégie de développement/démarrage; Implanter le plan de viabilité.
	Résultats	Augmenter le nombre de places francophones pour les enfants de 0 à 5 ans.



Société de développement économique de l'Ontario  
ONTARIO

Services de garde francophones préscolaires en installation	Nbre de services	
	Nbre places permises	6 718
	Nbre enfants	6 718
	Nbre RH	1 500
Services de garde francophones en milieu familial accrédités et connus	Nbre de services	
	Nbre places permises	2 400
	Nbre enfants	2 400
	Nbre RH	525
Services de garde scolaires francophones (avant et après école)	Nbre de services	
	Nbre places permises	10 157
	Nbre enfants	10 157
	Nbre RH	1 060

## ■ Annexe 5



### Nombre de places en service de garde francophone par province et territoire

Provinces et territoires	Nombre de services	Capacité actuelle	Nombre de places utilisées	Nombre d'enfants sur une liste d'attente
Yukon	2	85	85	67
Territoire du Nord-Ouest	4	56	56	31 <sup>a</sup>
Nunavut	1	16	16	30
Colombie-Britannique	18	455	361	187
Alberta	19	637	343 <sup>b</sup>	178 <sup>c</sup>
Saskatchewan	6	275	227	115
Manitoba	20	737	712	1 156 <sup>d</sup>
Ontario <sup>f</sup>	309	9 463	0 <sup>h</sup>	6 182 <sup>i</sup>
Nouveau-Brunswick	337	11 147	11 147	0 <sup>e</sup>
Nouvelle-Écosse	18	970	829	890
Île-du-Prince-Édouard	6	267	156	406
Terre-Neuve-et-Labrador	6	293 <sup>f</sup>	219	40
<b>Total</b>	<b>746</b>	<b>24 401</b>	<b>14 151</b>	<b>9 282</b>

- a) Le nombre de places en milieu privé n'est pas disponible.
- b) Les chiffres ne sont pas disponibles pour certains centres.
- c) Les chiffres ne sont pas disponibles pour certains centres.
- d) Les données de la liste d'attente ne sont pas disponibles pour certains centres.
- e) Les données ne sont pas disponibles.
- f) Certaines de ces places ne sont pas certifiées.
- g) Nombres basés sur un taux de participation au sondage de 43 %.
- h) Les données ne sont pas disponibles.
- i) Ce nombre est partiellement fourni par la province.

## ■ Annexe 5

# Témoignages

Comme peuvent le constater de nombreux articles et recherches, les besoins les plus urgents pour les garderies francophones se situent au niveau de l'accès aux places en garderie, du développement professionnel et de la découverte de nouvelles pratiques.

Aussi, plusieurs études font état d'une période critique pour l'acquisition du langage puisque ce sont les enfants en bas âge qui ont le plus d'habiletés dans l'acquisition du langage.

Offrir des services de garde en français est un gage de pérennité de notre communauté francophone. L'AFGF en est consciente et grâce à ce financement pourra élaborer une étude de faisabilité pour la création d'une agence de service de garde en milieu familial.

Je tiens à remercier le comité de l'Alliance stratégique d'avoir donné suite à notre demande.

Mon témoignage se résume en 4 points :

- Reconnaissance
- Collaboration
- Encouragement
- Tremplin

Financé par le gouvernement du Canada par le biais du  
Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire

Canada

### L'Agence Francophone des services de garde en milieu familial. (L'AFGF)

Témoignage de Hanane Jaouich, fondatrice.

Récipiendaire d'une subvention de Rdée Canada pour la rédaction d'une étude de faisabilité sous le programme Stratégie Nationale en Petite Enfance



*Si l'on désire que l'enfant francophone maîtrise bien le français, il faut lui donner accès à un service de garde francophone le plus rapidement possible.*



*“Si on veut être efficace, il faut travailler avec les services sur le terrain. Pour avoir des résultats gagnants, il faut collaborer”*

-Jean-Pierre Alexandre, gestionnaire des relations externes et partenariats du RDÉE Canada-



## Collaboration

Recevoir cette subvention a été bien plus qu'une relation transactionnelle entre RDÉE Canada et L'AFGF.

C'est la naissance d'une collaboration entre nos groupes qui travaillent à atteindre le même objectif pour le bien des familles francophones. Une collaboration qui a réuni ces acteurs d'une manière ou d'une autre, pour réaliser des changements qui seront alors plus importants et plus durables. J'ai créé des relations de travail avec des consultants et agents qui croient au partage de connaissance et qui me permettent de mener à bien cette vision.

*“Cette stratégie transversale vise notamment à accroître l'accès aux services de garde en français tout en consolidant la qualité de ces services. Les garderies constituent la première sphère d'apprentissage pour les enfants; il est donc essentiel que chaque parent puisse avoir le choix et l'opportunité d'opter pour un service de garde en français” (source Publication RDÉE)*

## Reconnaissance

Ce n'est pas tous les jours qu'un organisme nouvellement créé peut prétendre à être éligible à une demande de financement! Même si je travaillais sur mon projet depuis plus de 2 ans, il m'aurait été difficile de faire face à des organismes bien implantés dans la communauté car une relation de confiance est déjà établie sans compter sur leur expertise en rédaction de financement.

C'était une chance de pouvoir rentrer dans les critères d'éligibilité mais encore plus d'en sortir récipiendaire d'une subvention! RDEE en osant donner la chance à un "petit organisme" montre qu'il comprend tout à fait la définition d'un CLOSM et qu'il faut savoir faire preuve d'initiative au sein de la communauté francophone.

Je me sens enfin reconnue et je le dois au RDEE et aux partenaires de l'entente Stratégie nationale. Sans eux je serai encore au stade d'ébauche d'idée.

## Encouragement

L'équipe de la gestion du projet a été d'une écoute et d'un support sans égal. J'ai pu formuler mes idées et mes attentes en toute confiance tout en recevant une expertise en petite enfance et en stratégie entrepreneuriale dans ce domaine. L'étude de faisabilité qui sera complétée sera la preuve de la viabilité du projet.



## Tremplin

Cette collaboration a aussi donné lieu à des résultats créatifs qui m'auraient été impossibles à atteindre seule : Patrimoine Canadien informé du projet souhaite recevoir une copie de notre étude de faisabilité pour étudier l'éligibilité du projet au Programme **Développement des communautés de langue officielle**. La subvention a permis de faire entendre différentes voix au sein de la communauté francophones. Un tremplin vers l'obtention de futurs financements pour la formation, l'élaboration d'initiatives pouvant répondre aux préoccupations des familles francophones de la région.

Ensemble, on peut aller tellement plus loin.

Financé par le gouvernement du Canada par le biais du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire





**Marie-Andrée Asselin**, directrice générale, Fédération des parents francophones de Colombie Britannique (FPFCB)

**Marie-Noël Holland**, gestionnaire, Développement économique et employabilité, Société de développement économique de la Colombie-Britannique (SDÉ)

*Ce projet a permis à des partenaires (la SDÉ et la FPFCB) évoluant dans des secteurs d'activités différents (économie, éducation) de jumeler leurs expertises et de définir ensemble une vision, des objectifs, des stratégies visant à renforcer les capacités entrepreneuriales du personnel en garderies de la Colombie-Britannique et créer de nouvelles places dans des garderies francophones.*

*Pour les années à venir, notre collaboration vise concrètement à créer une cinquantaine de nouvelles places et environ quatre emplois par année. Nous envisageons également d'accroître la capacité organisationnelle communautaire francophone afin de solidifier le réseau des garderies dans la province.*

**Mireille Péloquin**, directrice générale, Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA)

*Par l'approche intermédiaire, nous avons obtenu du support pour aider au démarrage et à l'expansion de sept garderies francophones. Les sept garderies représentent 276 nouvelles places. Sur les sept, nous avons réussi à en ouvrir deux, deux autres sont en développement et devraient ouvrir en septembre 2019 et nous sommes à la recherche d'emplacements pour les trois dernières. Sur les 276 places, nous avons créé 48 nouvelles places qui sont opérationnelles aujourd'hui et, en septembre 2019, nous aurons 60 nouvelles places. Ces résultats sont la preuve que le modèle du Centre de gestion qu'a créé la FPFA en 2016 fonctionne pour la création de nouvelles places. Le soutien de l'approche intermédiaire nous permet d'effectuer notre travail sur le terrain plutôt qu'en administration de demandes de ressources. Un grand merci à la CNPF, l'ACUFC et au RDÉE Canada.*



**Martine St-Onge**, directrice générale, Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario (AFESEO)

*Ce projet nous a permis de combler un besoin en ressources humaines qualifiées. Celles-ci nous ont aidé à obtenir non seulement la perspective des parents mais, surtout, de rejoindre de nouveaux partenaires. Ces entrepreneurs ou commerçants, parmi lesquels figurent un centre de jardinage et une spécialiste en méditation, nous ont permis d'ouvrir de nouveaux horizons qui, à leur tour, multiplieront le réseau de partenaires de notre centre. Cette approche intermédiaire garantit le succès des projets, puisque les acteurs connaissent très bien le milieu de la petite enfance et peuvent reconnaître les retombées des projets financés. Merci à la CNPF, l'ACUFC et au RDÉE Canada.*

**Sabrina Savoie**, directrice générale, Phare familial, Nouveau-Brunswick

*En suivi à l'étude de faisabilité et le plan pour une campagne de financement pour son projet Franco-Phare, le Phare familial a reçu un deuxième financement, de RDÉE Canada, dans le cadre des Initiatives entrepreneuriales en petite enfance. Ce financement a permis au Phare d'élaborer davantage son document sur l'état de la situation et l'impact d'un centre de la petite enfance unique sur la santé et l'éducation des enfants et des familles de la communauté desservie par l'École Sainte-Bernadette de Moncton.*

*Avec l'ajout d'une étude empirique et des statistiques, le document devient l'outil qui permet de mieux comprendre le concept du centre de la petite enfance, y compris un centre de pédiatrie sociale, une joujouthèque, des programmes et des services axés sur la famille et les enfants de 0 à 12 ans. De plus, nous regardons à rassembler les informations nécessaires pour regarder les composantes d'immigration et de cohésion sociale.*

*L'appui reçu permet de mettre les jalons nécessaires pour préparer les diverses demandes de financement auprès de différents bailleurs de fonds ou des prospectus d'investissement. Notre travail est de longue haleine, car chaque étape du projet du CPEF demande un financement supplémentaire, donc nous devons prendre des petites bouchées. Nous sommes confiants qu'avec le travail amorcé à ce jour grâce à l'appui de l'Initiative, nous parviendrons à ajouter des places pour les enfants de 0 à 3 ans et d'offrir un centre intersectoriel pour les enfants et les familles.*



**Erwan Bouchaud**, Directeur du DEC au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)

*Sous l'impulsion de RDÉE Canada, Nous - le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) - avons formé une alliance stratégique avec la Fédération des parents du Manitoba (FPM) et l'Université de Saint-Boniface (USB) au mois d'octobre 2018. Nous nous sommes entendus pour travailler de concert sur le dossier de la petite enfance en formant un « comité régional » et pour mener les actions initiées par le comité national sur le territoire manitobain. Néanmoins, il nous semblait essentiel d'engager le secteur dès la phase de planification stratégique afin d'assurer leur adhésion dans la mise en œuvre du plan entrepreneurial et de mieux comprendre les réalités de chacun. Les effets positifs des concertations ont dépassé nos espérances. Les directions des centres d'apprentissage ont non seulement validé les hypothèses émises par le comité régional, mais contribué efficacement au développement du plan stratégique. Durant les rencontres, les échanges d'information et le réseautage ont permis à plusieurs centres d'adresser des solutions à des problèmes qu'ils rencontraient. Il en a été de même avec les membres des conseils d'administration qui ont échangé sur les bonnes pratiques de gouvernance. Par ailleurs, la proposition de créer une structure collaborative à participation volontaire proposant des services administratifs, techniques, achats en groupe, etc. a d'abord clivé les intervenants en différents groupes – chacun avec son idée de ce que devait faire une telle entité – pour laisser place à la discussion. Le chemin vers un consensus est encore loin, mais la volonté de travailler ensemble et l'adhésion au projet global sont bien là. Les organisations communautaires ont, elles aussi, été mises à contribution. Devant l'urgence de la situation en petite enfance au Manitoba, leur soutien a été acquis et de nouveaux partenaires potentiels ont été identifiés. Le comité régional a aussi été reconnu comme le meneur de file du plan entrepreneurial.*



**Partenaire financier :**

Financé par le gouvernement du Canada par le biais du  
Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire

**Canada**

**Partenaires de l'Alliance stratégique en petite enfance :**



**rdee.ca**

1, rue Nicholas, bureau 606 Tél. : 613 244-7308  
Ottawa (Ontario) K1N 7B7 CANADA Téléc. : 613 244-3934